

Le Mozambique sur la bonne voie

COMME d'autres pays africains, le Mozambique va abandonner le système du parti unique. Le président Joaquim Chissano a annoncé, mardi 31 juillet, que le bureau politique du FRELIMO (Front de libération du Mozambique) était favorable à une orientation vers la pluralité politique. La décision a été prise à l'unanimité des douze membres. Elle devra être ensuite approuvée par le comité central et adoptée par le Parlement en octobre.

Si tout se déroule comme prévu, plusieurs formations politiques pourraient participer aux élections générales annoncées pour l'an prochain. Et pourquoi pas le RENAMO, le mouvement rebelle qui lutte depuis plus de dix ans contre le régime ? Le président Chissano n'a pas exclu cette possibilité. « Cela dépendra de son respect des dispositions de la loi qui doit être élaborée, a-t-il indiqué. Cette loi ne dressera pas de barrières qui permettraient au FRELIMO de rester le seul parti politique. » Et d'ajouter : « Si la RENAMO dépose les armes, elle sera libre de s'organiser en parti politique ».

Tout pourrait donc aller relativement vite. Le mouvement d'Afonso Dhlakama va, certes, chercher à obtenir des garanties, mais c'est la première fois que l'on offre officiellement à la rébellion armée la possibilité de devenir légale et de faire valoir son point de vue sur la scène politique.

LES négociations directes qui doivent reprendre très prochainement à Rome permettront peut-être d'arrêter les modalités d'un cessez-le-feu. On n'en est pas encore là, mais la perspective est ouverte. D'autant que la première rencontre, dans la capitale italienne, du 8 au 10 juillet, entre la RENAMO et trois ministres du gouvernement avait causé une bonne surprise, car, auparavant, les contacts indirects qui avaient lieu depuis un an, grâce à l'entremise des présidents Daniel Arap Moi du Kenya et Robert Mugabe du Zimbabwe, n'avaient rien donné.

L'abandon du parti unique vient donc à point nommé pour offrir de réelles chances à la paix dans un pays déchiré par une guerre civile meurtrière qui a pratiquement détruit l'économie, interdit la libre circulation sur les trois quarts du territoire et contraint près de trois millions d'habitants à quitter leur lieu de résidence, un million d'entre eux se réfugiant dans les pays voisins, principalement le Malawi. Six cent mille Mozambicains (sur une population de quinze millions) sont morts de faim, de maladies, de manque de soins ou ont été massacrés durant les combats.

Le président Chissano, depuis son élection en novembre 1986, cherche à tout prix à mettre fin à ce conflit qui a transformé son pays en « mendiant », selon son propre terme, de l'aide internationale. Lentement, il a cherché à prendre ses distances avec les dogmes socialistes de Samora Machel. Lors du 5^e congrès, en juillet 1989, le FRELIMO avait abandonné toute référence au marxisme-léninisme. Six mois plus tard, les grandes lignes d'une nouvelle Constitution avaient été tracées. A l'époque, il n'était pas encore question d'abandonner le monopartisme. C'est maintenant chose presque faite. Reste désormais à construire la paix.

M 0147 - 802 0 - 5 00 F



Le ralentissement de l'économie américaine

Le dollar au plus bas depuis deux ans et demi

Le dollar a enregistré une forte baisse, mardi 31 juillet, sur l'ensemble des places financières. Mercredi, il restait très faible, proche de ses plus bas niveaux historiques vis-à-vis du deutsche-mark. Il cotait 5,33 francs, retrouvant sa valeur d'il y a deux ans et demi. Cette glissade, à laquelle les gouvernements ne semblent pas s'opposer, reflète l'inquiétude des milieux financiers face au ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis. En meilleure santé, l'Europe attire actuellement les capitaux internationaux.



Lire l'article de FRANÇOISE LAZARE page 22

Un projet de loi sur l'administration territoriale

L'Etat va favoriser l'autonomie des communes et des régions

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a présenté au conseil des ministres, mercredi 1^{er} août, un projet de loi sur l'administration territoriale, qui vise à compléter la décentralisation de 1982 en déconcentrant les services de l'Etat et en permettant aux régions et aux communes de s'associer dans des domaines d'intérêt commun. Ce texte prévoit aussi de favoriser l'information des citoyens et leur participation aux affaires locales, notamment en instaurant une procédure de consultation communale, de type référendaire.

Il aura fallu près de dix-huit mois au ministère de l'intérieur pour « ficeler » le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République.

Ce temps était sans doute nécessaire pour lever les fortes réticences des administrations centrales - et des ministres qui en ont la tutelle - à déconcentrer leurs pouvoirs au bénéfice des préfets.

Ces derniers sont déjà les patrons des administrations locales de l'Etat, du moins en théorie. La réalité étant autre, le projet fixe en principe que la déconcentration sera la règle, la concentration l'exception.

M. François Mitterrand avait donné un sérieux coup de main

en ce sens à son ministre de l'intérieur quand, le 22 mars dernier, à Moulins (Allier), il avait lancé : « Il va bien falloir que les administrations centrales se résignent à limiter leurs activités aux missions qui leur sont propres, missions de réglementation, de conception, de coordination, et qu'elles abandonnent ou qu'elles délèguent, une fois pour toutes, la volonté et le pouvoir de régler les dossiers à des services extérieurs renforcés, regroupés sous l'autorité du représentant du gouvernement ».

ANNE CHAUSSEBOURG

Lire la suite page 6

Un sommet Bush-Gorbatchev cette année ?

MM. Baker et Chevardnadze en discutent à Irkoutsk

page 3

Tensions en Espagne

« Technocrates » contre populistes au sein du régime

page 24

La guerre civile au Libéria

Contre-offensive des troupes du président Doe

page 3

Les troubles à Trinité-et-Tobago

Les rebelles musulmans ont libéré le premier ministre

page 4

Hommage à Michel Guy

Un article de Jérôme Clément, président du directoire de La SEPT

page 15

La nomenclature complète se trouve page 24

La détresse des Indiens Yanomamis

Malgré les promesses du nouveau gouvernement brésilien le grand pillage de l'Amazonie continue

BOA-VISTA
(Territoire de Roraima)
de notre envoyé spécial

Leurs regards sont d'une détresse infinie. Ils ne savent visiblement pas ce qui leur arrive, ils sont le plus souvent muets. Les uns couchés dans leur hamac, les autres courbés sur un feu de branches. Partout où ils vont, ils allument du feu pour chasser les moustiques, chauffer de la farine de manioc. Même dans cette Maison de l'Indien de Boa-Vista, ces quelques cases qui leur servent d'hôpital, ils entretiennent des braises sur le ciment. Ils sont quelques dizaines de Yanomamis, échoués ici à cause de la malaria. Les Yanomamis, ces Indiens dont on a tant parlé il y a quelques mois, et qui semblent retournés à l'oubli.

On sait, en regardant des photos, qu'ils peuvent être robustes, souriants. Mais dans l'univers indigène, ce sont des poids plume. Outre plus de quarante-cinq, cinquante kilos, quand ils sont en bonne

santé. Des jambes torses, malingres. L'œil parfois brûlé par les hallucinogènes. Pourtant, ils forment, il n'y a pas si longtemps, l'ethnie primitive la plus nombreuse des Amériques. Vingt-deux mille Yanomamis répartis entre le Brésil et le Venezuela, et miraculeusement préservés par les difficultés d'accès de leur territoire, une région de montagnes et de forêts où l'Orénoque prend sa source. Au Brésil, ils étaient neuf mille à l'ouest du Roraima, et au nord de l'Etat d'Amazonas. Ils étaient... Avec l'arrivée des chercheurs d'or, ils ont été ravagés par la maladie. On estime qu'en trois ans mille cents d'entre eux ont péri. L'hécatombe aurait continué sans l'action sanitaire d'urgence lancée à la fin de l'année dernière, à la suite de nombreuses protestations internationales.

Onoran, le médecin qui les soigne à la Maison de l'Indien, ausculte, comme tous les matins, les ventres tourmentés par la diarrhée, les torses épuisés par la toux.

CHARLES VANHECKE
Lire la suite page 4

« Sureffectif qualitatif » chez Citroën

Comment remplacer des ouvriers peu qualifiés par du personnel « capable de s'adapter aux évolutions technologiques » ?

Original mais controversé, le plan social lancé en avril dernier par Citroën pour licencier neuf cents ouvriers, immigrés pour la plupart, à quitter son usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et à les remplacer par autant de jeunes salariés « capables de s'adapter aux évolutions technologiques », démarre lentement. Cette opération butte sur un obstacle que rencontrent de plus en plus d'entreprises : la difficulté de recruter du personnel qualifié.

« Nous espérons de meilleurs résultats », dit l'aveu des dirigeants de l'établissement, les propositions d'embauche lancées par Citroën-Aulnay (5 680 salariés) n'ont, pour l'instant, pas recueilli l'écho souhaité.

Afin de s'attacher les services de jeunes titulaires d'un CAP de la métallurgie (un peu plus de 6 100 francs brut mensuels de salaire d'embauche) ou de futurs agents de maîtrise justifiant d'un niveau bac + 2 (environ 8 800 francs brut mensuels de salaire d'embauche), la firme au chevron n'a pourtant pas ménagé ses efforts. Outre

les annonces diffusées dans la presse et l'information systématique des ANPE, d'autres formes de prospection ont été tentées, telles que la distribution de dépliants à la sortie des grandes surfaces locales ou la diffusion d'affichettes dans la plupart des casernes de l'Hexagone. Sans grand succès au regard des objectifs visés.

Citroën-Aulnay, qui produit quotidiennement 1 100 véhicules (un millier d'AX et une centaine de Peugeot 205), devra l'an prochain augmenter sa capacité de production et assurer, parallèlement avec l'usine Peugeot-Talbot de Poissy (Yvelines), la sortie d'un nouveau modèle Citroën de milieu de gamme. Elle doit donc accélérer sa modernisation et poursuivre la mise en place d'une nouvelle organisation du travail fondée sur une plus large polyvalence du personnel ouvrier.

JEAN-MICHEL NORMAND
Lire la suite page 18

AMBIANCE CARTE À PUCE POUR L'INVENTEUR :

La prodigieuse aventure du briquet jetable !

Le Point

Agence France Presse

belfond

TELECARTE 50

Prisons américaines Vietnam intérieur

II. - New-York rançonnée par ses peurs

Aux Etats-Unis, la philosophie carcérale tient en une phrase : « Lock 'em up and throw away the key », autrement dit : « Bouclez les détenus et jetez la clé » (le Monde du 1^{er} août). La supposition est telle que la construction de prisons ne cesse de s'accroître et qu'un petit entrepreneur du New-Jersey est en train de faire fortune avec un concept de cellules préfabriquées qu'on assemble comme un jeu de Lego.

Avec 20 000 détenus pour 7,5 millions d'habitants, New-York n'est pas épargnée par la supposition carcérale. Plus de trois mille prisonniers sont enfermés à la colonie pénitentiaire de Rikers Island. Impliqués dans des affaires de drogue, de crack en particulier, ils y reproduisent la violence de la rue. A l'ombre, les gangs se reconstituent.

Lire page 8 l'enquête d'AGATHE LOGEART

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

13. - Un Cézanne pour 75 francs

page 2

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

13. Un Cézanne pour 75 francs

Paul Cézanne est le peintre préféré de son marchand de couleurs. Mais la critique n'est pas du même avis. Elle refusera longtemps l'impressionnisme.

Le père Tanguy avait bien mérité de l'art moderne. Il avait roulé sa bosse de Breton passionné, successivement plâtrier, charcutier, employé aux Chemins de fer de l'Ouest, broyeur. Puis, à tout hasard, était devenu ce marchand de couleurs de la rue Clauzel, au flanc sud de Montmartre, dont la vitrine s'était mise à flamboyer, parsemée de taches inouïes. Rôdant, dès avant 1870, du Point-du-Jour à Barbizon et de la Butte à Argenteuil, en proposant gentiment ses tubes et ses toiles vierges à la nouvelle bohème des peintres maudits, il s'était fait beaucoup d'amis. Ancien communiste, condamné puis déporté à Brest, il avait cultivé à son retour un franc-parler de libertaire impénitent et granitique : « Un homme qui vit avec plus de cinquante centimes par jour est une canaille », lançait-il volontiers.

Sa clientèle fut heureusement assez désargentée pour demeurer fréquente. Tanguy a donc beaucoup fait crédit à Monet, Pissarro ou Renoir, au docteur Gachet, puis à Vignon, à Van Gogh ou à Gauguin ; il a entreposé les toiles qu'on lui abandonnait pour régler l'ardoise, et est devenu peu à peu, à son corps défendant, un bizarre marchand de tableaux, qui ne vendait jamais mais accrochait fièrement en devanture son dernier coup de cœur. Ainsi, « l'histoire de son humble et honnête vie est inséparable de l'histoire du groupe impressionniste », conclut Octave Mirbeau dans la notice nécrologique qu'il lui consacra dans l'*Echo de Paris* le 3 février 1894.

Tanguy a regardé la Camarde bien en face : atteint d'un cancer à l'estomac, il s'est fait soigner à l'hôpital — décision terrible à l'époque — pour ne pas fatiguer sa femme, avant de rentrer mourir en tablier au milieu de ses tableaux, dans l'odeur de cèdre et de térébenthine. Quand il s'agit de débayer sa boutique et de laisser quelques sous à sa veuve, Mirbeau a fait le tour de ses obligations du pinceau, et mis sur pied une vente où leurs offrandes se mêlèrent aux toiles, alignées face au mur derrière le comptoir. Ainsi fut rapidement enlevée, à l'hôtel Drouot, le 2 juin 1894, pour 14 261 francs au total — à peine le prix d'un Gérôme ou d'un Bouguereau, — une extraordinaire collection de cette peinture de sauvages, voire depuis trente ans par toutes les académies et méprisée encore par l'acheteur bourgeois. Pêle-mêle, des Van Gogh (*Les Brodequins* partent pour 30 francs...), des Pissarro, des Gauguin, des Renoir, des Morisot, une pellette de néo-impressionnisme, de Signac à Seurat et Denis, une joyeuse cohorte d'amoureux de Pont-Aven, des dizaines de dessins et d'aquarelles en vrac. Quelques marchands de tableaux pas trop encroûtés savaient depuis longtemps que le père Tanguy avait eu le cœur sur la main : ils ont râté la mise. Parmi eux, un jeune créole rusé, Ambroise Vollard, nouvellement établi rue Laffitte, qui empêche cinq Cézanne, dont le *Village* pour 75 francs.

Paul Cézanne avait sans doute été le préféré du marchand de couleurs. Et c'est chez lui seul qu'on pouvait voir tranquillement des œuvres du vieux obstiné de l'hérétique bougon qui vadrouillait encore de Giverny à la Sainte-Victoire. Emile Bernard a dépeint la scène : « On y allait comme au musée pour voir les quelques études de l'artiste inconnu qui vivait à Aix, mécontents de son œuvre et du monde, et qui détruisait lui-même ses recherches. [...] Les membres de l'Institut, les critiques influents et les critiques réformateurs visitaient le modeste magasin de la rue Clauzel, devenu, à son insu, la fable de Paris et la conversation des ateliers. C'est que rien ne déconcertait comme ces toiles où les dons les plus

éminents s'engloutissaient dans les naïvetés les plus enfantines ; les jeunes gens y sentaient le génie, les vieillards la folie du paradoxe ; les jaloux criaient à l'impuissance. [...] Gauguin, devant leur aspect de croûte, lançait cette phrase : « Rien ne ressemble à une croûte comme un chef-d'œuvre ». Emile Bourges s'écriait : « C'est de la peinture de vidangeur ! »

Tanguy écoutait tout cela sans broncher, puis se levait : « On le voyait disparaître dans une pièce obscure, derrière le galandage, pour revenir un instant après porteur d'un paquet de dimensions restreintes et soigneusement ficelé ; sur ses lèvres flottait un mystérieux sourire, au fond de ses yeux brillait une émotion humide. Il était fiévreusement les ligatures, après avoir disposé le dos d'une chaise en chevalet, puis exhibait les œuvres, les unes après les autres, dans un silence religieux. [...] Tanguy reprenait le cours de la conversation et parlait de l'artiste. « Le papa Cézanne, disait-il, n'est jamais content de ce qu'il fait, il lâche toujours avant d'en avoir terminé. » Quand il déménage, il a soin d'oublier ses toiles dans la maison qu'il quitte ; et quand il peint dehors, il les abandonne dans la campagne. » Puis il ajoutait : « Cézanne travaille très lentement, la moindre chose lui coûte beaucoup d'efforts, il n'y a pas de hasard dans ce qu'il fait. » Naturellement, la curiosité des visiteurs le pressait de questions. Alors Tanguy, prenant un air recueilli, disait : « Cézanne va au Louvre tous les matins. »

Tanguy mort, sa tendresse aurait-elle brusquement irradié ? 1894 est en tout cas pour Cézanne la première année faste. Sans public, bien disposé à ne plus jamais accrocher, méprisant le mystère de connivence dont on commence à l'entourer dans les milieux symbolistes, résigné à passer aux profits et pertes de l'aventure picturale (« Les nombreuses études auxquelles je me suis livré ne m'ayant donné que des résultats négatifs », écrit-il encore en 1890), le nomade a laissé des amis pendre une de ses toiles à l'Exposition universelle de 1889. Il a envoyé trois tableaux à l'exposition des Vingt de Bruxelles, mais a refusé de paraître au nouveau Salon des indépendants. Pour comble de malheur, son vieil ami Zola s'est inspiré de ses aventures pour tirer le portrait de Claude Lantier, le peintre raté, dans l'*Œuvre*, en 1886. Et Paris, l'ingrate, n'a pas vu d'exposition de Cézanne depuis 1877.

Or voici qu'au Salon de 1892 Maurice Denis clame que toute la peinture nouvelle vient de lui. A la vente Duré, en mars 1894, l'achat par Monet d'une de ses œuvres attire l'attention et le *Journal* publie, le 25, un long papier de Geoffroy, l'ami de Monet, sur l'homme « qui regarde autour de lui, près de lui, qui ressent une ivresse du spectacle déployé et qui voudrait faire passer la sensation de cette ivresse sur l'espace restreint d'une toile ». Monet, qui s'est remis en tête de le faire connaître, le convie à des soupers mondains : le craintif se cabre, se brouille, s'enfuit. En vain. Vollard, sans le connaître, s'est mis en chasse de son côté et le convainc de le laisser organiser sans crier gare une grande exposition, rue Laffitte, en novembre 1895.

« Un comble ! », titre le respectable *Journal des artistes*, indigné par « cette cauchemardesque vision de ces atrocités à l'huile », avant de conclure par un calembour de haut vol : « Cézanne, ouvre-toi ! Mais dans le Temps, où l'on regrette « l'insouciance du métier » et le « dédain de la matière », le critique parle déjà de « paysages vraiment grands » et



En 1904, deux ans avant sa mort, Cézanne est toujours sous le charme de la campagne aixoise

de « natures mortes vigoureuses et riches ». Au *Figaro*, Arsène Alexandre signe significativement « Claude Lantier » un éloge d'un ton au-dessus : « Le mystérieux Provençal, le peintre à la fois incomplet et inventif, malin et farouche, est un grand homme. » Dans le *Journal* surtout, la porte est grande ouverte : « C'est un grand véritable ardent et ingénieux, âpre et nuancé. Il ira au Louvre ; il y a la plus d'une toile pour les musées de l'avenir. » Un grand peintre est né, enfin, à cinquante-cinq ans. Le groupe impressionniste exulte et les premiers amateurs « ahuris », à pas précautionneux, commencent à faire grimper la cote, agacés par Vollard et frappés par l'écho favorable qui entoure désormais ce « classique épatant » qui fait « du Poussin sur nature ».

Il est vrai que Vollard lui a sorti les tripes, triant avec sûreté parmi les cent cinquante toiles qu'il lui a expédiées (presque la moitié de sa production depuis 1880). Tout est là, mix à point, paysages, natures mortes et portraits, des horizons de Méditerranée aux Bauges pyramidaux noyés dans les feuillages, des *Joueurs de cartes* à l'obsédante campagne d'Aix, du *Garçon au gilet rouge* aux pommes de toujours, dans une explosion d'ocres, de beiges et de verts qui transfigure les bleus du ciel et de la mer. Toute une quête silencieuse, une rage aussi de « traiter la nature par le cylindre, la sphère et le cône », un silence traqué dans la richesse chromatique. Et même, déjà, les premiers signes d'une prochaine révolution, si loin devant cet impressionnisme auquel jamais Cézanne n'avait voulu être réduit, celle du *Lac d'Annecy*, de la dizaine de versions du *Château-Noir* et des rochers de *Bibémus*, son fond de *Sainte-Victoire* recomposée, de *Grandes Baigneuses*, de pommes et de falaises revisitées, celle où les cubistes eux-mêmes bientôt se reconnaîtront.

Bien entendu, M. Cézanne grogne. En avril 1896, après avoir repris la route pour éviter la louange, il écrit à Gasquet : « Je maudis les *Gauffroy* et les quelques drôles qui, pour faire un article de cinquante francs, ont attiré l'attention sur moi. [...] Certes, un artiste désire s'élever intellectuellement le plus possible, mais l'homme doit rester obscur. Le plaisir doit rester dans l'étude. S'il m'avait été donné de réaliser, c'est moi qui serais resté dans mon coin avec quelques camarades d'atelier avec qui nous allions boire chopine. » Il n'empêche que, en 1899, chacune de ses toiles se vend au moins 1 600 francs, que la cote

des 3 000 est passée dès 1902, et que le rebelle a consenti enfin à s'exposer aux Indépendants. A la Centennale de 1900, il mettra d'ailleurs encore en émoi les artistes officiels, et le très nationaliste, l'incroyable Henri Rochefort crachera toujours sur « l'ultra-impressionniste » dans l'*Intransigeant*, en mars 1903, à la vente de la collection Zola : « On se torde notamment devant une tête d'homme brun et barbu dont les joues martelées à la truelle semblaient la proie d'un eczéma. [...] Le malheureux n'a donc jamais vu d'un peu près un Rembrandt, un Velasquez, un Rubens ou un Goya ? Car si Cézanne a raison, tous ces grands pinceaux ont tort. »

A U Salon de 1901, pourtant, Maurice Denis, qui le vénérât sans l'avoir jamais vu, ne l'a pas représenté dans son *Hommage à Cézanne*. Mais toute la jeune peinture émane examine sur sa toile un des énigmatiques compotiers du maître : tous, des Nabis aux futurs Fauves, des tourmentés du Symbolisme aux fous d'Art Nouveau, des avant-gardistes aux « post ». « Notre père à tous », dira Picasso dès 1906. Et Paul Sérusier d'ajouter : « D'autres viendront, habiles cuisiniers, accommoder ses restes à des sauces plus modernes ; il aura fourni la moule. [...] Qu'une tradition naisse à notre époque, c'est de Cézanne qu'elle naîtra. »

Depuis février 1897, l'*Estaque* et la *Cour de ferme à Auvers-sur-Oise* sont visibles au musée du Luxembourg, en attendant leur entrée au Louvre. « Maintenant, j'enmerde Bouguereau », a marmonné l'Aixois. La République avait été assez bonne enfant, en effet, pour accepter enfin quelques toiles du gros legs fait à la nation par le peintre Caillebotte en mars 1894. Lecomte du Noüy avait tranché : « Mettre au Luxembourg les tableaux dont vous me parlez serait d'un exemple déplorable, car les jeunes gens pourraient en être détournés du travail sérieux... C'est de la démence ! » De consultations laborieuses du comité consultatif des Musées en arrêtés du Conseil d'Etat, après cent tergiversations pour trouver le lieu où l'on pourrait dissimuler ces horreurs encombrantes enfantes dans un déire anarchiste, après menace de démission collective des professeurs des Beaux-Arts, l'autorité publique a résolu d'édifier une annexe provisoire au fond du jardin de Marie de Médicis pour dissimuler sa gêne.

Jean Léon Gérôme, l'infatigable des commandes officielles, le décoré jusqu'au ventre retranché dans sa citadelle du quai Malaquais, le potentat qui tonne depuis quarante ans contre l'impressionnisme, avait hurlé : « Nous sommes dans un siècle de déchéance et d'imbécillité. [...] Pour que l'Etat ait accepté de pareilles ordures, il faut une bien grande détresse morale ! ». Il récidivera en 1900 à l'Expo, faisant rempart de son anatomie devant Loubet, qui s'apprêtait à déguster la salle des Impressionnistes. Il hurle encore, une dernière fois, de toute la force de son bel organe : « Arrêtez, monsieur le Président ! C'est ici le déshonneur de la France ! » L'ordre et le déshonneur, plus que jamais, hélas, se nomment Monet, Renoir, Pissarro ou Sisley. Et Cézanne. Lequel lutait toujours, là-bas, accroché à sa chère Provence comme un bernard-hermine, mordant la géométrie, broyant les bruns et les bleus : « Je vous dois la vérité en peinture, et je vous la dirai. »

Prochain épisode Les héros de Tombouctou

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
• Mercredi 1^{er} août : Un Cézanne pour 75 francs.
• Jeudi 2 août : Les héros de Tombouctou.

Pour en savoir plus

► *Peinture et société*, de Pierre Francastel, Gallimard, 1965.
► « Vies d'artistes : art académique, art officiel et art libre en France à la fin du XIX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, de Marie-Claude Genet-Delcroix, janvier-mars 1986.
► *Cézanne « puissant et solitaire »*, de Michel Hoog, Gallimard, 1989.
► *Impressionnistes et symbolistes devant la presse*, de Jacques Lethève, A. Colin, 1959.
► *L'impressionnisme et son époque*, *Dictionnaire international*, 2 vol., de Sophie Monneret, R. Laffont, 1987.
► *Cézanne*, de John Rewald, Flammarion, 1986.

هكذا من لاهل

ÉTRANGER

MONGOLIE : victoire relative du PC aux élections législatives

Le loup dans la bergerie

Les élections du 29 juillet en Mongolie ont donné une confortable majorité au Parti populaire révolutionnaire (PPRM, communiste), au pouvoir depuis 1924. Elles ont aussi entériné l'appartenance au Parlement d'une opposition démocratique appelée à pousser le PPRM sur la voie de la réforme.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

La statue en bronze de Staline posant à la Napoléon, la main droite glissée dans l'écharpe du manteau au-dessus d'un ventre rebondi, qui se dressait autrefois devant la bibliothèque de la capitale mongole, gît aujourd'hui dans l'arrière-cour du même bâtiment, sur fond de planches récupérées sur des emballages de machines en provenance d'Allemagne de l'Est. Sur demande insistante et après moultes tergiversations, la conservatrice accepte de vous emmener la voir.

Un employé retire une à une les planches formant le couvercle de ce cercueil incongru. Tandis qu'apparaît la célèbre moustache, une chèvre, à quelques mètres de là, broute tranquillement. Un temple transformé en musée découpe ses toits de forme sino-tibétaine dans le paysage, en direction de la montagne sacrée, profanée par la silhouette d'un monument aux héros soviétiques. Une fois prise la photo du gisant, le jeune Mongol remet les planches en place et accepte un pourboire. Défense de photographier l'ensemble de la scène : le gouvernement ne veut pas qu'il soit possible d'identifier les lieux.

Le soin méticuleux entourant l'effigie du

tyran géorgien, accusé d'avoir voulu intégrer à l'empire russe les lambeaux de celui de Genghis Khan cadre bien avec la prudence qui marque la démocratisation en cours, telle que les élections de dimanche dernier l'ont traduites au Parlement.

Les quatre partis d'opposition qui entrent au grand Khourai, la chambre législative, totalisent 35 sièges, sur les 430 à pourvoir. Le PPRM s'en adjuge au moins 343. Le reste va à des indépendants et des membres de l'Union de la jeunesse, aux loyalistes incertains. Tous résultats sous réserve de recomptage, avec vingt-huit sièges à remettre aux voix sous un mois pour cause d'irrégularité ou d'absence de majorité absolue.

Succès de l'opposition dans les villes

Le PPRM ne perd pas le contrôle du pays, mais les électeurs mongols lui ont adressé un avertissement sans équivoque : à l'élection au petit Khourai, qui avait lieu simultanément, le parti au pouvoir n'a recueilli que 60 % des suffrages. Ce n'est pas faute d'avoir ratissé au plus large pour obtenir un taux de participation maximum : presque 98 %. Comme par hasard, le régime dit n'être pas en mesure de fournir immédiatement un décompte des votes dans les villes.

C'est là, à Oulan-Bator en particulier, qu'il a probablement perdu le plus d'influence. Plusieurs témoins de l'opposition, tels MM. Zorig (vingt-huit ans), du Parti démocrate, ou Gambold, du Progrès national, ont été élus confortablement. Le chef de l'Etat, M. P. Ochirbat, n'a recueilli que 50,2 % des voix dans la circonscription de la capitale où il se présente.

Son homonyme chef du PPRM, M. G. Ochir-

bat, a reconnu au cours d'une conférence de presse, mardi 31 juillet, que ces résultats mettaient en évidence la nécessité pour le parti de « continuer à se débarrasser des méthodes stalinienne » de gouvernement. Il a annoncé la mise en œuvre d'une réforme de la Constitution et de la législation, « de manière à garantir le respect des droits de l'homme ». Il n'a pas insisté sur le caractère socialiste du futur régime, mais a d'ores et déjà ouvert la porte à des négociations avec l'opposition de façon à intégrer au gouvernement des non-communistes de bonne volonté. Sur le fond comme dans la forme, le régime est à la recherche d'un nouveau consensus pour sortir de l'impasse, notamment économique.

Si l'opposition se dit déçue, voire fiouée, les réformateurs du parti ne dissimulent pas leur satisfaction devant le succès d'une opération tenant à la fois de la manipulation et de l'exercice de relations publiques. Manipulation car, pour avoir fait entrer le loup dans la bergerie, le PPRM n'a plus d'autre choix que continuer à se réformer. Relations publiques, car la porte est désormais grande ouverte pour que l'Occident reprenne pied dans cette région convoitée, au passé complexe, des hauts plateaux d'Asie centrale.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, est attendu ici jeudi en visite officielle, venant d'Irkoutsk. Il rencontrera à la fois les responsables au pouvoir et ceux de l'opposition. Il n'est pas prévu qu'il aille voir la statue de Staline derrière la bibliothèque, et il fera vraisemblablement les yeux sur les innombrables effigies de Lénine dont l'ancienne Urga, rebaptisée Oulan-Bator (« le Héros rouge ») en 1924, est encore affublée.

FRANCIS DERON

AFRIQUE

LIBÉRIA : la bataille de Monrovia

Les troupes gouvernementales ont lancé une contre-attaque

Les troupes gouvernementales ont lancé, mardi 31 juillet, une violente contre-attaque à Monrovia et repris aux rebelles dissidents de Prince Johnson une partie du centre de la capitale, notamment le ministère de la défense et celui des finances.

Cinq cents soldats fidèles au président Samuel Doe ont lancé cette attaque-surprise à partir du camp d'entraînement de Barclay, prenant au dépourvu les manifestants, ont rapporté des témoins. Abrités derrière le seul blindé encore en leur possession, ils se sont frayés un chemin à travers le quartier commerçant de la ville en direction de deux ponts stratégiques conduisant à Bushrod-Island.

Cette contre-attaque a provoqué de violents combats dans le quartier de Mamba Point, où sont situées plusieurs ambassades étrangères, notamment celles des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France et dont les hommes de Prince Johnson avaient pris le contrôle la veille. Deux coups de feu ont été tirés dans la cour de l'ambassade de France mais il n'y a pas eu de blessé.

D'autre part, environ 160 personnes, en majorité des autochtones, se sont réfugiées dans l'ambassade d'Allemagne fédérale. Leur évacuation n'est pas possible pour l'instant en raison du manque d'hélicoptères pour les acheminer à bord des navires de guerre américains qui croisent au large des côtes libériennes.

A une dizaine de kilomètres du centre, dans le faubourg de Paynesville, au nord-est de la ville, les rebelles du Front patriotique national du Libéria (NPFL) de Charles Taylor ont lancé une nouvelle attaque infructueuse contre la station de radio gouvernementale.

Dans un entretien téléphonique

accordé à la BBC, le président Doe s'est déclaré prêt à « poursuivre le combat jusqu'à la mort du dernier soldat de l'armée libérienne », ajoutant qu'il « n'abandonnerait pas le pays aux mains de criminels ». « Ce n'est pas parce que les rebelles sont au centre de Monrovia qu'ils ont gagné la guerre », a-t-il affirmé. « Si nous permettons ce genre de choses au Libéria, cela pourrait se propager à toute l'Afrique ».

A Washington, le département d'Etat a confirmé que les rebelles

avaient pris, lundi, le contrôle du quartier diplomatique de Monrovia mais a précisé qu'il n'était pas, pour le moment, question d'évacuer les diplomates américains. Il a laissé entendre que les Etats-Unis étaient favorables à une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies en vue d'imposer un cessez-le-feu. A ce propos, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, devait recevoir, mercredi, l'ambassadeur libérien.

« Nous consultons activement les

autres membres du Conseil de sécurité en vue d'organiser une réunion sur le Libéria », nous l'assurent, poussés par les libériens à tenter de mettre au point un cessez-le-feu », a déclaré, de son côté, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen. Il a précisé que la situation se détériorait rapidement et qu'en cas de déposition du président Doe, une nouvelle guerre civile n'était pas à exclure entre les deux groupes rebelles rivaux de Prince Johnson et de Charles Taylor. (Reuters)

Avoir treize ans, une bicyclette rose et un fusil

Junior Zozza, treize ans, chevauche joyeusement une petite bicyclette rose. Un fusil d'assaut AK-47 soviétique, chargé, pend négligemment en travers de sa poitrine. Près de là, Nga Sua, seize ans, porte le même arme et ne veut pas dire s'il connaît la peur. « Je sais tirer », est sa seule réponse.

Comme des centaines d'enfants-soldats présents dans les rangs des rebelles qui veulent renverser le président Samuel Doe, ils attendent d'être lancés dans les combats contre les derniers fidèles du chef de l'Etat. Junior et Nga ont participé à la bataille contre les troupes gouvernementales à Paynesville, dans la banlieue est de Monrovia.

D'autres enfants, souvent âgés de moins de douze ans, suivent le front en transportant des armes. « Quand la guerre a

débuté, elle a déplacé beaucoup d'enfants et certains de leurs parents ont été tués. Ils n'avaient nulle part où aller, personne pour prendre soin d'eux. Ils voulaient nous suivre, alors nous avons décidé de nous en occuper », déclare Christopher Seleph, un porte-parole du Front national patriotique du Libéria (NPFL).

Seleph a vingt ans et ses études universitaires ont été interrompues par la guerre civile. Il affirme que des enfants ont été placés dans une unité spéciale créée par le NPFL pour s'initier au maniement des armes. Les enfants libériens n'ont pas grand-chose d'autre à apprendre depuis que les écoles ont été fermées. Beaucoup d'entre elles ont été saccagées. Des milliers de gosses sont ainsi devenus des réfugiés, fuyant les combats, la pénurie de nourriture et

les règlements de comptes tribaux.

A Harbel, à 60 kilomètres de Monrovia, trois garçons de dix et quatorze ans se débrouillent tout seuls pour diriger la maison réquisitionnée par le NPFL pour des journalistes. Ils affirment qu'ils ont quitté leur famille pour rejoindre les rebelles, qu'ils savent se battre, mais ne disent pas s'ils possèdent des armes.

A la sortie de Paynesville, deux des gardes du corps de Charles Taylor, le chef rebelle, font de l'auto-stop. L'un dit avoir quinze ans, mais semble bien plus jeune. Quelques minutes après avoir été pris par une voiture de journalistes, il dormait profondément, son AK-47 sur les genoux, la tête reposant sur l'épaule de son camarade. (AFP)

un seul homme contre les périls aussi graves que la séparation et les intégrismes de tous bords ». (AFP)

TOGO : promesse d'ouverture politique. - En visite d'Etat à Washington, où il a été reçu, mardi 31 juillet, par le président Bush, le président togolais, le général Gnassingbé Eyadéma, a annoncé une prochaine ouverture politique dans son pays. « Nous sommes en train d'apprendre la démocratie » au sein du Parti du rassemblement populaire togolais (RPT), le parti unique au pouvoir, et « quand le moment viendra », le gouvernement pourra se diriger vers un élargissement de la démocratie, a-t-il promis. « Si d'ici le prochain congrès (du RPT en décembre 1991), les gens pensent que nous pouvons aller plus loin, nous irons plus loin », a-t-il ajouté. (AFP)

Accords de coopération militaire entre la France et la Corée du Sud

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre français de la défense, et son homologue sud-coréen, M. Lee Sang-hoon, ont signé mardi 31 juillet à Paris deux accords de coopération militaire. M. Lee devait rencontrer mercredi M. Michel Rocard et visiter une usine de la société Thomson, bien placée pour vendre du matériel militaire à Séoul.

Le premier accord est une « déclaration d'intention » concernant l'échange de documents scientifiques et technologiques, la production en commun ou sous licence d'armements, l'acquisition d'armements, les échanges et la formation, a indiqué M. Lee. Le second est un « arrangement technique » ayant pour objectif de réduire la coopération technologique et industrielle entre les deux pays, précise le ministre de la défense.

Selon M. Chevènement, ces accords doivent « accompagner des affaires plus importantes par une politique de soutien systématique en matière de formation et de logis-

que ». De son côté, M. Lee a déclaré que Séoul abandonnait désormais « la coopération au coup par coup » avec la France pour lui donner « un nouvel élan », tout en précisant qu'il n'était « pas question de renverser le système de défense conclu avec les Etats-Unis ».

Depuis des années la France cherche à développer sa coopération militaire avec la Corée du Sud, chasse gardée des Américains, aujourd'hui tentée de diversifier ses sources d'armement, voire de les fabriquer en partie sur place. Cette percée est d'autant plus délicate que dans le cas de Séoul - comme dans une moindre mesure de Taïpei - les Etats-Unis voient d'un mauvais œil l'arrivée de concurrents à un moment où les ventes d'armes sont devenues un moyen important de réduire le déficit commercial spectaculaire américain avec ces nouveaux pays industrialisés d'Asie.

DIPLOMATIE

Un nouveau sommet Bush-Gorbatchev devrait avoir lieu avant la fin de l'année

Le secrétaire d'Etat américain James Baker, arrivé dans la soirée du 31 juillet à Irkoutsk, en Sibérie, pour une rencontre avec son homologue soviétique Edouard Chevardnadze, a confirmé que les entretiens porteraient sur les préliminaires du prochain sommet Bush-Gorbatchev qui doit se tenir avant la fin de l'année. M. Chevardnadze l'avait également indiqué en précisant que le principe de cette rencontre entre les deux présidents avait été acquis dès le sommet de Malte, en décembre dernier.

Bien que la perspective d'un accord soviéto-américain en vue du règlement du conflit afghan ait fait l'objet de spéculations depuis plusieurs semaines, les collaborateurs de M. Baker l'ont à nouveau écartée mardi.

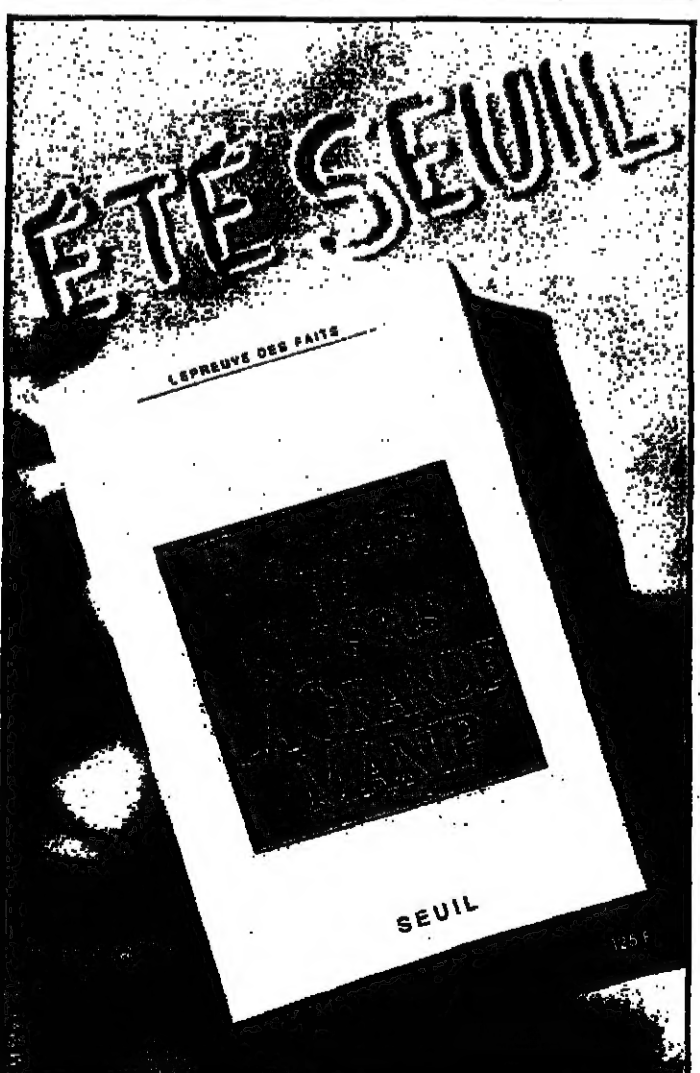
Le président afghan Najibullah se trouve depuis deux jours à Moscou « avant tout pour des raisons médicales », selon des responsables soviétiques. Toutefois, bien que la durée du séjour de M. Najibullah n'ait pas été précisée, M. Abdul Rahim Hatif a été nommé président par intérim, alimentant les rumeurs de retraite du président afghan en vue d'un règlement du conflit.

Les Américains confirment cependant vouloir parler, en plus du désarmement conventionnel en

Europe, des conflits régionaux. M. Chevardnadze a déclaré, pour sa part, qu'il comptait aborder la question des négociations de Vienne sur les armes conventionnelles, de Genève sur les armements stratégiques, ainsi que celle des aspects extérieurs de la réunification allemande.

Sur ce dernier point, une demande de Moscou pourrait entraîner un retard de plusieurs semaines dans le rétablissement de la pleine souveraineté allemande. En effet, Moscou souhaite que le résultat de la conférence « 2 + 4 », c'est-à-dire le document qui mettra fin aux prérogatives des quatre puissances victorieuses de la deuxième guerre mondiale sur l'Allemagne, soit ratifié par le Parlement de toute l'Allemagne, qui sortira des urnes le 2 décembre. Cette procédure de ratification pourrait prendre plusieurs semaines.

Une telle éventualité n'affecte pas le processus d'unification interne. Ce serait cependant un revers pour le chancelier Kohl qui s'était flatté d'avoir obtenu de M. Gorbatchev, le 16 juillet, la promesse que l'Allemagne serait « rétablie dans sa pleine souveraineté au moment de l'unification », c'est-à-dire le 2 décembre.



هكذا من الجهل

PROCHE-ORIENT

Rupture des pourparlers à Djeddah

L'Irak maintient sa pression sur le Koweït

L'Irak et le Koweït avaient entamé, mardi 31 juillet, des pourparlers à Djeddah pour tenter de régler leur différend frontalier et pétrolier alors que Bagdad maintient sa pression sur l'émirat. Mais les conversations ont été subitement interrompues, mercredi, l'Irak ayant, selon des sources proches des négociateurs, adopté une « position dure » et le Koweït ayant refusé de céder aux exigences irakiennes. La frontière terrestre entre les deux pays a été fermée.

Le régime de M. Saddam Hussein avait préparé le terrain à la rencontre de Djeddah en faisant lancer par la presse officielle irakienne un avertissement très clair : « L'Irak ne demandera qu'à recou-

vrir totalement ses droits légitimes et inaliénables, et n'acceptera en aucun cas de faire des concessions » sur ses revendications. Bagdad accuse notamment son voisin de lui avoir « volé » du pétrole, d'avoir empiété sur son territoire et d'avoir participé, en ne respectant pas ses quotas de production, à la stagnation des prix pétroliers.

Parallèlement, Washington a confirmé que Bagdad avait massé « un très grand nombre » de soldats à la frontière irako-koweïtienne sans, toutefois, donner de chiffres. De sources diplomatiques, dans la région, on avait parlé, le 23 juillet, de trente mille hommes (le Monde du 26 juillet).

ISRAËL : pour améliorer son image

Le gouvernement aurait commandé des reportages pour des radios étrangères

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cela ressemble à une histoire d'apprenti sorcier. Non seulement le gouvernement israélien se plaint, depuis plusieurs années déjà, de n'avoir pas bonne presse mais quand il s'agit de modifier l'image du pays, cela se retourne aussi contre lui.

En témoigne une « affaire » que le New York Times vient de révéler à la « une » et qui a placé le ministère israélien des affaires étrangères dans un embarras certain. A l'instar de ce qui se pratique sous bien d'autres cieux, le ministère, affirme le Times, s'adressait à un studio privé pour commander et faire diffuser des reportages radio, évidemment « favorables » au point de vue israélien, même s'il s'agissait plus de sujets « sociétaux » que strictement politiques.

Destinataires : l'Amérique latine, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande et même certains pays européens – toujours à en croire le quotidien américain, qui cite la Belgique, la France et l'Italie.

La question qui se pose est celle du label d'origine estampillant les

dits reportages. Selon le New York Times, ils ont été proposés, dans les pays mentionnés, à plusieurs radios (que le journal ne cite pas) comme émanant du fameux studio privé – apparemment, une source neutre. Comme les émissions étaient souvent diffusées par l'intermédiaire des services diplomatiques israéliens à l'étranger, on peut aussi s'interroger, incidemment, sur l'absence de curiosité des utilisateurs quant à l'origine des reportages.

Dans un long communiqué, le ministère des affaires étrangères s'est défendu d'avoir voulu manipuler qui que ce soit, d'employer des journalistes ou du personnel du studio en question. Mais il annonce aussi, dans le même communiqué, qu'il a décidé, « pour qu'il n'y ait pas de malentendu », de suspendre les liens qu'il entretenait avec le studio en question.

Cette décision a été prise le 18 juillet ; l'article du New York Times a été publié à la fin du mois. Le ministère a beau assurer qu'il n'y a aucune relation entre les deux faits, il a agi comme s'il avait bel et bien quelque chose à cacher.

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Les élections générales auront lieu le 4 novembre

Après plusieurs mois de polémiques entre la présidence par intérim M^{me} Ertha Pascal-Trouillot et les différentes forces politiques du pays, la date du premier tour des élections générales – présidentielle, législative, municipales et locales – à Haïti a été définitivement fixée au 4 novembre prochain, a annoncé mardi 31 juillet, le conseil électoral provisoire (CEP), organisme indépendant chargé de leur organisation. Un éventuel second tour est prévu pour la seconde moitié du mois de novembre. L'installation du président élu devant avoir lieu le 7 février 1991.

L'annonce de la date des élections n'a pas pour autant mis un terme aux querelles politiques et plusieurs personnalités haïtiennes ainsi que le Conseil d'Etat estiment que, dans un souci de « clarté » et pour des raisons de sécurité, les auteurs des massacres commis ces dernières années devraient être jugés avant que ne commence la campagne électorale.

Par ailleurs, le gouvernement de M^{me} Ertha Pascal-Trouillot a interdit mardi, « pour raison d'Etat », le retour au pays, prévu le même

jour, de l'ex-président Leslie Manigat qui devait rentrer en Haïti en provenance de New-York, deux ans après avoir été renversé par l'armée. M. Manigat avait refusé de signer une déclaration écrite indiquant qu'il revenait en Haïti en tant que « simple citoyen ». (AFP.)

IRAN

Prochaine libération des prisonniers de guerre égyptiens

L'hodjatoleslam Tashkiri, le chef de la délégation iranienne à la réunion ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique qui se tient actuellement au Caire, a annoncé, mardi 31 juillet, que l'Iran libérerait « prochainement » tous les prisonniers de guerre égyptiens. Plusieurs milliers d'Égyptiens sur les vingt mille qui se battaient aux côtés des Irakiens durant la guerre du Golfe se trouvent toujours entre les mains des Iraniens.

L'hodjatoleslam Tashkiri a cependant exclu une prochaine reprise des relations diplomatiques rompues entre le Caire et Téhéran depuis onze ans. Il a indiqué que des problèmes subsistent encore entre les deux pays. (Corresp.)

AMÉRIQUES

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Les rebelles musulmans ont libéré le premier ministre

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

La libération du premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Arthur Ray Robinson, mardi 31 juillet, en début d'après-midi, ne règle pas la grave crise qui secoue cette République caribéenne depuis vendredi.

Dans une conférence de presse à Port-of-Spain, le ministre de la justice trinitadien a confirmé que son gouvernement poursuivait ses efforts pour obtenir la libération des quarante personnes toujours détenues par les rebelles musulmans dirigés par Yasin Abu Bakr. Quinze membres du cabinet sont en effet toujours retenus au Parlement et vingt-cinq employés de la télévision nationale sont aux mains des rebelles qui se sont emparés du

siège de la station. Un couvre-feu de 18 heures à 12 heures est en vigueur.

Après l'annonce d'accords plusieurs fois démentis ces deux derniers jours entre les rebelles et les membres du gouvernement, ce qui devait ajouter à la confusion générale, les négociations sembleraient en effet se poursuivre, cette fois, de manière plus concrète.

Pas d'accord sous la menace

Peu avant la libération de M. Robinson, blessé par balles aux deux pieds, Yasin Abu Bakr avait appelé un groupe de journalistes au téléphone pour leur dire que M. Robinson était sérieusement touché. « Nous ne voulons pas le voir mourir et vous n'avez qu'à

venir le chercher au Parlement », avait-il déclaré. Faisant une nouvelle fois valoir ses exigences de démission de M. Robinson, élections dans un délai de trois mois et amnistie pour les rebelles, – Abu Bakr annonçait qu'il souhaitait « que l'ex-président américain Jimmy Carter ainsi que le pasteur noir Jesse Jackson servent de médiateurs dans le conflit ».

Cependant, alors que M. Robinson, qui devait être hospitalisé peu après avoir été conduit au camp militaire d'Orden, semblait résolu à accepter les conditions des rebelles, les ministres qui ont échappé à la prise d'otages optaient pour la fermeté, faisant valoir que tout accord conclu sous la menace n'aurait aucune valeur.

Du coup, en annonçant la libération de M. Robinson, le ministre

de la justice, M. Anthony Clark, rendait un hommage prononcé à l'armée et à la police. D'après des informations de bonne source, les responsables de ces institutions n'ont nullement l'intention de capituler face aux rebelles musulmans.

Le ministre de la justice a également remercié les pays de la région qui ont manifesté leur solidarité avec le gouvernement trinitadien. Il a cependant ajouté que les forces de défense de Trinité contrôlaient la situation, et que la police et l'armée avaient mis un terme au pillage.

Selon la presse locale, le nombre des morts s'élève à au moins trente personnes et celui des blessés à une centaine.

J. - M. Ca

La détresse des Indiens Yanomamis

Suite de la première page

La malaria n'est pas la seule maladie apportée par les prospecteurs, les *garimpeiros*. Dans les rencontres apparemment innocentes entre Indiens et hommes blancs, l'échange des fruits de la jungle contre des aliments industriels provoque, immanquablement, des troubles intestinaux. Voici un jeune homme, quinze ans peut-être, qui s'écroule quand le médecin lui touche les côtes et dont le regard retourne aussitôt à sa tristesse, sous la frange épaisse. Guéri d'une malaria, la fièvre est revenue : c'est une maladie qui n'en finit jamais.

Les malades proches des *garimpos* (lieux de prospection) ont été les plus touchés. La malaria, c'est la maison collective indienne, avec son espace central réservé aux rites et aux jeux. « Dans certaines d'entre elles, on ne rencontre plus d'enfants âgés de moins d'un an : les nouveau-nés sont morts, ou les femmes ont cessé d'enfanter », explique Oneron. L'hôpital, un gamin accroupi par terre, et qui ne bouge pas des heures durant, montre la malgrie d'un enfant du Bafra. « L'ubérisation », dit le médecin. Des femmes ont, perdu tellement de globules rouges qu'il faut leur faire des transfusions. Les hommes portent de vieilles chemises électorales *Collor* ou *Brizola*, vestiges de la dernière campagne présidentielle. Dans la forêt, ils étaient seulement « habillés de soleil », comme disent pudiquement les prêtres.

Une solitude de trois mille ans

A l'heure du déjeuner, chacun vient avec son assiette, pour recevoir une louche de viande, de haricots et de riz, mangés avec les doigts. Ils font la queue sagement, sans un rire, sans un mot, les mères avec leur bébé sur le dos, attaché par une sangle qui part du front, les enfants la paupière ourlée de fatigue. *Leurs chiens, leurs chats, qui les accompagnent à l'hôpital, sont aussi malades qu'eux.* Une femme se pare des ornements rituels, de courtes baguettes trouées les jupes et la lévre inférieure, mais elle est bien la seule. Chez les autres, l'hébéte domine.

Jusqu'en 1987, les Yanomamis se croyaient seuls au monde, et cette solitude durait depuis trois mille ans. Dans la *serra de Surucucú*, leur principale réserve, il y a de l'or, de l'uranium, du minerai d'étain. En quantités suffisantes pour susciter, depuis longtemps, la convoitise des compagnies minières et des prospecteurs. Ce trésor resta pratiquement sous le boisseau jusqu'à il y a trois ans. Missionnaires et défenseurs des Indiens tentaient de préserver le statu quo. Mais en 1987 la FUNAI, l'organisme gouvernemental chargé – théoriquement – de la protection des Indiens, expulsa les uns et les autres, à la suite d'incidents. Ce fut le signal de l'invasion blanche. Quarante mille *garimpeiros* arrivèrent avec leurs machines pour tamer l'eau des rivières et construire des pistes d'atterrissage. « Nous sommes allés là-bas comme des pionniers, au su et au vu des autorités », dit M^{me} Petita Brasil, dirigeante de l'association des *garimpeiros* de

Boa-Vista. M^{me} Brasil est une passionaria. Le verbe haut, enflammé, cette quadragénaire d'ascendance indigène dit, crûment, que la police, l'armée, le gouverneur, la FUNAI, ont prêté la main à l'invasion du territoire Yanomami. La police a protégé les pistes, pourtant illégales. L'armée a procédé à l'agrandissement de l'une d'entre elles, à Paapiu, l'un des principaux *garimpos*. « Les militaires sont les grands responsables », dit l'évêque de Boa-Vista, Dom Aldo Mongiano. Ils considèrent les Indiens comme des êtres inutiles, paresseux, comme une menace pour la sécurité nationale, parce qu'ils ignorent les frontières. Ils ont vu dans les *garimpeiros* un facteur de peuplement, et encouragé leur installation.

Le génocide a duré trois ans. Quand il a été trop patent, Brasília a décidé le retrait des *garimpeiros*. En janvier, le directeur général de la police, M. Romeu Tuma, est venu superviser l'opération. Un délai de deux mois a été accordé

aux chasseurs de la forêt : ils se sont éloignés des pistes connues, où ils pouvaient être repérés, et se sont enfouis dans la forêt, où des avions continuent de leur apporter vivres et matériel. Pourtant, dit M^{me} Brasil, « le *garimpo*, c'est fini ». Boa-Vista n'a plus, en effet, la fièvre de naguère. Quelques hommes continuent de montrer leurs bouches en or, de porter des colliers lourds en carats. Le commerce du métal se fait encore dans les boutiques où des gens de toutes races le pèsent dans de minuscules balances. On voit toujours en vente des fusils de western, les seuls capables de faire la loi dans les *garimpos*. Mais le cœur n'y est plus, ni le nombre : les rues sont désertes, avant elles vibraient. On pourrait croire que la menace a fait son effet.

Carlo Zacchini dit que non. Missionnaire endurci par vingt-cinq ans de lutte en faveur des Indiens, représentant local de la Commission pour la création du parc Yanomami, fondée en 1979 à São-Paulo, Zacchini affirme : « Ce qui décourage les chercheurs d'or, ce n'est pas la police, mais le plan anti-inflation *Collor* lancé à la mi-mars, qui a fait baisser l'or de moitié et doubler le prix du transport aérien. » Les *garimpeiros* ne

remèdes contre la malaria, distribués gratuitement par les autorités, sont vendus à prix d'or aux *garimpeiros*, dit Rüdiger Nebberg, ancien pâtissier de Hambourg converti aux équipes solitaires dans la jungle. Si Rüdiger a quitté sans problème Brasil Novo, où il y a vingt prostituées pour deux cent cinquante chercheurs d'or, ce n'a pas été le cas de sa compagne, Cristina Haverkamp. Etudiante en médecine, âgée de trente-deux ans, Cristina a des blondeurs exotiques qui lui ont valu une tentative de viol et des propositions pressantes.

M^{me} Brasil reconnaît que le métier a des inconvénients : « Il détruit le milieu ambiant », dit-elle. Rivières empoisonnées par le mercure, ou tellement travaillées qu'elles se vident de poissons. Rivières détruits par les machines, gibier massacré. « Le gouvernement local pouvait empêcher ce sacage en exerçant son contrôle, mais il n'a rien fait. » Avec un minimum d'investissements en postes de santé, écoles, aides agricoles et minières, il y a place dans le Roraima, selon notre interlocuteur, pour les Indiens et les *garimpeiros* : « Il suffit que le domaine de chacun soit bien délimité. » Ce n'est pas l'avis de Dom Aldo Mongiano, qui dit : « On ne peut pas à la fois sauver les Indiens et présen-



aux prospecteurs pour quitter les réserves. L'armée a prêté ses avions pour les évacuer. La police a bloqué à l'aéroport de Boa-Vista les appareils servant au ravitaillement des *garimpos*. Il est question de dynamiter les pistes d'atterrissage.

La vie de serf des garimpeiros

Mais les *garimpeiros* sont-ils partis ? « Oui », affirme le délégué local de la FUNAI, M. Francisco Alves da Silva. Les quatorze mille prospecteurs qui occupaient la réserve de Surucucú ont quitté les lieux. Affirmation contredite par M^{me} Petita Brasil, qui soutient, pour sa part, que la moitié des

sont d'ailleurs les plus souvent que des victimes comme les Indiens. Partis pour une aventure solitaire, ils se retrouvent aux mains des propriétaires des pistes et du matériel de prospection. Ils reçoivent rarement un salaire. Leur nourriture, ils l'achètent avec l'or qu'ils récoltent – un gramme pour un kilo de haricots – et sont perpétuellement endettés. Loin de tout, dans la jungle, ils dépendent totalement des maîtres des *garimpos*. S'ils veulent partir, ils doivent payer leur patron, et aussi le pilote. Ils vivent comme des serfs, enchaînés.

Deux Allemands en témoignent, que le goût du risque a conduits récemment dans un *garimpo* baptisé Brasil Novo. « Même les

ver les chercheurs d'or. » Que faire, dans ces conditions ? En vertu de la loi du premier occupant – et de la sauvegarde des dernières tribus – environ 90 000 kilomètres carrés du Roraima devraient être laissés aux Yanomamis. C'est beaucoup d'espace pour très peu d'Indiens, aux yeux des « petits blancs ». Pourtant quand cet espace recèle de grandes richesses minières, « Nous n'avons pas l'intention de le laisser se convertir en nation indigène », dit M^{me} Petita Brasil. Nous allons le défendre en y maintenant des gens. Vous verrez d'ailleurs qu'un jour, il ne sera plus question de *garimpeiros*. Les grandes compagnies auront pris leur place ! »

CHARLES VANHECKE

Le Monde
JUILLET/AOÛT
DOSSIER SPÉCIAL
L'ÉDUCATION
S'INSCRIRE
EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

(Publicité)
LES CONFIDENCES DE FOUD FILALI
Le président-délégué de l'Organisation arabo-africaine révèle les activités et les projets de sa société, groupe économique le plus puissant du Maroc.
Dans le numéro double de Juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairie 78, rue Joffroy 75017 Paris (Tél. : 46.22.34.14)

سكز ابن لاصل

EUROPE

Les menaces terroristes en RFA et la préparation de l'unification

La Fraction armée rouge lance un appel à la lutte contre la « grande Allemagne »

BONN
de notre correspondant

Le groupe terroriste Fraction armée rouge (RAF), revendiquant pour la deuxième fois l'attentat manqué de vendredi dernier à Bonn contre le secrétaire d'Etat de l'intérieur, Hans Neusel (le Monde du 28 juillet), a annoncé, dans une nouvelle lettre, mardi 31 juillet, qu'il s'apprêtait à « mener une longue phase de lutte contre la nouvelle puissance mondiale : la grande Allemagne ».

Dans sa logorhée caractéristique et sur cinq pages dactylographées, la RAF justifie son acte en déclarant que « M. Neusel incarne la continuité du fascisme allemand du III^e Reich vers le IV^e Reich ». « L'imperialisme a gagné la guerre froide : la dissolution du bloc soviétique et de sa fonction historique pour les processus de libération dans la tricontinentale a abouti à une nouvelle stabilisation du bloc

imperialiste », lit-on encore dans ce texte qui, contrairement aux revendications des générations précédentes de la RAF, n'est pas signé de l'étoile rouge à cinq branches barrée d'une kalachnikov, mais simplement du sigle RAF.

« Nous avons raté le but militaire de l'action », poursuivent les terroristes qui précisent que « l'explosion devait garantir sa mort mais aussi garantir à cent pour cent la protection de personnes qui ne sont pas concernées. A cet égard, nous avons calculé trop faiblement la quantité d'explosif ».

Portrait-robot

Parallèlement, l'enquête, confiée, comme toujours en matière de terrorisme, à la police criminelle fédérale, avance lentement. Les enquêteurs ont acquis la certitude que les terroristes ont utilisé un explosif de leur propre fabrication et ont constaté de nombreuses similitudes avec l'attentat qui a

coûté la vie en septembre 1989 au patron de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen. Une récompense d'environ 160 000 francs a été offerte à quiconque fournirait des renseignements susceptibles d'aider les enquêteurs. Grâce aux témoignages recueillis, la police a ainsi pu établir le portrait-robot d'une jeune femme âgée de trente à trente-cinq ans, très jolie et portant des cheveux châtains courts. Plusieurs personnes ont déclaré à la police avoir remarqué une femme correspondant à cette description marcher sur le bas-côté de la bretelle de l'autoroute où s'est produit l'attentat contre M. Neusel.

En revanche, la police ignore tout de cette nouvelle génération de la RAF — un noyau dur d'une trentaine de personnes maximum, pense-t-elle — qui, apparemment, est animée de la même détermination meurtrière que ses aînés mais qui ne dispose plus de la RDA pour y effectuer ses replis tactiques. — (Interim.)

Un accord définitif est en vue sur les modalités des élections de décembre

BONN
de notre correspondant

Les trois partis de la coalition au pouvoir à Bonn — la CDU du chancelier Kohl, la CSU bavaroise et le parti libéral FDP — se sont mis d'accord, mardi 31 juillet, sur les modalités des élections du 2 décembre. Le scrutin se déroulera sur un seul et unique territoire composé de la RFA, de la RDA et de Berlin.

L'avenir du PDS

La règle en vigueur actuellement à l'Ouest, selon laquelle seuls les partis qui recueillent plus de 5 % des suffrages peuvent envoyer des députés au Bundestag ou aux diètes régionales, sera aménagée afin « de donner une chance aux partis et groupements qui ont fait le sacrifice de leur indépendance pour rejoindre la RDA », comme l'a déclaré le président du Parti libéral, M. Otto Lamsdorff.

En fait, la possibilité offerte aux petits partis d'adhérer à l'une des grandes formations devrait, servir principalement à l'Union sociale allemande (DSU), parti frère de la très conservatrice CSU bavaroise. A l'inverse, ce système de panachage devrait empêcher le Parti du socialisme démocratique (PDS, émanation de l'ancien Parti communiste est-allemand) d'entrer dans le futur Parlement, car il est probable qu'aucun parti important n'acceptera d'unir ses listes aux siennes.

Si les responsables est-allemands acceptent cette formule — et tout indique qu'ils l'accepteront, notamment à la suite de la visite-surprise que le chancelier est-allemand, M. Lothar de Maizière, a rendue mardi en Autriche à M. Helmut Kohl, l'accord électoral entre la RFA et la RDA pourrait être paraphé jeudi et signé vendredi. Plus rien ne s'opposera alors, en Allemagne, à la signature du traité scellant l'union des deux pays. — (Interim.)

URSS

Les nationalistes géorgiens bloquent les trains

Près de quarante mille personnes ont été bloquées à travers la République soviétique de Géorgie à la suite du blocus du train transcaucasien, immobilisé par les nationalistes géorgiens depuis six jours, a indiqué mardi 31 juillet la télévision soviétique.

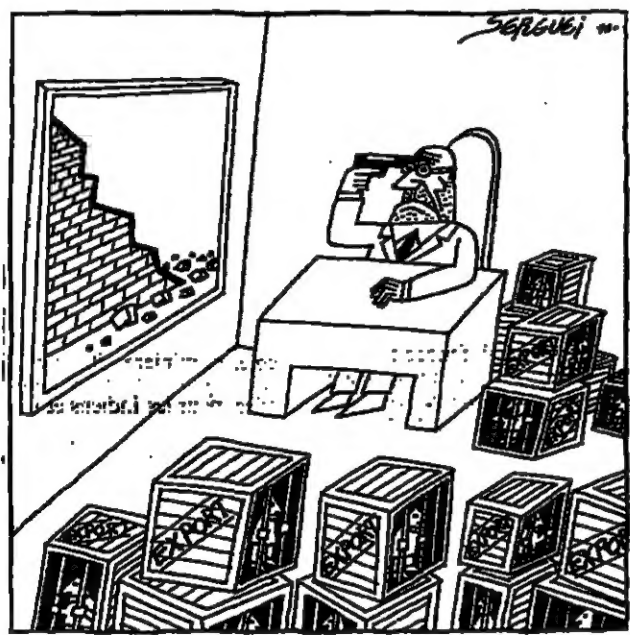
Selon un responsable du ministère des chemins de fer soviétiques, « soixante-dix trains de passagers et cent soixante-six trains transportant du charbon, des vivres et de l'essence ont été bloqués sur le réseau de Tbilissi et de sa région ». Des milliers de vacanciers ont été affectés par le blocus sur la mer Noire, et l'approvisionnement devient difficile.

Des informations contradictoires circulent mardi soir à Moscou sur la poursuite de cette action. Un responsable du Front populaire géorgien, M. Aftandil Minadze, a annoncé à l'AFP que, des négociations avec les autorités de Géorgie ayant abouti à la convocation du Parlement local le 17 août, afin de choisir un mode de scrutin pour des élections multipartites le 28 octobre, le blocus était levé. En revanche, selon l'agence de presse géorgienne Grouzinform, ces négociations n'auraient rien donné.

Par ailleurs, le nouveau président de la République d'Ukraine, M. Leonide Kravtchouk, a appelé les Ukrainiens à la modération, dans une interview à l'agence Reuters. « Nous vivons un renouveau national, une renaissance de la conscience nationale », a-t-il dit. Les exigences générales peuvent être satisfaites, certaines aujourd'hui, certaines demain. Le danger, c'est la précipitation. — (AFP, Reuters.)

Le président Mikhaïl Gorbatchev est parti lundi 30 juillet en vacances en Crimée, a annoncé l'agence officielle soviétique Tass. — (AFP.)

RDA Les prisonniers politiques étaient « vendus » à l'Ouest plus de 300 000 francs



BERLIN. — Un prisonnier politique est-allemand sous le régime communiste valait exactement 95 847 DM (environ 324 000 F), a indiqué mardi 31 juillet le ministre est-allemand de l'intérieur Peter-Michael Diestel, cité par l'agence ADN.

Ce montant était la somme payée par la RFA à la RDA, ces dernières années pour acheter la liberté des prisonniers politiques, qui étaient alors autorisés à émigrer à l'ouest avec leur famille, a précisé M. Diestel. La vente de prisonniers politiques, un moyen pour la RDA d'obtenir de précieuses devises occiden-

tales, a commencé en 1964 et s'est prolongée jusqu'à la chute du régime d'Erich Honecker en octobre 1989. Elle a permis à 33 000 citoyens est-allemands de quitter leur prison, a indiqué M. Diestel.

Selon le ministre de l'intérieur, le paiement était essentiellement effectué en biens de consommation, ce qui permettait à la RDA de pallier des pénuries temporaires. Ainsi, lors de l'apparition du système à Noël 1984, Berlin-Est a pu « échanger des oranges contre les enfants du pays », a dit M. Diestel. — (AFP.)

HONGRIE Accord au Parlement sur la désignation des directeurs de la radio et de la télévision

Au lendemain d'un référendum dont le fiasco (le Monde du 31 juillet) traduit la lassitude des Hongrois à l'égard de la frénésie politicienne dans laquelle est plongé leur pays depuis la chute du régime communiste, les six partis représentés au Parlement sont parvenus à un accord sur la désignation des responsables des médias publics.

BUDAPEST
(correspondance)

A l'issue de plusieurs semaines de débats, le Parlement hongrois a adopté, lundi 30 juillet, une loi précisant le mode de désignation des présidents des sociétés d'Etat de la radio, de la télévision et de l'agence d'information MTI. Ceux-ci seront nommés par le président de la République, sur proposition du premier ministre. Un compromis qui satisfait les deux principaux partis, le Forum démocratique (MDF) du premier ministre József Antall et l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ), principal parti d'opposition) du président par intérim Árpád Göncz. Mais cet accord est surtout le premier résultat de la concertation menée par les deux grands partis — liés par un pacte qui avait permis l'élection de M. Göncz — avec les quatre autres partis représentés au Parlement.

La désignation du sociologue Ulumir Hankiss à la tête de la télévision et du politologue Csaba Gótyár à la direction de la radio semble donc traduire la fin de l'ère du « pacte des deux partis », au profit d'une entente élargie, tout à fait

nouvelle dans la vie parlementaire hongroise. Cela pourrait accélérer le travail des députés, qui doivent s'attaquer en août aux lois sur la décentralisation et la privatisation de la terre.

La presse à l'encair

Il reste, pour le gouvernement, à « mettre fin à la lutte entre le pouvoir et la presse », comme l'a demandé lundi devant le Parlement le premier ministre, M. Antall. Critiquant des journalistes qui ont débauché à une association internationale de faire une enquête sur « le manque de liberté de la presse » en Hongrie, il a affirmé qu'actuellement les journalistes hongrois jouissent d'une « plus grande liberté que partout ailleurs dans le monde ». Le premier ministre a appelé à la poursuite des discussions entre les six partis pour aboutir à une « loi

moderne sur la presse », garantissant son indépendance.

Car, entre-temps, les privatisations de la presse écrite continuent. Le plus grand quotidien, le Népszabadság, est devenu une société mixte. Après Springer, Maxwell et Murdoch, c'est l'allemand Bertelsmann, second groupe de communication mondial, qui fait son apparition en Hongrie en rachetant 40 % de l'ancien organe du Parti communiste hongrois. Le gouvernement craignant de plus en plus de perdre de son influence dans la presse écrite, a décidé la fusion des deux plus grandes maisons d'édition hongroises et nommé la semaine dernière à leur tête M. József Hoti, un ami personnel de M. Antall. C'est à lui qu'il reviendra de choisir parmi les prétendants au rachat du Magyar Nemzet, le dernier des quotidiens nationaux, en attente d'investisseurs étrangers.

LASZLO LISZKAI

BULGARIE

Le chef de l'opposition seul candidat à la présidence de la République

Le chef de l'opposition démocratique bulgare, M. Jeliou Jeleu, était finalement mercredi 1^{er} août l'unique candidat à la présidence de la République alors que le Parlement s'apprêtait à tenter un sixième tour d'élection présidentielle.

Les trois candidats en lice au début de la semaine se sont en effet retirés : dans un premier temps, le candidat du parti socialiste (PSB, ex-communiste), 53 % des voix au Parlement, M. Tchevdar Khouanov, a abandonné la course, ne réussissant pas à obtenir les deux tiers des voix nécessaires. Les députés du PSB ont

alors voté pour le candidat de l'Union agrarienne, M. Viktor Valkov, auquel il a quand même manqué quelques voix pour être élu mardi. M. Valkov s'est alors à son tour retiré. Restait le candidat de l'Union des forces démocratiques (UFD), M. Petar Dertliev, social-démocrate historique et résacré des camps de travail, qui s'est désisté mardi en faveur d'une nouvelle candidature, celle de M. Jeleu, le président de l'UFD, à la suite, semble-t-il, d'un compromis négocié en coulisse. Philosophie, âgé de cinquante-cinq ans, M. Jeleu a été exclu du parti communiste en 1984. — (AFP, Reuters, AP.)

ALBANIE : légalisation des investissements étrangers. — L'Albanie a annoncé mardi 31 juillet la légalisation des investissements étrangers, nouveau signe de l'abandon graduel de sa politique d'isolement après quarante ans d'autarcie. L'agence officielle ATA, capitale à Viane, rapporte que le président de l'Assemblée du peuple, réuni sous la présidence du chef du Parti communiste albanais et numéro un du pays, Ramiz Alia, a approuvé deux décrets aux termes desquels les investisseurs étrangers pourront rapatrier en devises leurs bénéfices. Ces décrets vont établir « des formes de coopération plus avancées et assurer les partenaires

étrangers des garanties légales nécessaires », ajoute ATA. — (Reuters.)

ITALIE : Réunion à Venise du sommet de la zone de coopération centre-européenne. — Le deuxième sommet de la zone de coopération centre-européenne (Italie, Autriche, Yougoslavie, Hongrie et Tchécoslovaquie) s'est tenu mardi 31 juillet et mercredi 1^{er} août à Venise. Un document final devait être soumis mercredi matin aux cinq chefs de gouvernement, a expliqué mardi le porte-parole du ministère des affaires étrangères italien, Gianni Castellani, lors d'un point presse laconique. Des représentants bulgares et roumains sont présents au sommet « pentagonal » de Venise à titre d'observateurs, mais l'adhésion de ces deux pays n'est pas à l'ordre du jour, a précisé le porte-parole. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD : Un catholique assassiné à Belfast — Deux hommes ont tué par balles, mardi 31 juillet dans la soirée, un catholique qui discutait avec des amis devant son domicile dans le quartier populaire de Springfield Road, au nord-ouest de Belfast. L'ent-major de la police a déclaré que les meurtriers pourraient appartenir à un groupe d'extrémistes protestants. — (AFP.)

Histoire de la presse des jeunes et des journaux pour enfants
Par Alain FOURMENT
Édition Éole 150 F

UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE

Elisabeth BADINTER Robert BADINTER

CONDORCET

Un intellectuel en politique

Fayard

140 F + 600 pages

Egalement paru chez Fayard.

Correspondance inédite de Condorcet et Madame Suard.

FAYARD

كتاب من الأدب

POLITIQUE

Le projet Joxe d'administration territoriale

Le gouvernement veut compléter la décentralisation en favorisant la coopération entre les régions

Le projet de loi que M. Pierre Joxe a présenté mercredi 1^{er} août au conseil des ministres comporte quatre titres : organisation territoriale de l'Etat, modernisation et démocratisation de la vie locale, coopération locale et coopération décentralisée.

En préalable, ce projet fixe des principes, à savoir que l'organisation de l'administration territoriale de la République et l'adaptation des structures et du fonctionnement des collectivités territoriales doivent garantir « le respect de la règle de droit », renforcer la démocratie locale et moderniser le service public. Cette organisation est censée contribuer à l'allègement des coûts de la gestion publique et à l'aménagement du territoire « dans le cadre des procédures nationales et communautaires ».

I. - Organisation territoriale de l'Etat. Désormais, seules les missions qui « présentent un caractère national » et dont « l'exécution ne peut être déléguée à un échelon territorial » sont confiées aux administrations centrales. Il s'agit là de la mise en application du principe de subsidiarité, fer de lance des fédéralistes et que, en d'autres termes, on appelle la « déconcentration ». Il est prévu qu'un décret en Conseil d'Etat portera « charte de la déconcentration », pour définir les modalités des transferts d'attributions des administrations centrales au profit des services extérieurs des administrations civiles de l'Etat, ainsi que les principes de réorganisation de ces derniers.

Autonomie

Suite de la première page

M. Michel Rocard, du coup, était amené, le 5 avril à Rennes, devant un parterre de spécialistes invités à participer à un colloque sur les nouvelles relations entre l'Etat et les collectivités locales par le ministère de l'Intérieur, à promettre une « charte de la déconcentration ».

Si les lois de décentralisation ont transformé, en huit ans, le paysage politico-administratif, leur application a rendu plus criants une certaine inadéquation de l'organisation territoriale, des disparités locales croissantes et un vieillissement des structures.

Pour M. Joxe, seul un pouvoir étatique local fort et doté d'une grande autonomie de décision est susceptible d'assurer un dialogue fructueux entre collectivités désormais autonomes et adultes. L'existence d'un tel pouvoir est aussi, à ses yeux, une condition indispensable à la gestion moderne d'un Etat.

La relance de la décentralisation établie par les textes de Gaston Deferre en 1982 fait partie des souhaits exprimés avec conscience tant à droite qu'à gauche. Encore a-t-il fallu à M. Joxe et à M. Jean-Michel Baylet - qui était jusqu'ici à peu près secrétaire d'Etat - lever les préventions et les craintes des élus.

Ce ne sont pas tant, d'ailleurs, les clivages politiques et partisans qu'il s'agit de réduire, que les sentiments quelque peu corporatistes des uns et des autres selon les caractéristiques des collectivités locales qu'ils représentent. Les maires ruraux n'ont pas forcément les mêmes intérêts ni les mêmes préoccupations que les maires des villes-banlieues.

Ne pas heurter les maires

Les discussions ont été particulièrement serrées quand il a fallu réviser un système favorisant la coopération communale. Qui devait proposer des formules de regroupement ? Un maire ? Le préfet ? Le projet, donne le rôle au représentant de l'Etat, mais il assure aux maires une majorité, laissant aux représentants des assemblées départementales le simple privilège d'être associés aux travaux.

M. Joxe a pris garde de ne pas heurter des maires soucieux de leur prérogatives en leur imposant, de façon contraignante, une coopération avec leurs voisins, ni même un modèle unique de coopération. Continueront d'exister, à côté des nouvelles communautés de communes et des nouvelles communautés de villes, les districts, pour autant qu'ils soient menacés, ou encore les syndicats à vocations multiples.

Décentralisation rime aussi avec démocratisation. Le projet la favorise à un double échelon : d'abord, en donnant aux élus minoritaires des

Ce même titre confie aux préfets de région la mise en œuvre des politiques nationales et communautaires pour tout ce qui touche au développement économique et social et à l'aménagement du territoire. Les décisions prises par les préfets de département devront être conformes aux orientations définies à l'échelon régional.

II. - Modernisation et démocratisation de la vie locale. Dans un premier chapitre, le projet fixe le principe du droit à l'information et à la participation des habitants dans la gestion des affaires locales. Finalement, le projet retient le seuil de dix mille habitants (et non de trois mille cinq cents) à partir duquel les communes devront établir, à destination du public, en annexe de leur budget, des documents synthétiques et étoffés. Les établissements de coopération intercommunale seront soumis aux mêmes règles, dès lors qu'une de leurs communes comptera plus de dix mille habitants. Les conseils généraux et les conseils régionaux seront aussi soumis à ces obligations.

Toujours dans le cadre de l'information des citoyens, il est prévu que les délibérations des conseils municipaux, généraux et régionaux, portant sur la création et la gestion d'une régie de service public, fassent l'objet d'une insertion dans la presse locale. Les séances des conseils municipaux pourront être retransmises par des moyens audiovisuels, sauf si le maire ou trois conseillers municipaux demandent le huis clos. Pour les conseils généraux, le huis clos pourra être décidé à la majorité.

Information donc, mais aussi participation. Le terme de « référen-

assemblées locales des droits en matière d'information et d'expression ; ensuite, en permettant aux habitants d'être éclairés sur les données budgétaires. Les citoyens pourront être consultés sur des questions d'intérêt local. Les résultats de leur vote n'auront certes qu'une valeur indicative pour les élus, mais ces derniers risqueront-ils de passer outre le choix de leur électeur ?

Sur certains points, M. Joxe a dû réduire ses ambitions initiales : ainsi, seuls les électeurs inscrits pourront participer à ces consultations, ce n'est donc pas au détour de ce projet que les étrangers se verront reconnaître un nouveau droit.

Il a fait de même en renouçant, devant le refus de M. Lionel Jospin, à confier aux regroupements de régions (désormais baptisés « ententes »), une partie des prérogatives de l'Etat dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Deposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, le projet, d'une bonne soixantaine d'articles, sera étudié à la session parlementaire d'automne, sans que le gouvernement envisage de « forcer » son adoption en recourant à des procédures contraignantes, du genre de l'engagement de responsabilité.

ANNE CHAUSSEBOURG

A. Ch.

A Bordeaux

Le Front national menace d'entrer en « guerre » contre M. Chaban-Delmas

BORDEAUX

de notre correspondante

Le Front national a décidé de faire « payer » à M. Jacques Chaban-Delmas son refus de louer le palais des congrès de Bordeaux pour l'université d'été du parti d'extrême droite (le Monde du 4 juillet). Lundi 30 juillet, plusieurs dizaines de militants léninistes, installés dans les tribunes du conseil municipal, ont accueilli l'intervention de M. Jacques Chaban-Delmas, l'un des deux élus du Front national, par de vifs applaudissements, suivis de slogans, quolibets, injures et hurlements contre M. Chaban-Delmas. Ce dernier, après une mise en garde, a fait évacuer le public par la police.

Au cours d'une brève reprise de séance, le maire a expliqué qu'il avait refusé l'université d'été du Front national en raison des « risques de trouble de l'ordre public », risques dont ce parti lui apportait, le jour même, la preuve. Choqué par la « violence », la « hargne » de la manifestation et sa « tonalité », qui

dont les résultats sont supposés être décisifs, n'a pas été retenu. Le projet préfère celui de « consultation ». Cette dernière peut être demandée par les maires et aussi, dans les communes de plus de trois mille cinq cents habitants, par le quart (et non le cinquième, comme initialement envisagé) des conseillers municipaux (par le tiers dans les communes plus petites). Finalement, le texte ne retient pas la possibilité pour les étrangers de participer à ces consultations : seuls les électeurs inscrits dans la commune auront le droit de vote.

Dans sa version finale, le projet donne plus de souplesse aux conseils municipaux pour créer des commissions consultatives. Ces dernières, présidées par le maire ou par un conseiller municipal, de représentants de associations représentatives et, le cas échéant, de représentants des comités de quartiers.

Le dernier chapitre de ce titre concerne le contrôle de légalité des actes des collectivités locales. C'est l'un des points épineux abordés par le projet. Le texte renforce de façon générale le contrôle de la passation des marchés publics, qui constituent l'une des plus importantes sources de financement occultes de la vie politique... voire d'élus peu scrupuleux. Les pouvoirs des chambres régionales des comptes sont étendus et précisés. Il est également prévu que, saisi par le représentant de l'Etat d'une demande de sursis à l'exécution, le tribunal administratif devra se prononcer dans un délai d'un mois (maintenant à quarante-huit heures en cas d'urgence) de l'exercice d'une liberté publique ou individuelle.

III. - Coopération locale. C'est ce titre qui a le plus alimenté les inquiétudes et les interrogations des élus. Il concerne, notamment, la coopération intercommunale. Le gouvernement a choisi le mot d'« entente » plutôt que celui de « fédération » ou d'« association », envisagés dans un premier temps. Dès lors que les conseils régionaux concernés en seront d'accord, ils pourront constituer un établissement public à caractère administratif, regroupant au maximum trois régions limitrophes. Une région ne pourra appartenir qu'à une seule entente régionale. Cette entente sera administrée par un conseil composé de délégués des conseils régionaux, élus au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne. Ces ententes pourront conclure avec l'Etat des contrats de plan avec lieu et place des régions, ce qui leur permettra de négocier des contrats de développement des équipements de transport.

Le regroupement de deux ou trois régions en une seule sera possible dès lors que les conseils régionaux et une majorité qualifiée (constituée de la moitié des conseils généraux représentant les deux tiers de la population, ou des deux tiers des conseils généraux représentant la moitié de la population) auront donné un avis favorable.

IV. - Coopération décentralisée. Les collectivités territoriales et leurs groupements pourront conclure des conventions avec les collectivités territoriales étrangères, dans les limites de leurs compétences et dans le cadre des engagements internationaux de la France.

A. Ch.

n'est pas celle de Bordeaux », l'ensemble du conseil municipal, PS et PCF compris, a fait bloc autour de M. Chaban-Delmas.

« Etant donné ce qui s'est passé lundi, la décision de Jacques Chaban-Delmas est justifiée », commentait, mardi 31 juillet, M. Patrick Epron, conseiller municipal de Bordeaux et délégué départemental de l'UDF de Gironde. M. Epron avait pourtant fait connaître au maire, le 12 juillet, son désaccord avec le refus de l'université d'été du Front national.

Pour M. Jacques Valade, premier adjoint au maire, l'incident du 30 juillet est un simple « orage d'été ». Le maire de Bordeaux a affirmé devant le conseil municipal que le Front national disposera de sa place, dans l'avenir, s'il en demande. « Le Front national n'entre pas dans une stratégie de harcèlement », assure M. Colombier, mais si Jacques Chaban-Delmas continuait à se positionner de manière très dure à notre endroit, ce serait la guerre ».

GINETTE DE MATHA

COMMUNICATION

Production audiovisuelle

L'inévitable concentration des indépendants

La création de Quinta Finance, l'arrivée du groupe Hachette, l'appétit d'Expand-Images, la percée d'Expand-Images comme les ambitions non dissimulées des PME du secteur, en administrant chaque jour une nouvelle preuve : le marché de la production audiovisuelle entre dans une phase active de concentration. Une réorganisation aux contours encore complexes, imprécis et parfois inattendus, tout entière dominée par l'émergence de la télévision sans frontières, comme le montre la récente commande d'un rapport à ce sujet au producteur Alain Moreau par M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes.

Les professionnels eux-mêmes n'en ont pas vraiment pris conscience. En peu d'années, la production de programmes pour la télévision est devenue en France un véritable secteur économique, dont le poids est désormais supérieur à celui de la production cinématographique : 3,6 milliards de francs en 1988 contre 3 milliards environ.

Cette montée en puissance demeure fragile. « Les mécanismes de soutien mis en place en 1983 se sont montrés remarquablement efficaces, mais... », rappelle M. Jacques Poskine, le président de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA).

Bénéfique sans doute pour le bouillonnement de la création, favorable peut-être à une plus grande inventivité, cette atomisation des entreprises est aussi source de difficultés : manque de fonds propres - donc de capacité à investir, impossibilité de monter, de grosses coproductions internationales, obstacles à la commercialisation. Résultats ? Des scénarios parfois bâclés, des œuvres à l'aspect souvent « pauvre », des programmes qui manquent d'ambition. Les indépendants, qui représentent 90 % de la production, se sentent délaissés par le pouvoir public. Le débat n'est pas qu'économique, il est aussi culturel.

De puissants prédateurs

Domageable, cette fragilité des producteurs devient préoccupante avec la mise en place de l'Europe de 1992 et de sa « télévision sans frontières ». Elle se révèle particulièrement intenable avec l'arrivée de puissants prédateurs - les diffuseurs privés - qui logent ouvertement vers le secteur. C'est TF 1, qui, après avoir posé des jalons à l'étranger avec l'Italien Silvio Berlusconi et l'Allemand Leo Kirch, prend le contrôle de la société de production Protécor et crée Banco - une filiale à 100 % confiée à une directrice mainmise, M^{me} Pascale Breugnot (le Monde du 10-11 juin). C'est Canal Plus, déjà détenteur de 33 % d'Elipsa Programme, qui se lance dans l'animation en ouvrant un studio à Paris avec le Canadien Nelvana (le Monde du 7 mars). Quant à la 5 et à la 6, trop jeunes et trop pauvres pour s'adjointre directement des filiales de production, elles ont l'une comme l'autre, avec Hachette et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), des actionnaires particulièrement actifs dans ce domaine.

Dire que les producteurs indépendants n'ont pas pris la mesure de leur faiblesse intrinsèque ou de ce nouveau danger extérieur serait inexact. Mais ils ont réagi en ordre dispersé. Les uns sont tombés dans l'escarcelle de géants industriels en mal de diversification. Comme Télécap racheté par Paravision International (L'Oréal-Nestlé), ou bien encore comme Marathon Production et Gamma TV passés, dans le giron de Pierre et Vacances, un groupe immobilier présent également dans le cinéma et la télévision locale.

D'autres, et plus fréquemment, ont recherché l'appui d'établissements financiers prêts à parier sur l'avenir du secteur. C'est ainsi que la Banexi, filiale de la BNP, a fait son entrée dans Télé-Images, IMA Production ou encore Taxi Production. Incom, la société de capital-développement de la Caisse des dépôts, joue aussi « ce rôle privilégié de partenaire des indépendants ».

selon l'expression de son responsable, M. Henri de Lapparent, avec des participations dans Caméras Continentales, Films d'ici, Cinécom Atlantique et Initial Groupe. Longtemps outsider, la Banque Worms, après le rachat du catalogue du commandant Cousteau (le Monde du 22-23 avril 1990), vient de prendre du poids sur le marché. Le Crédit lyonnais devrait suivre à l'automne, qui négocie via sa filiale Clavest, son entrée dans deux importantes sociétés de production.

« Mais la grande nouveauté de ces derniers mois, c'est l'émergence de quatre ou cinq grands groupes dotés de moyens importants et ayant des ambitions à long terme dans la production audiovisuelle, constate un professionnel. Si leurs stratégies sont différentes, leur objectif est toujours le même : constituer dans ce secteur, des regroupements suffisamment puissants pour parler d'égal avec les diffuseurs, les Bouygues, Berlusconi et autres Hersant ».

Précurseur, le groupe Expand, numéro un français de l'information et de la publicité médicales, s'affirme aujourd'hui comme « le premier pôle de création audiovisuelle en France ». Présidé par M. Dominique Ambiel, sa filiale Expand-Images est présente dans dix-neuf sociétés françaises de télévision ou de cinéma, annonce 400 millions de francs de volume de production en 1989 et en prévoit 600 pour cette année.

« Notre priorité, c'est l'Europe »

« Nous devons augmenter encore notre participation dans la société JAC (dirigée par le spécialiste des jeux Jacques Antoine) et nous associer avec un ou deux producteurs nationaux supplémentaires, explique M. Ambiel. Mais notre priorité, c'est désormais l'Europe ». Le groupe devrait d'ailleurs prochainement ouvrir la filiale sa filiale Expand-Images pour financer son développement international. « A terme, notre implantation à l'étranger devrait équilibrer notre présence en France », ajoute le jeune président, qui vient d'ailleurs de recruter comme conseiller sur ce dossier le député UDF de la Mayenne, M. François d'Aubert.

Après des débuts en fanfare, la filiale UGC-Images du groupe cinématographique semblait ces derniers mois moins assurée. Coup sur coup elle cédait les 49 % qu'elle détenait dans AMI, la société de Jean-Louis de Turenne, et revendait aux fondateurs de Falcon Production les 50 % qu'elle contrôlait. « Y voir un signe de désengagement d'UGC était pourtant une erreur, corrige M. Hugues Bagia. Ces séparations se sont faites à l'amiable parce que nous étions en désaccord avec les stratégies poursuivies ».

UGC, au contraire, souhaite conserver sa participation (34 %) dans CinéTélé, la société de M^{me} Fabienne Servan-Schreiber, et renforcer encore, à la faveur d'un éventuel retrait de Polygram, sa présence dans GMT. La compagnie vient aussi de mettre sur pied Aventura, filiale avec le producteur M. Michel Noll. Mieux, elle ne cache pas son désir de se rapprocher de Hachette International Télévision (HIT), l'entité créée en janvier dernier par le premier groupe français de communication pour se renforcer dans la production télévisée. « Nos entreprises sont allées dans le cinéma et complémentaires dans la télévision, reconnaît M. Bagia. Un rapprochement ne serait donc pas contre-nature. Nous y sommes favorables. A Hachette donc, de se déterminer ».

Un rapprochement ? Le responsable de HIT, M. Jean Rouilly, ne dit pas non, qui reconnaît vouloir ouvrir à terme le capital de sa société à UGC... ou à d'autres. Mais, pour l'heure, il préfère avancer ses propres pions. Coup sur coup, il vient de prendre ses deux premières participations dans des sociétés françaises de production : 21 % des Films d'ici, spécialisée dans le documentaire haut de gamme, et 49 % de Camélas, aide, elle, sur les grands reportages d'actualité. « D'autres encore sont en préparation, précise-t-il. Mais la vocation de HIT s'étendra - s'étend déjà - à d'autres formes d'activités ».

Dotée d'un budget d'investissement très important - de 300 à 500 millions de francs sur trois ans - la société cherchera aussi à coproduire un maximum de programmes de qualité. « Quels qu'en soient le genre, le producteur ou la chaîne cliente », souligne M. Rouilly, qui ne se veut pas lié par l'entrée du groupe Hachette dans la 5, nous apporterons à chaque fois notre force de frappe financière et nos contacts internationaux ». HIT a ainsi déjà investi 35 millions de francs dans sept coproductions et tissé des liens privilégiés

avec des partenaires canadiens, anglais, allemands et italiens.

Originale, cette démarche fait déjà des émules, puisque les fondateurs de la société de production Quinta Communications - M^{me} Tarak Ben Amar, Peby Guisez et Silvio Berlusconi - viennent de charger la banque spécialisée OSC de monter un capital diversifié de 200 millions de francs dans une structure qui aurait pour vocation, selon M. Didier Kunstlinger, directeur général d'OSC, « de coproduire des programmes internationaux, d'exploiter des droits et de commercialiser des œuvres nouvelles ».

A l'ombre de la télévision sans frontières

Multiplication des prises de participation, aide au montage de coproductions internationales... Les producteurs français se sentent aujourd'hui l'objet de beaucoup de sollicitude. De trop peut-être, si l'on en juge par les efforts déployés par les PME du secteur pour atteindre les 250 à 300 millions de francs de chiffre d'affaires annuels qui leur apporteraient enfin la « taille critique » nécessaire. Leurs armes ? Les mêmes que celles des grands groupes avec, en plus, le souci de compléter leur savoir-faire.

C'est Hamster, le champion français de la fiction haut de gamme qui « explore des possibilités de coopération avec d'autres producteurs ». C'est Sygma-TV qui, forte de l'appui d'Orca Communication, se désengage du reportage d'actualité au profit du documentaire et reconnaît négocier avec huit des quarante-cinq sociétés de production qui l'ont approchée. C'est encore Caméras Continentales qui se diversifie dans la distribution avec l'ambition affichée de devenir une « mini-major ». Ce sont enfin Cinécom-Atlantique et Initial Groupe qui affinent leur stratégie et élargissent leur tour de table. « Il s'est créé cinquante sociétés de production par an depuis 1982-1983, résume un professionnel. L'heure de la décentration a sonné ».

PIERRE-ANGEL GAY

Le Congrès américain limite la publicité pour les enfants

Après le Sénat, la Chambre des représentants américaine vient de voter une loi limitant à douze minutes par heure pendant la semaine et à dix minutes par heure pendant le week-end la durée des films publicitaires dans les émissions pour enfants. Aux Etats-Unis, un enfant passe en moyenne entre 10 000 et 15 000 heures devant le petit écran et à l'âge de dix-huit ans, il aura ingurgité 200 000 spots.

La Chambre des représentants a également introduit une clause selon laquelle la Federal Communications Commission (FCC), qui attribue et renouvelle les fréquences des télévisions et radios) devra tenir compte, pour le renouvellement des licences, de la façon dont les stations satisfont les besoins éducatifs des enfants. Mais ces mesures vont à l'encontre de la déreglementation mise en œuvre depuis les présidences de Jimmy Carter et de Ronald Reagan et pourraient, à la demande du Département de la justice, susciter un veto du président Bush.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonville-Méry (1964-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction :

Daniel Verrier

Administrateurs délégués :

Antoine Gristet, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef :

Bruno Frappet,

Jacques Asseline,

Jean-Marie Colombani,

Philippe Herremann,

Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGOUTRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATIF :

1, PLACE HUBERT-BONVILLE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

MÉDECINE

Selon une équipe médicale australienne

Le sexe du fœtus peut être déterminé à partir d'un prélèvement sanguin de la mère

Une équipe de chercheurs australiens annonce, dans le dernier numéro (daté du 28 juillet) de l'hebdomadaire britannique *The Lancet*, avoir mis au point une technique fiable, permettant de déterminer le sexe d'un fœtus humain à partir d'un simple prélèvement sanguin de la future mère.

Selon cette équipe, dirigée par le Dr U. W. Mueller (Flinders University of South Australia), ce procédé pourrait prochainement être utilisé pour faire le diagnostic - toujours à partir d'un simple prélèvement sanguin - de différentes maladies héréditaires dont le fœtus pourrait être atteint.

Le procédé développé par les chercheurs australiens avait été mis au point, il y a quelques mois, par une équipe de chercheurs britanniques et italiens et publié dans *The Lancet* du 9 décembre 1989 (le *Monde* du 14 décembre). Il s'agit d'un procédé fondé sur le fait, connu de longue date, que certaines cellules de l'embryon ou du fœtus peuvent naturellement passer dans la circulation sanguine de la mère.

Grâce à une nouvelle technique de biologie moléculaire, connue sous le sigle PCR (polymérase chain reaction), qui permet de multiplier en quelques heures, à des millions d'exemplaires, un fragment du patrimoine génétique, on a cherché à décrypter les informations contenues dans ces cellules, qui peuvent être obtenues par un simple prélèvement sanguin de la future mère. L'outil microscopique très performant des biologistes permet, en effet, d'ores et déjà, de telles investigations et la formulation de diagnostics prénataux à partir de prélèvements cellulaires du placenta.

Tour de force technologique

Les chercheurs australiens expliquent notamment avoir développé une méthode leur permettant, au moyen de certaines molécules (anticorps monoclonaux), spécialement fabriqués à cette intention, d'identifier avec précision les cellules fœtales présentes dans la circulation sanguine maternelle. L'étude a été menée auprès de treize femmes consentantes, dont les grossesses dataient de huit à douze semaines et, dans un cas, de trente-quatre semaines. Dans douze de ces treize cas, le diagnostic du sexe était le bon alors que les prélèvements sanguins ne

contenaient que quelques dizaines de cellules fœtales. Ce qui, grâce à la technique PCR, correspond à un véritable tour de force technologique que personne n'aurait osé prédire il y a quelques années.

Les chercheurs australiens estiment qu'un tel procédé ne se limitera pas au diagnostic prénatal du sexe. Ils indiquent notamment qu'il pourra, à très court terme, être utilisé pour mettre en évidence, dans le patrimoine héréditaire des futurs enfants, la présence - ou l'absence - de certaines anomalies génétiques à l'origine de maladies héréditaires graves, comme la drépanocytose, la mucopolysaccharidose ou la maladie de Huntington.

On ne peut toutefois pas manquer de signaler que le développement et la diffusion de ce type d'investigations génétiques constituent, au-delà des progrès médicaux qu'ils représentent, une nouvelle activité qui, si l'on n'y prend garde, pourrait, demain, être utilisée de manière systématique par les parents désirant à tout prix avoir un enfant d'un sexe donné, ou par les partisans d'un engénierisme plus ou moins éclairé.

JEAN-YVES NAU

Une première à l'Assistance publique de Paris

Naissance de triplés grâce à un don d'ovules

L'Assistance publique de Paris a annoncé, dans un communiqué publié mardi 31 juillet, la naissance à l'hôpital Tenon de triplés fécondés *in vitro* à partir d'un don d'ovules. Les enfants, nés prématurément le 21 juillet, pèsent entre 1,9 et 2 kilos. Près de soixante grossesses de ce type sont actuellement suivies dans les services spécialisés de l'Assistance publique de Paris.

Cette nouvelle forme de traitement de la stérilité est actuellement réservée à des femmes privées, pour des raisons congénitales notamment, de fonctions ovariennes. Elle impose donc le recours au don d'ovules. Ces ovules sont prélevés chez des femmes aux ovaires fonctionnels et devant, pour d'autres raisons médicales (stérilité tubaire), avoir aussi recours à la fécondation *in vitro*.

Ces ovules sont ensuite fécondés avec les spermatozoïdes du mari, puis les embryons implantés dans l'utérus de la future mère. Comme dans la fécondation *in vitro* sans don d'ovule, les équipes spécialisées ont tendance, pour augmenter les chances de succès, à implanter un nombre élevé d'embryons, ce qui explique, comme c'est le cas aujourd'hui à l'hôpital Tenon, la fréquence des grossesses multiples et des cas de prématurité.

REPÈRES

RELIGIONS

Brigitte Bardot dénonce les abbayes rituelles

« Il est inadmissible qu'un nom d'une religion l'être humain fasse subir aux animaux un supplice aussi cruel et barbare. » C'est en ces termes que dans une interview publiée par le quotidien d'extrême-droite *Présent*, l'ancienne actrice Brigitte Bardot s'en prend à l'abbaye rituelle pratiquée par les musulmans.

Selon la loi de l'islam, l'animal vivant doit être égorgé avec un couteau et vidé de son sang jusqu'à ce que mort s'ensuive. En France, toutes les bêtes d'abattoir doivent être étourdis avant la mise à mort. Mais des dérogations pour raison religieuse peuvent être accordées par le ministère de l'Agriculture sur proposition du ministère de l'Intérieur, chargé des cultes. Aussi Brigitte Bardot est-elle particulièrement critique à l'égard des autorités : « Tout le monde s'en moque, déclare-t-elle, le gouvernement en premier, qui accepte que des sacrifices rituels aient lieu dans notre pays et qui favorise le développement de la religion musulmane. »

INSERTION

Des aides temporaires pour les 16-25 ans

Le décret créant les fonds d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté, prévus par la loi du 19 décembre 1989, est paru au *Journal officiel* du samedi 28 juillet. Régis par des conventions passées entre l'Etat et les collectivités territoriales, ces fonds s'adressent aux jeunes de 16 à 25 ans en très grande difficulté d'insertion. Ils prendront la forme d'une aide financière temporaire d'une durée de trois mois environ, éventuellement renouvelable, permettant d'accompagner un projet d'insertion. Exemples : le versement d'une caution pour l'accès à un logement ou un coup de pouce pour l'acquisition de mobilier sommaire.

Ces financements pourront, dans certains cas, être accordés sous forme de prêts. Leur montant évoluera, selon la nature et la durée de l'aide, entre 500 et 5 000 F. Le coût total de la mesure a été évalué à 360 millions de francs pour un an (dont 50 % à la charge de l'Etat). Pour 1990, l'aide pourrait bénéficier à 10 000 jeunes environ.

POLICE

Trois inspecteurs des Renseignements généraux entendus.

Imbroglie autour de la disparition d'un pasteur homosexuel

La disparition d'un pasteur homosexuel à Paris a déclenché un curieux malentendu entre deux services de la préfecture de police de Paris. Depuis samedi 28 juillet, trois inspecteurs des Renseignements généraux ont subi une perquisition, puis ont été placés en garde à vue par leurs collègues de la brigade criminelle. L'imbroglie était en passe de se dénouer mercredi 1^{er} août.

Le 19 juillet à 20 h 30, le pasteur Doucès s'évanouit dans la nature. Son compagnon appelle la police par le « 17 » en affirmant que deux hommes l'ont kidnappé dans leur appartement, au 3 bis, rue Clairaut, dans le dix-septième arrondissement. Aussitôt, une brigade de gardiens de la paix se rend sur place. Premiers interrogatoires, enquêtes de voisinage. Première surprise : Joseph Doucès faisait l'objet d'une surveillance plus ou moins étroite de la part de trois membres des Renseignements généraux parisiens, appartenant au groupe des enquêtes réservées.

Là, les versions diffèrent. Selon une source proche de l'enquête confiée à la brigade criminelle, les gardiens de la paix auraient surpris, le soir du 19 juillet, les trois hommes planquant dans une voiture, à deux pas du domicile du pasteur.

Interrogés par leurs collègues, qui s'étonnaient qu'une personne surveillée par les Renseignements généraux ait pu disparaître, les policiers auraient expliqué qu'ils avaient justement été appelés pour une autre mission en banlieue parisienne au moment de l'enlèvement. Ils ne seraient revenus que plus tard près de la rue de Clairaut pour reprendre la

filature. A la direction des RG, on sourit à l'idée d'une rencontre surprise de trois de leurs membres par les gardiens de la paix. Non, leurs inspecteurs n'étaient pas présents sur les lieux du « rapt » à 20 h 30 le 19 juillet.

Le hasard a simplement voulu qu'ils se soient trouvés, deux heures plus tôt, dans la librairie que dirige le pasteur, quelques rues plus loin. D'origine belge, Joseph Doucès, connu pour célébrer des unions d'amitiés homosexuelles (le *Monde* du 15 décembre 1979) est soupçonné d'appartenir à un réseau hollandais de publications pédophiles.

Information contre X

Apprenant la nouvelle de sa disparition, les Renseignements généraux auraient informé la police judiciaire de l'existence de leurs liens avec un peu particulier. L'un d'eux fait déjà l'objet en effet d'une enquête de l'IGS (la police des polices) : en état d'écrou, il aurait tambouriné le 19 juin à la porte du pasteur pour lui manifester une incontrôlable hostilité. Toujours est-il que les hommes de la brigade criminelle ont cru, un moment, que leurs collègues des RG pouvaient être à l'origine de la disparition du pasteur. D'où les gardes à vue et confrontations avec le compagnon de Joseph Doucès, seul témoin.

Les trois policiers des RG étant mis hors de cause dans l'enlèvement, les deux services de police s'attachent désormais à savoir si le pasteur a bel et bien été kidnappé. Une information contre X, pour arrestation et séquestration illégale a été ouverte mardi 31 juillet au tribunal de Paris.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Un patron de café affirme avoir été frappé dans une gendarmerie. Le patron d'un café de Biscarosse (Landes), qui déclare avoir été victime d'un « passage à tabac » à la gendarmerie de cette ville dans la nuit du vendredi 27 juillet au samedi 28 juillet, a porté plainte contre X, mardi 31 auprès du parquet de Mont-de-Marsan. M. Philippe Richert, trente-cinq ans, victime d'un traumatisme facial, avait sollicité la gendarmerie au sujet de

la concurrence que lui faisait un café voisin en vendant des boissons alcoolisées sans licence. Il affirme avoir été traité de « délateur » par un adjoint qui l'a ensuite bousculé, puis avoir été frappé par une dizaine de gendarmes.

Le commandement régional de la gendarmerie a indiqué que deux enquêtes, judiciaire et de commandement, avaient été ouvertes.

Responsable d'une société immobilière

M. Olivier Mitterrand aurait transformé sans permis des logements en bureaux

La société immobilière Les Nouveaux Constructeurs, dirigée par M. Olivier Mitterrand, neveu du président de la République, aurait transformé clandestinement un immeuble réservé à l'habitation en un ensemble de bureaux luxueux, au 7, rue Greffulhe à Paris (8^e). affirme le *Canard enchaîné*, daté du mercredi 1^{er} août. Cette opération se serait réalisée malgré plusieurs refus de délivrance de permis de construire.

M. Gérard Bellebeau, ancien responsable des changements d'affectation des locaux à la préfecture de Paris, aujourd'hui inculpé pour corruption (le *Monde* du 24 juillet), aurait accepté la transformation de cet immeuble d'habitation. Les services préfectoraux essaient de savoir si l'autorisation donnée l'a bien été dans le respect de la loi.

EN BREF

■ Marée noire au Texas. - Une nappe de pétrole de 24 kilomètres de long, contenant environ 2 millions de litres d'hydrocarbures toxiques, dérive au large de Galveston, au Texas. Le liquide s'est échappé des soutes d'une barge qui est entrée en collision avec un pétrolier. - (AP, Reuters)

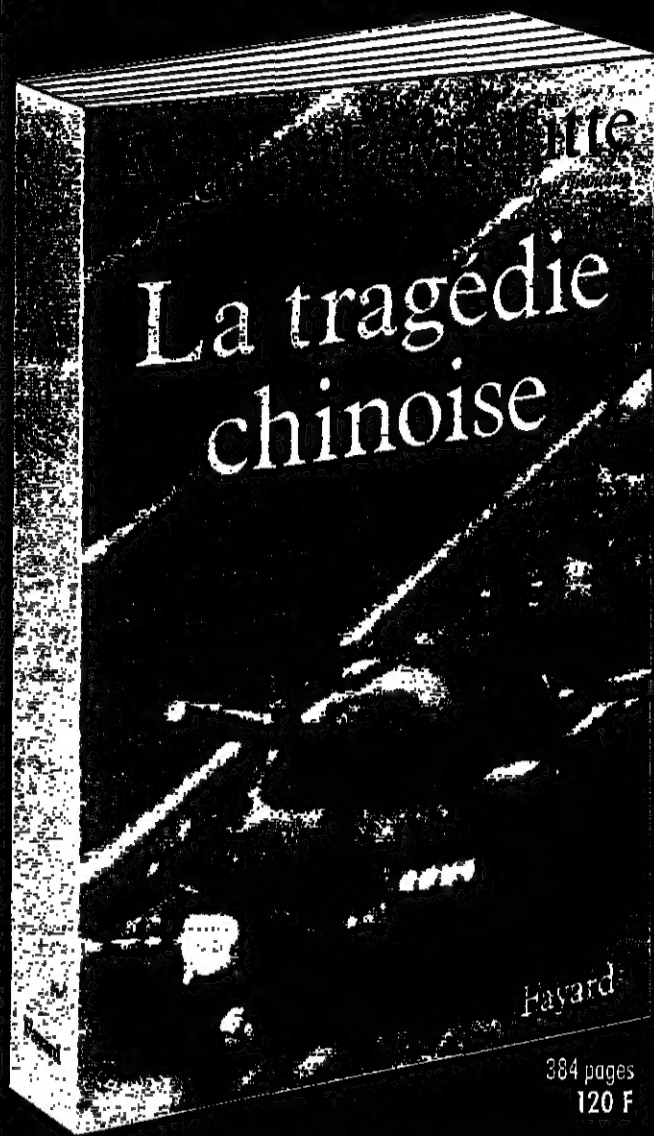
■ Lutte contre les vendeurs à la sauvette du métro parisien. - Lassés de dresser des procès-verbaux sans suite (53 000 en 1989), les agents de la RATP et de la SNCF ont obtenu qu'une loi, promulguée le 2 janvier, mais dont les décrets d'application ont été publiés par le *Journal officiel* le 28 juillet, les autorise à confisquer la marchandise des marchands ambulants non autorisés.

■ Quarante blessés dans un accident de chemin de fer près de Londres. - Une collision entre deux trains mercredi 1^{er} août au matin dans la gare de Reading, à l'ouest de Londres, a fait une quarantaine de blessés, dont douze grièvement (British Rail parle de six blessés graves hospitalisés). Les blessés étaient à bord du train reliant Tynbridge, au sud de Londres, à Reading, qui a heurté le train Reading-Londres, qui stationnait dans la gare : selon la police locale, celui-ci avait six minutes de retard.

■ Précision. - L'accord-cadre pour l'intégration des jeunes issus de l'immigration (le *Monde* du 31 juillet) a été conclu entre le secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports et le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

Alain PEYREFITTE de l'Académie française

Pour comprendre ce qui s'est passé et ce qui va se passer en Chine.



A sa lumineuse manière, en procédant par accumulation de faits, par chapitres brefs mais clairs, Peyrefitte met si bien en perspective ce nouvel épisode de la tragédie céleste.

Lucien Bodard, *Le Point*

Le meilleur ouvrage de Peyrefitte sur la Chine. Une courageuse enquête à contre-courant.

Gilles Metz, *Valeurs Actuelles*

Peyrefitte bouscule allègrement nos engouements, quitte à soulever quelques vigoureuses indignations. Cette mise en perspective des événements, les médias sont coupables de ne pas l'avoir faite. Démonstration iconoclaste et brillante.

Alain Bartuet, *Le Quotidien de Paris*

Peyrefitte sert un plat brûlant à la façon du chef. Sans cesse le passé frissonne sous l'actualité.

Marcel Jullien, *Le Parisien*

FAYARD

SOCIÉTÉ

Les prisons américaines, Vietnam intérieur

II. — New-York rançonnée par ses peurs

Après une nuit ordinaire au tribunal du Bronx, où l'on juge une affaire toutes les deux minutes (le Monde du 1^{er} août), nous poursuivons notre voyage dans les prisons américaines par l'un des établissements de la colonie pénitentiaire de Rikers Island à New-York.

NEW-YORK

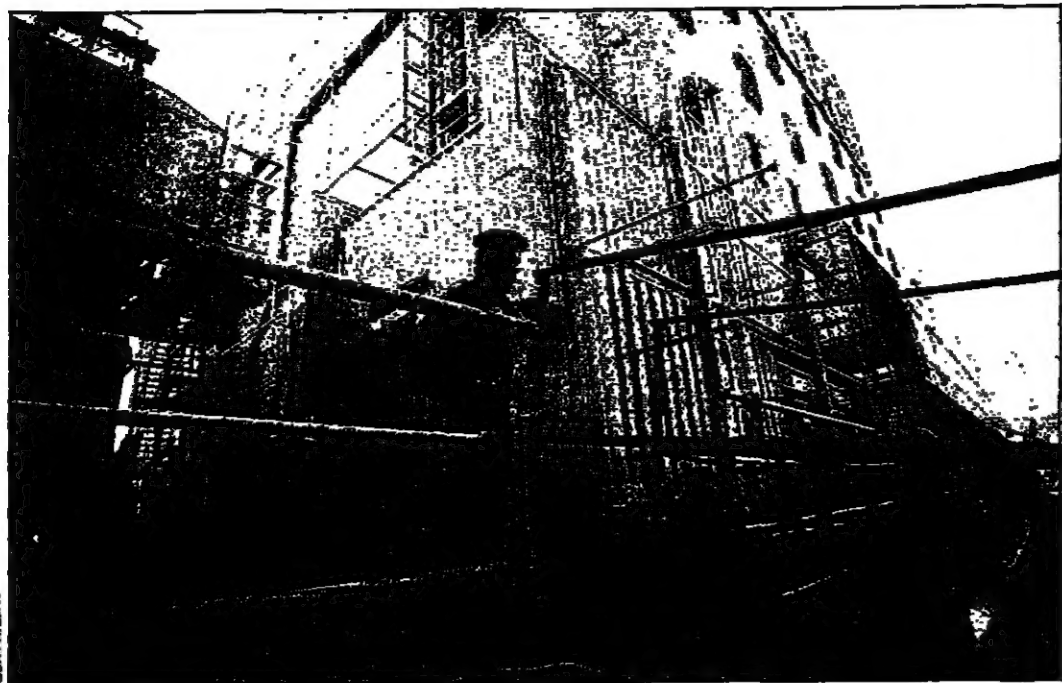
de notre envoyée spéciale

Andrew Phoenix fait collection d'ours en peluches. Il aime aussi les distributeurs de bonbons pour enfants : des jouets qui crachent leurs sucreries multicolores quand on tourne la manette. Mais pour le moment, il n'a envie ni de jouer ni de grignoter des friandises. Il peine sur le rapport qu'il doit transmettre au plus vite à ses supérieurs sur la monnaie de la violence au HDM, le House of Detention for Men, l'une des neuf prisons de la colonie pénitentiaire de Rikers Island, à New-York, qui compte au total 13 500 détenus sur cent soixante hectares — dont il est, lui le surveillant noir sorti du rang, devenu le directeur.

Le HDM avec ses 1 100 détenus est considéré comme l'une des prisons les plus dures de la ville. Ceux qui y attendent leur procès sont le plus souvent des multirécidivistes, impliqués dans des affaires de drogue et dans des crimes de sang. La violence de la rue y est reproduite presque à l'identique et les gangs se reconstruisent à l'ombre où ils continuent à se disputer un territoire à peine plus misérable qu'à l'extérieur. Ils s'appellent les *Dead Squad* (escadron de la mort), les *Rockies*, les *Brownies*, les *Beats* (les béats). On les reconnaît à leurs foulards, noués autour de la tête, à la façon de rouler leurs T-shirts autour des hanches, à leurs tatouages. Leur puissance est telle qu'ils peuvent ordonner des représailles sur la famille d'un détenu qui ne serait pas assez coopératif. Ils contrôlent par exemple la drogue qui — malgré les fouilles systématiques des visiteurs et la présence de neuf chiens « renifleurs » — circule presque librement en prison, la prostitution, et le téléphone dont les prisonniers peuvent se servir sans sortir de leur bloc de détention.

Des cages empilées sur deux niveaux

Il y a quelques semaines, deux détenus du HDM ont été blessés par balle, l'un à l'intérieur même de sa cellule, l'autre à la sortie de la messe. D'où viennent les armes,



Une prison flottante à New-York

sinon des surveillants, les seuls à pénétrer dans l'île sans être fouillés ? En deux mois, trois détenus sont morts ici de mort violente : l'un parce qu'il ne se soumettait pas à la loi d'un gang, l'autre au cours d'un règlement de comptes. Le troisième, poignardé — explique un travailleur social qui a souhaité garder l'anonymat par crainte de représailles de l'administration — s'est vidé de son sang pendant quatre jours sans oser se plaindre. Personne ne s'en est aperçu. Il avait vingt ans. A New-York, le nombre de ces « incidents » a augmenté de 50 % en un an. Les surveillants du HDM conservent pieusement les dizaines de poignards de fabrication maison aux lames affûtées qu'ils ont saisis sur des détenus. On a dû bétonner une cour de récréation pour éviter que les prisonniers ne les y enfouissent dans la terre battue.

Le charme du HDM, un bâtiment des années 30 à la mosaïque d'arts déco, s'arrête à l'entrée dans les blocs. Les cellules sont en réalité des cages, empilées sur deux niveaux. Il n'y a pas de portes, mais des barreaux derrière lesquels il est impossible de s'isoler, pas plus pour se laver que pour utiliser les toilettes. Selon la dangerosité des détenus, les surveillants acceptent qu'ici ou là, et de temps en temps, un linge serve de rideau. Photos pornos et images pieuses, les unes parfois à côté des autres, tentent de cacher les murs lépreux. Les détenus circulent librement

dans le couloir qui longe leur bloc. Ils restent entre eux. Protégés par de hautes grilles, les surveillants se tiennent à l'écart des prisonniers. Dans quel camp la peur de l'autre est-elle la plus forte ?

Et puis, tout à coup, on n'a rien vu, rien entendu dans le «*flamme*» des téléviseurs, un cri peut-être, le couloir est évacué. L'ordre est donné de réintégrer les cellules, bouclées toutes ensemble d'un même tour de clef. Le visiteur est plaqué contre un mur. On entend un bruit de paraboots qui rebondit contre les murs. La force d'intervention spéciale, venue de toute la prison, des alertes données, accourt au galop. La carroue de ces hommes — et de ces femmes — est impressionnante. Ils ont enfilé leur gilet pare-balles, coiffé leur casque anti-émeute et s'apprentent à jouer de leur longue matraque de bois dur solidement fixée au poignet par un lacer de cuir. La reprise en main du bloc 5 se fait en quelques minutes, à l'abri des regards. Une opération bien rodée, routinisée : un détenu vient d'en poignarder un autre... Il sera conduit au «*Bing*», l'unité des punis, où le régime est plus strict, comme dans tous les mitards du monde.

Devant sa glace, seul dans une cellule bouclée vingt et une heures sur vingt-quatre, un long jeune homme à la peau caramel est en train de mettre en plus ses cheveux décolorés. C'est un travesti, savamment maquillé, qui lance des œillades et prétend rac-

ler, comme s'il tapinait encore sur la 42^e Rue. Il faut, explique un surveillant, se méfier de ses regards suaves : «*C'est un vicieux. Un pointeur de première bourre.*»

L'explosion des chiffres

Mais la violence n'est pas, et de loin, le seul problème de l'administration pénitentiaire. Elle n'est qu'un des symptômes d'une surpopulation effrénée. Le système pénitentiaire de la ville de New-York est devenu le plus important du monde. Depuis 1983, le nombre de détenus y a été multiplié par deux (passant de 10 000 à 20 000). Le nombre d'admissions (130 000) a augmenté de 52 % depuis 1986. Le budget de la ville est passé de 146 millions de dollars en 1983 (803 millions de francs) à 765 millions en 1990. Les 12 500 agents de l'administration pénitentiaire — en 1990 — ont effectué pour 120 millions de dollars d'heures supplémentaires (660 millions de francs). Le métier de surveillant de prison a connu un boom extraordinaire. C'est le métier qui s'est le plus développé (+ 7 % entre 1981 et 1986) dans les zones urbaines, loin devant tout autre travail dépendant d'une administration. A raison de 200 000 \$ (1,1 million de francs) pour la construction de chaque nouvelle cellule, la ville, depuis 1986, a dépensé 736 millions de dollars (4,04 milliards de francs) (1).

Dans le même temps, l'explosion du crack ayant produit ses effets, la population pénale s'est considérablement modifiée. Plus de 80 % des personnes interpellées qui subissent un test urinaire permettant de déceler l'absorption de drogue sont «*positives*». 74 % d'entre elles ont absorbé de la cocaïne.

Dans les prisons de l'Etat de New-York, près de 80 % des faits criminels sont liés à la drogue. L'augmentation du nombre de femmes condamnées (+ 112 % entre 1989 et 1990) est liée à la lutte antidrogue : leurs compagnons sous les verrous, ce sont elles qui représentent le trafic. Les peines étant de plus en plus sévères et, donc, de plus en plus longues, le nombre de détenus âgés de plus de cinquante-cinq ans a doublé depuis 1980. On envisage d'ouvrir des prisons spéciales pour ces «*vieux*» qui nécessitent des soins médicaux particuliers. De plus on évalue à 8 000, dans l'Etat de New-York, le nombre de détenus contaminés par le virus du sida. 800 ont développé la maladie, 220 en meurent chaque année (dont 40 % sont des Latino-Américains). Ces tendances sont les mêmes à peu près partout aux Etats-Unis : dans 37 Etats des tribunaux ont ordonné la libération de détenus de prisons surpeuplées où la détention était devenue dégradante.

Le ponton du sévage

Ce fut le cas à New-York en 1983 : 600 détenus ont aussi été remis en liberté. Le maire de l'époque, M. Edward Koch, vécut cette situation comme un affront personnel. Il se lança dans un programme de construction sans précédent. C'est à son administration que l'on doit les projets les plus

surprenants. A Rikers Island, les places de prison poussent comme des bulles de savon : dans des constructions préfabriquées ou sous des tentes gonflables, d'ordinaire utilisées pour abriter des courts de tennis. On en vint à acheter des péniches que l'armée britannique utilisait pour loger ses officiers pendant la guerre des Malouines.

On peut ainsi en voir une, la *Bibby Resolution*, amarrée le long de l'East river, au quai n° 36 : près de 400 détenus, des prévenus délinquants primaires, poursuivis pour des faits de drogue, se portent volontaires pour ce «*programme*» très particulier au cours duquel l'on tente de convaincre les pensionnaires des aspects néfastes de la drogue dans une atmosphère qui héaite entre le camp scout et la psychothérapie de groupe. Cet après-midi-là, ils étaient une trentaine à participer à un happening qui allait conduire certains d'entre eux au bord de la transe. Tapant dans leurs mains, sur leurs cuisses, contre les cloisons, swinguant assis sur leurs chaises à un rythme de plus en plus rapide, ils chantaient avec la même fougue qu'un negro spiritual :

*Sometimes I feel so bad
When I remember all the drugs I
used to do
I used to rob and steal from
anybody's house
My mama's house. I must
include
(...) Hey brother, hey brother
It's for you to change (oh yeah)
I'm gonna help my brother
So we can rule the world (...)
Crack abuse is so crazy
It's something that you can't de-
scribe
It's the kind of drug that stay
with you
Until the day you die... » (2).*

«*Pet program*» et rentabilité

On a même eu l'idée sur la péniche d'un «*pet program*» où douze détenus sont invités à caresser des animaux (des chiens, des chats ou des tortues) pour récompenser à avoir une attitude douce avec autrui ou à s'ouvrir à l'extérieur... Sur le pont inondé de soleil qui sert de cour de promenade, on voit à travers le grillage et les serpents de barbelés, coupants comme des rasoirs, le pont de Manhattan et la statue de la Liberté. En plein Chinatown, dans White Street, au milieu des vendeurs de bananes, du marché au poisson, au bord de ces trottoirs où de vieilles Chinoises vendent des parapluies ou des pistolets en plastique fabriqués à Taïwan, on met la dernière main à une toute nouvelle prison qui abritera, au rez de chaussée sous des arcades... des locaux commerciaux. Puisque le prix du mètre carré est si cher au cœur de Manhattan, il faut bien rentabiliser.

Rentabilité : c'est ce mot qui peut-être amorce un léger glissement dans la philosophie répressive si communément répandue. Le coût des prisons commence — en période de récession budgétaire — à peser bien lourd. «*C'est un investissement peu productif*», reconnaît M. Allyn Siskoff, le nouveau patron de l'administration pénitentiaire de New-York, nommé, au printemps dernier, par le maire, M. David Dinkins. Jus-

qu'ici, les associations de juristes ou de défenseurs des Droits de l'homme prêchaient seuls dans le désert contre le tout-carcéral qui frappe en priorité les jeunes hommes de couleur, au risque de fabriquer «*une génération sacrifiée*» (3). Aucun homme politique n'étant prêt à assumer, face à ses électeurs, une critique du système, c'est non plus au citoyen mais au contribuable que la nouvelle administration entend s'adresser. Le crime ne diminue pas et les prisons continuent de se remplir, sans effet sur le sentiment — bien souvent fondé — d'insécurité. «*A quoi bon continuer et jusqu'où ?*», s'interrogent les élus de la ville.

Un détenu coûte 60 000 dollars par an (330 000 F) alors qu'une place dans un centre de traitement antidrogue revient de 14 000 à 16 000 dollars (77 000 à 88 000 F). Le contribuable peut y trouver son intérêt. De nombreux responsables de l'administration pénitentiaire et souvent des directeurs de prisons eux-mêmes estiment que bon nombre de détenus n'ont pas leur place en prison et surtout qu'ils n'en sortent que pour y revenir. L'administration de la ville vient de présenter un plan destiné à réduire le nombre des entrants en prison : en réduisant par exemple le montant des cautions. Sur les 65 % de prévenus détenus à New-York, 80 % n'ont pu payer une caution d'un montant de 2 500 dollars (13 750 F). On évalue à 2 300 le nombre de lits occupés par des détenus qui n'avaient pas les moyens de payer 500 dollars (2 750 F) pour ne pas dormir en prison. L'un des autres remèdes consisterait à instaurer des travaux communautaires, l'équivalent des TIG (travaux d'intérêt général).

Mais il n'est pas sûr que l'opinion publique, malgré toutes les explications financières qu'on lui fournit, s'accommode d'un tel revirement. «*Lock'em up and throw away the key*» (enfermez-les et jetez la clef) : la philosophie, abondamment popularisée au cours des années Reagan, a la vie dure.

AGATHE LOGEART

(1) Les chiffres cités proviennent de différentes sources : le Bureau of Justice Statistics de l'US Department of Justice à Washington, le Department of Corrections de New-York ou d'études réalisées par différentes associations telles que la très active Correctional Association de New-York qui existe depuis 1844 et possède le droit garanti par la loi d'acquiescer à l'intérieur des prisons et d'avoir accès aux informations de l'administration.

(2) «*Je voulais et je cannibalisais tout le monde, même ma mère (...). Hé non frère, il est temps de changer, je vais aider mon frère et nous pourrions être les maîtres du monde. Le crack est si fun. C'est quelque chose qu'on ne peut décrire. C'est le genre de drogue qui ne vous lâche plus jusqu'à la mort.*»

(3) Selon une étude rendue publique au mois de février dernier par le Sentencing Project, une association de Washington, un Noir sur quatre entre vingt et trente ans est en prison ou placé sous le contrôle d'un tribunal (soit 609 000 personnes) soit plus que le nombre total de Noirs du même âge poursuivant des études. Le chiffre est de 1 sur 10 pour les Latino-Américains et de 1 sur 16 pour les Blancs.

PROCHAIN ARTICLE
Marion,
le nouvel Alcatraz

L'agitation dans les prisons françaises

Les détenus ont provoqué des dégâts à Lyon

Les «*mouvements d'humeur*», selon le terme de l'administration pénitentiaire, se sont poursuivis mardi 31 juillet dans les prisons françaises. En deux jours, une quinzaine de nouveaux établissements ont été touchés par la vague d'agitation commencée samedi, notamment à Angers, Tarascon, Colmar, Perpignan, Rouen, Tulle, Bastia, Ajaccio, Aix-en-Provence, Béthune, Avignon et Lyon. Comme chaque jour, les détenus ont refusé de regagner leurs cellules après la promenade de l'après-midi, certains restant dans la cour, d'autres tentant de gagner les toits des établissements.

Les incidents les plus sérieux ont eu lieu à la prison Saint-Paul de Lyon. Les deux cents prisonniers du bâtiment H se sont emparés des clés de leur quartier, ont incendié matelas, tabourets et réfrigérateurs avant de «*saccager*» les locaux,

selon les gardiens, la direction de la prison parlant de «*quelques dégâts*». A 22 h 30, la police est intervenue pour évacuer le bâtiment.

A la prison Sainte-Anne d'Avignon, la révolte de 350 détenus, dont une dizaine avait gagné les toits, s'est également achevée par une charge des forces de l'ordre qui n'a fait aucun blessé. A Clairvaux, c'est après de longues discussions avec les autorités que huit détenus, perchés sur le toit, ont rejoint leur cellule vers une heure du matin.

En Corse, après ceux de Bastia dans la nuit de lundi à mardi, les prisonniers d'Ajaccio se sont rendus maîtres de la maison d'arrêt pour protester contre la lenteur des instructions et la vétusté des locaux. Le mouvement s'est achevé dans le calme en fin d'après-midi.

Les cellules éternelles de M. Paradise

MAYWOOD (New-Jersey)
de notre envoyée spéciale

Trois minutes sur la chaîne de télévision CNN, un article dans le *New York Times*, pour la Mark Cellular System, une petite entreprise du New-Jersey, l'heure de gloire est arrivée. Inventé il y a deux ans, son concept de «*prison Lego*», que même un enfant saurait assembler, est en train de devenir un must dans un pays où la construction de prisons tourne au sport national.

M. Paradise, son vice-président, parle des cellules préfabriquées, réalisées dans un petit atelier de la zone industrielle de Maywood, juste au bord de l'autoroute, avec une passion qu'il aimerait rendre communicative. Voilà enfin la solution au problème de la surpopulation pénitentiaire : des cellules à la sécurité garantie, pratiques et bon marché puisqu'elles coûtent de 9 000 à 20 000 dollars pièce (de 49 500 à 110 000 francs), contre 200 000 dollars environ (1,1 million de francs) pour toute nouvelle place de prison créée selon un mode traditionnel. Des détenus ont été utilisés comme «*consultants*» pour mettre au point le système qui se veut «*escapeproof*», c'est-à-dire dont il paraît impossible de s'évader.

La cellule idéale de Mark Cellular System a été dessinée grâce à une méthode de conception assistée par ordinateur : on fabrique ici des unités de déten-

tion de sécurité moyenne et de sécurité renforcée.

Entièrement construites en acier, elles offrent toutes les garanties requises : propriété, entretien facile, rapidité de construction. Et puis elles ne s'usent pas. Tout a, en effet, été prévu pour éviter les dégradations volontaires qui sont le vice habituel des détenus. Certains, explique M. Paradise, «*sont comme des animaux. Ils jettent des matières fécales aux surveillants*» ou urinent délibérément sur le béton traditionnel où l'acidité de ces déjections crée des dommages irréparables. D'où l'utilisation systématique de l'acier pour tous les éléments, lit, lavabo, toilettes, tabouret et table, qui constituent le mobilier très dépoli de chaque cellule. La peinture est anti-graffitis et le miroir est fait d'une plaque d'acier réfléchissant.

«*Les détenus en raffolent*»

La nudité des murs et leur solidité rendent impossible la dissimulation d'objets dangereux ou de drogue que l'on ne peut pas cacher dans un mur friable. Pour éviter les suicides — qui entraînent parfois de désagréables procès contre l'administration pénitentiaire pour défaut de surveillance — on a mis au point des patènes qui ne peuvent supporter plus de quelques kilos : impossible donc de s'y pendre.

Une fois assemblées, ces cellules en forme de cube, passent au banc d'essai, où l'on vérifie

leur conformité aux normes. Elles sont ensuite enveloppées, scellées dans de grandes feuilles de plastique et livrées. Ces cubes peuvent être empilés les uns sur les autres ou disposés selon tous les schémas possibles.

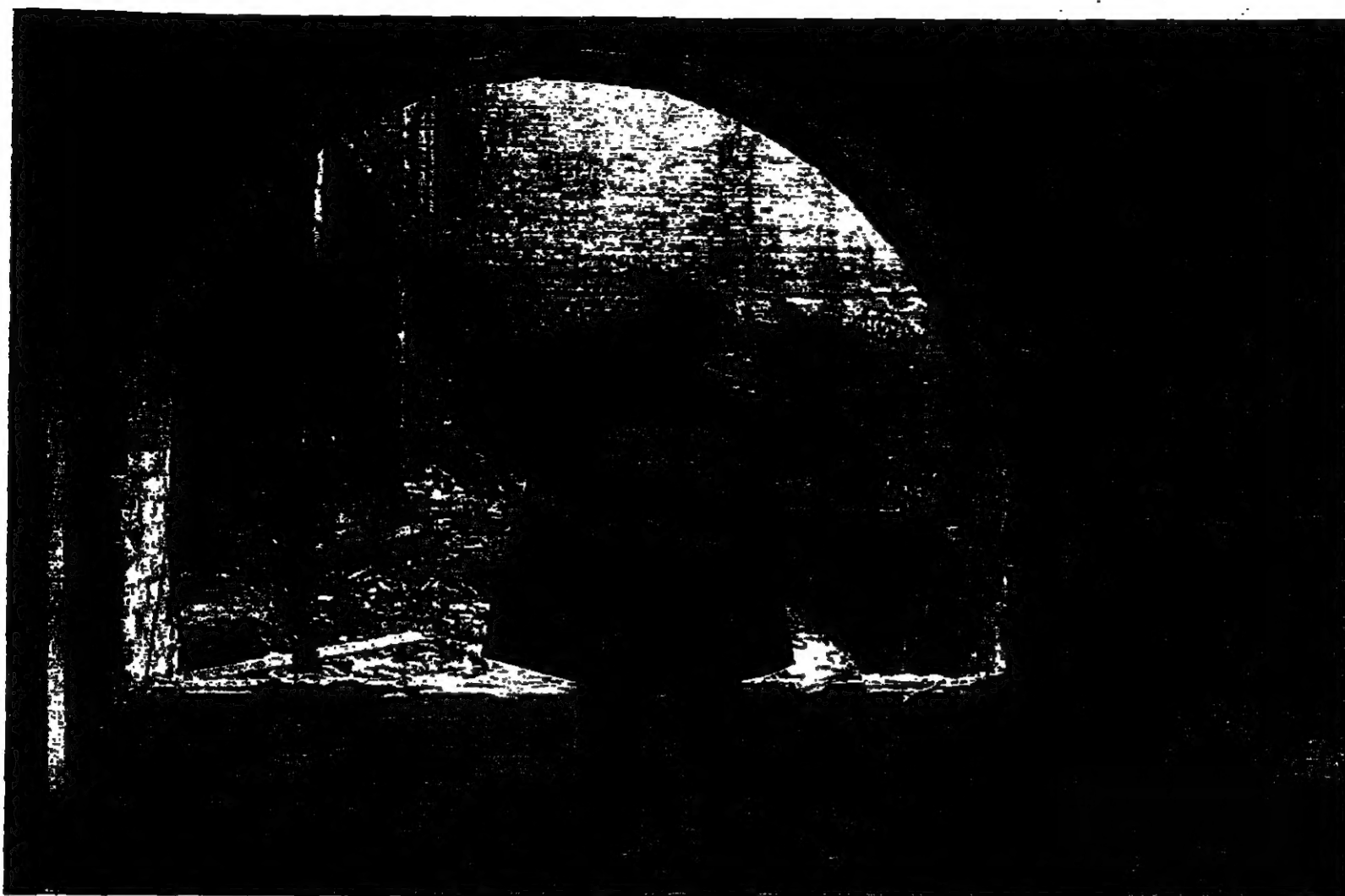
«*Une solution complètement neuve à de vieux problèmes*», souligne la luxueuse brochure sur papier glacé qui vente les mérites de l'entreprise. Et en plus, le système «*apporte la sécurité de l'aspirite*». Deux comités, ceux d'Essex et de Berger, ont déjà été séduits et se sont équipés de plusieurs centaines de cellules Mark. Des caravanes de démonstration sillonnent le pays pour convaincre de nouveaux clients : en Floride et en Californie, notamment, où l'on ne sait plus où enfermer les gens. Les détenus, affirme M. Paradise, «*en raffolent*», et les réservataires avec gourmandise, comme une bonne chambre d'hôtel. Les surveillants utiliseraient même la promesse d'un transfert dans ces placards d'acier lisse comme un moyen de pression sur les détenus. Enfin, estime M. Paradise en se frottant les mains, il s'agit là d'un marché d'avenir. «*Je ne crois pas que la criminalité va baisser. Au contraire, on est en plein boom.*»

La compagnie, qui recevrait des coups de téléphone du monde entier (du Japon et d'Israël notamment) n'a qu'une crainte : les imitations.

Ag. L.

سكزا من لايصل

ARTS • SPECTACLES



Wolfgang Krause, peintre à l'Est, dans son studio

PAUL LANGROCK

ESPOIRS ET INQUIÉTUDES DES ARTISTES DANS L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE

Berlin, le saut dans le vide

PENDANT longtemps, à Berlin-Ouest, les hommes de gauche ont admiré et envié ceux de l'autre côté du mur : des héros qui risquaient leur liberté en luttant contre la censure, en la contournant, en la détournant, et qui se battaient au nom de la rigueur idéologique. A l'Ouest, les intellectuels gauchisants voulaient sauvegarder leur identité menacée par l'américanisation et prenaient pour modèles ces frères qui se défendaient, avec combien plus de risques, contre la bureaucratisation.

Des textes interdits en RDA étaient publiés en RFA, où des auteurs comme Heiner Müller, ont été joués plus souvent et plus tôt que chez eux. D'autres,

comme Wolf Biermann ou Thomas Brasch, ont dû s'exiler, et Berlin-Ouest devint « la banlieue de la RDA », comme on disait alors. Acteurs, metteurs en scène venaient travailler « en face », et les positions s'étaient assouplies, pouvaient garder leur nationalité. En 1989, des acteurs de l'Ouest ont tourné un film de la RDA, *le Casse*, coproduction des deux Etats allemands, un événement. Auparavant, les cinéastes de la RFA se contentaient d'aller synchroniser à l'Est.

Se rejoindre au-dessus du mur, c'était le rêve des hommes de l'Ouest, qui organisaient des concerts géants, rock ou symphoniques, juste contre le mur, tandis que, de l'autre côté, se pressaient et parfois se

faisaient cogner des milliers et des milliers de gens, jeunes pour la plupart, et qui de toute façon regardaient la télévision de l'Ouest.

Nouvelle Allemagne année zéro : tout est effacé, y compris cet intérêt parfois ambigu qui aimantait vers l'Est des artistes de l'Ouest. Ils n'ont plus affaire à des modèles, mais à des rivaux. Ils ont pour eux l'argent et les lois, les façons de faire qui vont s'imposer et sont à l'opposé de la rigueur idéologique pour laquelle les intellectuels de l'Est se sont tant battus. (Lire le dossier établi par Henri de Bresson, pages 10 et 11.)

COLETTE GODARD

CINÉMA

12

« Cry Baby » : John Waters délire toujours



Le plus baroque des cinéastes indépendants, l'Américain qui a su porter le mauvais goût au sommet d'un art foussément primaire et hautement sophistiqué, est entré dans l'establishment sans rien perdre de sa verve scandaleuse. Pour sa comédie musicale *Cry Baby* (le conflit de classes, revu par John Waters, ce n'est pas triste), il a réuni une distribution extravagante, dont Patty Hearst, Iggy Pop, et une kyrielle de grosses blondes très maquillées (la liste des salles se trouve page 12).

MUSIQUES

12

Mozart règne sur les opéras d'Europe



Don Giovanni, mis en scène par Ronconi, ouvre la saison 1990-1991 de l'Opéra de Bologne. Et le même *Don Giovanni* celle du Liceu de Barcelone... Les grands établissements lyriques européens se disputent toujours les six grands opéras de Mozart. Mais c'est *Parsifal* de Wagner, mis en scène par Klaus Michael Grüber, qui ouvre le bal, à Amsterdam, dès le 3 septembre. De Milan à Bonn, de Bruxelles à Cologne, un premier *radio-mecum* du lyricisme.

ARTS

14

Henri Laurens un cubiste en Dordogne



Le château de Biron propose, cet été, une rétrospective Henri Laurens. Papiers collés, reliefs, rondes-bosses et dessins retracent l'itinéraire du sculpteur depuis ses trouvailles cubistes. Une occasion de vérifier la grande tenue de l'œuvre, portée à sa plénitude jusque dans les modestes formats.

BERLIN, VILLE OUVERTE

OPÉRAS ET THÉÂTRES CONTRAINTS
La communauté

A l'Ouest, le rayonnement international, une ambiance un peu provinciale. A l'Est, une culture officielle tournant en circuit fermé. Mais finies, désormais, les rivalités. Les deux Berlin doivent apprendre à ne plus se jalouser. Le temps est aux vrais choix : quelles subventions, pour quelles institutions, dans une ville qui, réunifiée, n'excède pas cinq millions d'habitants.

LA MUSIQUE occupe toujours le terrain. Pendant tant d'années, elle avait permis aux messages libérateurs de franchir le mur grâce aux multiples concerts donnés au Reichstag. La voilà qui s'engouffre, à pleins décibels, dans la saignée béante qui sépare Berlin. Après les foules allemandes défilant sous la porte de Brandebourg, en décembre dernier, pour fêter la fin du cauchemar, voici l'immense show, orchestré samedi 21 juillet par l'ex-Pink Floyd Roger Waters sur l'ancienne ligne de démarcation, entre le Reichstag et la Potsdamerplatz, pour célébrer un Berlin retrouvé et la rencontre des deux Europe.

Le monde entier a pu constater, sur son petit écran, qu'il n'y avait désormais qu'un seul Berlin. La ruée des touristes et des intellectuels de toutes obédiences, témoigne de la fascination exercée par cette métropole en devenir. Le souvenir des années 20 remonte à la surface : époque où Berlin bouillonnait d'une culture née de l'après-guerre et des mélanges de populations.

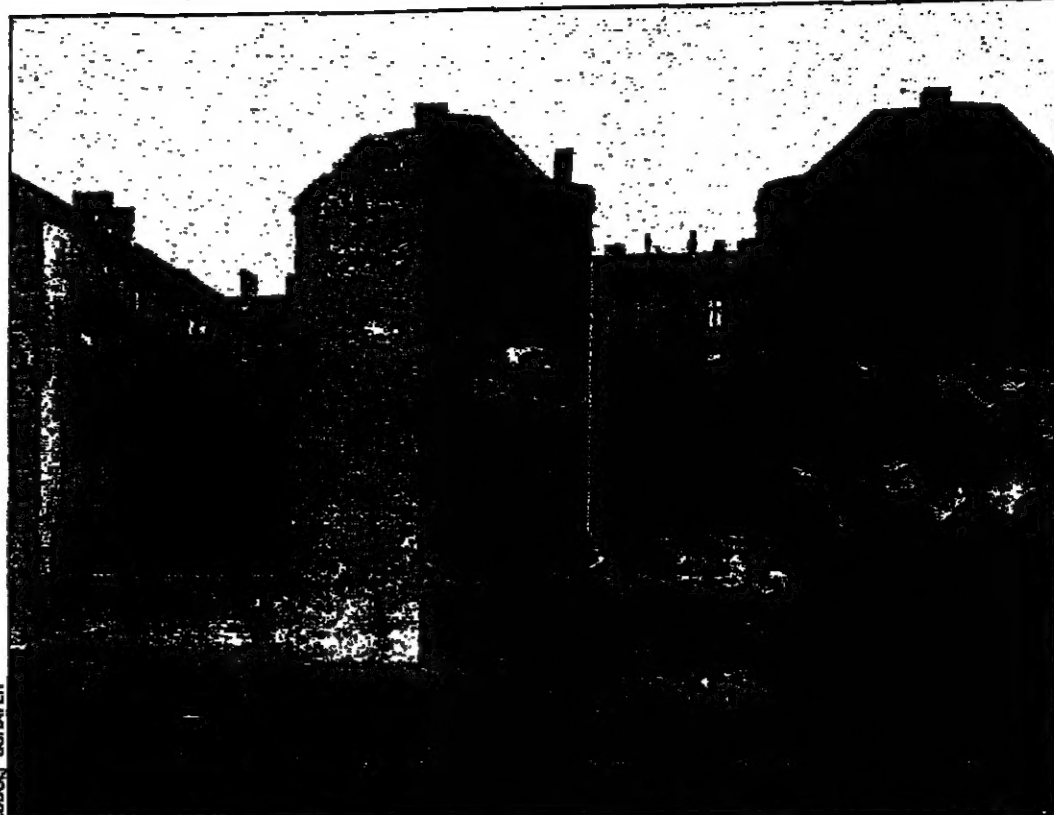
Le nazisme, l'extermination des juifs, l'exil des intellectuels, avaient fait perdre à Berlin ce rôle de plaque tournante, à mi-chemin entre Paris et Moscou. La division de la ville, après la seconde guerre mondiale, en a accentué l'isolement. Pourtant les moyens n'ont pas manqué. De chaque côté de la ville, on a vite reconnu l'importance d'une image qui pouvait être projetée « en face ». Pour répondre à la richesse économique de Berlin-Ouest, vitrine de l'Occident, le régime Honecker a tenté de répondre en se lançant, sur le tard, dans une politique de restauration d'un patrimoine beaucoup plus important à l'Est (quand il n'avait pas été détruit dans les premières années du

communisme). Le 750^e anniversaire de la ville, en 1987, a donné lieu à une compétition : Berlin-Est a mobilisé une bonne partie des brigades d'ouvriers du bâtiment de RDA quand le Sénat de l'Ouest a multiplié les manifestations culturelles.

Les deux Berlin ont toujours rivalisé dans le domaine de la culture. La réputation internationale de leurs musées, opéras, théâtres et orchestres, n'est plus à faire et témoigne d'un effort constant. Mais ce sont là des gouffres financiers. L'entretien du seul opéra de Berlin-Ouest coûte 72 millions de DM par an (sur un budget culturel de 500 millions de DM). C'est beaucoup pour une ville qui vit essentiellement de subventions et n'a jamais réussi à surmonter son problème majeur : celui d'être une enclave, qui, pendant des années, a comblé son déficit de population par une politique volontariste en direction de la jeunesse. Même si la réputation de sa culture alternative ou associative est grande, coupée du monde, Berlin-Ouest n'a jamais vraiment attiré l'argent des sponsors et des fondations, pas plus que les grandes manifestations de retentissement international. Provinciale à côté de centres comme Cologne pour la peinture, Munich pour le cinéma, Hambourg pour les médias ou Düsseldorf pour la mode, la ville n'est jamais devenue la plaque tournante indispensable à l'épanouissement d'une grande métropole culturelle.

A l'Est, le régime communiste n'a longtemps toléré que le développement d'une culture officielle. Celle-ci laisse des traces. Mais l'existence, dans le domaine théâtral, musical et littéraire, de célébrités comme le dramaturge Heiner Müller, la romancière Christa Wolf ou le metteur en scène Harry Kupfer, qui comptent parmi les grands noms de la culture allemande, ne peut faire oublier qu'il a constamment exilé tous ceux qui lui faisaient un peu trop d'ombre. A l'exception de quelques dizaines de privilégiés, les créateurs n'ont jamais eu accès à la culture internationale. La présence à Berlin-Est de groupes culturels vivant en marge des institutions, n'y a rien changé. « Il s'agit d'une culture démodée, sans moyens », constate un photographe de Berlin-Ouest.

Depuis plusieurs mois, la réunification des forces culturelles des deux parties de la ville est à l'ordre du



Guérie de ses blessures, et de son mur, Berlin ne peut encore cacher ses cicatrices comme celles, abstraites, tachistes, de la rue Koppenhagen. Dans ces niches, sous le régime communiste, la convivialité entre artistes a servi d'antidote au mur.

jour. Les problèmes sont complexes. La mise en commun des collections des musées, gérés, à l'Ouest, pour la plupart, par l'importante fondation Preussischer Kulturbesitz et, à l'Est, directement par le ministère est-allemand de la culture, est acquise. En revanche, la question du maintien à Berlin d'un double réseau de théâtres et d'opéras, lourd à piloter, reste posée (notre supplément daté du 1^{er} mars). Début juillet, Peter Stein, metteur en scène à la Schaubühne de Berlin-Est a lancé un pavé dans la mare : « Je ne peux pas m'imaginer que toutes ces institutions puissent continuer à coexister comme cela, ne serait-ce que pour

« Pour une solidarité culturelle ». Les artistes ont organisé à l'Est, sous ce label, une manifestation qui fit chou blanc. Le chômage ne menace pas que les plasticiens. Le marché de l'art n'est qu'une réalité parmi d'autres auxquelles il faudra s'adapter. Dans les studios, on filme toujours (photo de droite, en bas). Pour combien de temps ?



A L'EST, LE MARCHÉ

Vent frais

Berlin réunifiée, c'est la porte ouverte à la concurrence, la découverte, pour les plasticiens de l'Est, des dures lois du marché. Dans les quartiers branchés, le climat est à la méfiance ou à un optimisme mesuré. Autrefois on vendait ou on ne vendait pas, le temps n'existait guère. Tout cela a bien changé.

UN LIERRE grimpe jusqu'au toit de l'immeuble, masquant des murs que l'on imagine lépreux. Invisible de la rue, l'arrière-cour disparaît sous un magnifique jardin, avec ses massifs de fleurs, ses arbustes et ses pelouses soignées. Dans la touffeur de l'été berlinois, tout respire la fraîcheur et l'apaisement.

Le 22 de la rue Oderberger, au cœur de Prenzlauerberg, le quartier branché de Berlin-Est, abrite côté cour une demi-douzaine d'artistes, peintres et graphistes, qui se sont installés, au fil des ans, dans les appartements désaffectés. Rien à voir avec ces luxueux ateliers, à haut plafond et verrières que l'on connaît ailleurs. On est ici dans le Berlin des niches, où, sous le régime communiste, la convivialité a servi d'antidote au mur.

Il y a trois ans, Bernhard Leve, le cheveu roux et dru, la barbe généreuse, y avait planté son chevalet, sans rien demander à personne. Le loyer, quasiment gratuit, lui permettait de travailler à son rythme, sans soucis d'argent. Il était toujours possible de vendre quelques tableaux à des amis, d'accrocher une toile dans une des galeries d'Etat ou d'obtenir une commande. « La pression n'existait pas », dit Bernhard. On avait le temps.

Depuis l'ouverture du mur, Bernhard peut en principe montrer son travail à l'extérieur sans passer par les voies officielles et prendre connaissance de ce qui se fait ailleurs. Non sans réticences, cependant. « A l'Ouest, tous les élèves d'une école d'art savent immédiatement ce qu'ils doivent faire pour se situer dans le contexte du marché », remarque Bernhard. A l'Est, on a vécu différemment. Ce n'est pas sans importance. Nos motivations sont différentes. Le mur est encore dans les têtes. » Dans l'immédiat, les artistes se

Musées en fusion

Les collections des musées de Berlin étaient restées sur place pendant la guerre, les nazis s'opposant à leur évacuation pour des raisons de prestige. Devant l'avance des Soviétiques, les principales pièces avaient été in extremis transportées vers la Saxe et la Thuringe, où elles étaient tombées entre les mains des Américains et transportées à Wiesbaden.

Tout ce qui était resté à Berlin avait été emporté par les Soviétiques à Leningrad ou à Moscou. Après bien des vicissitudes, l'essentiel avait été rapatrié à Berlin vers la fin des années 50, mais divisé entre les deux parties de la ville.

Les collections de la partie occidentale avaient été confiées à une fondation spécialement créée, en 1957 : la Fondation pour les possessions culturelles prussiennes (Preussischer Kulturbesitz), dont le siège était à Berlin-Ouest. Unique institution culturelle à ne pas être rattachée à un Land, son budget est assuré à 75 % par le gouvernement fédéral et le

reste par les Länder. La fondation gère quatorze musées, à Berlin-Ouest. Ceux-ci ont presque tous leurs homologues à l'Est, notamment ceux de l'île des musées, où se trouve le célèbre Pergamon et l'ancienne Galerie nationale. Elle a également sous sa garde une partie des collections de l'ancienne Bibliothèque nationale.

La plupart des collections avaient été séparées arbitrairement. Dès que l'unification s'est précisée, les dirigeants de la fondation se sont mis d'accord avec leurs confrères des musées de l'Est pour les réunir le plus vite possible. Cette réunion va se faire sous l'égide de la Preussischer Kulturbesitz, où doivent figurer les nouveaux Länder recréés en RDA.

Par la même occasion, il a été convenu que le patrimoine prussien, qui se trouve encore en dehors de Berlin, y serait rapporté. Les archives secrètes d'Etat, notamment, entreposées à Potsdam et Merseburg. Mais aussi quarante-cinq mille objets d'art populaire entassés, sans aucune précaution, dans des caisses à Leipzig, après leur restitution par les Soviétiques, en 1978.

Il ne peut être question de déménager les collections du Musée Pergamon. Les archéologues se sont donc mis d'accord pour que toutes

les collections d'antiquités, existant dans d'autres cités, soient regroupées dans le prestigieux établissement à l'Est. Il est également logique de regrouper sur le site de Dahlem, à Berlin-Ouest, tout ce qui touche aux arts populaires. En revanche, les discussions sont plus serrées pour la répartition des collections d'art européen. Elles doivent être réparties entre l'île aux musées et le Nouveau Forum de la culture de Berlin-Ouest.

La restauration et la modernisation des établissements de l'île aux musées coûteront à eux seuls de 1,2 à 1,5 milliard de deutschemarks, estime le directeur général de la Fondation du patrimoine culturel prussien. Les travaux à prévoir sur le site de Dahlem sont estimés à environ 300 millions. A titre de comparaison, dans ce domaine, les investissements du gouvernement fédéral s'élevaient, ces dernières années, à 30 millions de deutschemarks par an.

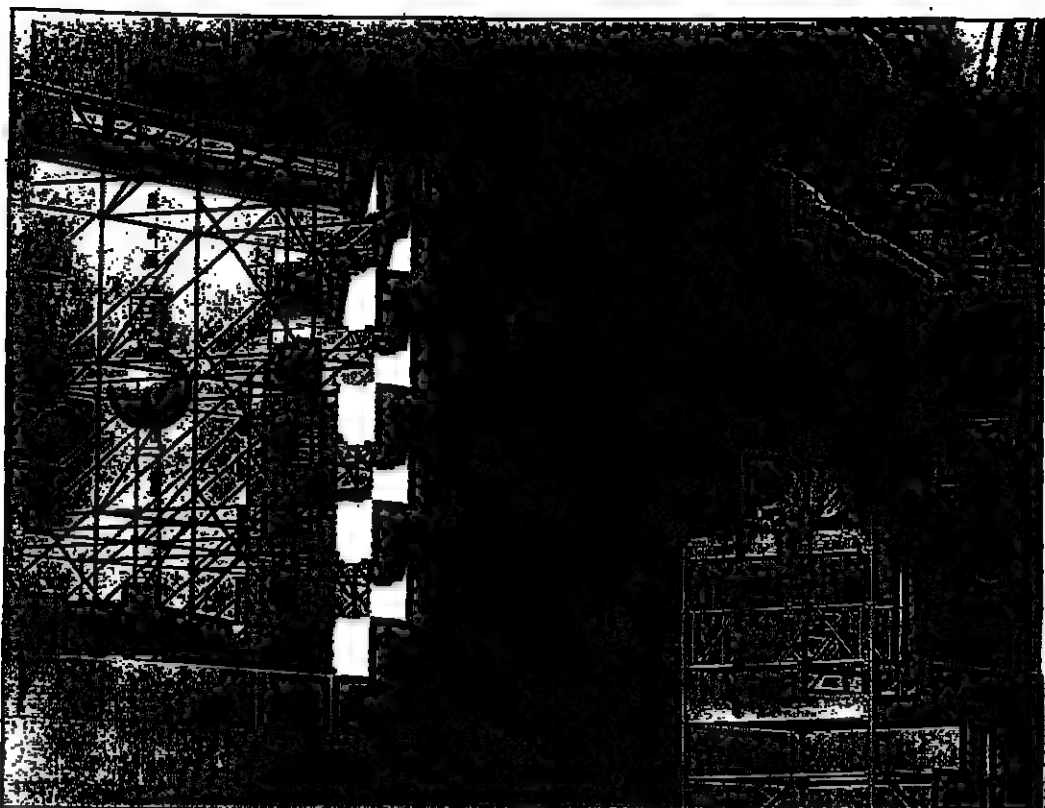
Le même problème se pose pour le siège de l'ancienne Bibliothèque nationale, avenue Unter den Linden, qui devrait redevenir avec huit millions d'ouvrages la plus grande bibliothèque allemande.

سكزا بن زلاهد

BERLIN, VILLE OUVERTE

A UNE « SÉLECTION NATURELLE » ?

réduite aux acquêts



C'était la fête, le 21 juillet, sur la Postdamerplatz. Avec le show d'un ancien Pink Floyd, finissait le cauchemar. Déjà capable de rire de son passé, Berlin faisait construire un mur blanc sur l'ancienne ligne de démarcation. Un mur éphémère. Transparent.

des raisons purement économiques», a-t-il déclaré dans un entretien au quotidien est-allemand *Neues Deutschland*. A l'Ouest, selon la responsable administrative de l'un d'eux, les grands établissements culturels sont subventionnés à 85 % de leur budget. La situation n'est guère différente à l'Est, où il faudra, en outre, prévoir d'importants investissements pour leur modernisation.

La ville, qui aura cinq millions d'habitants en 1995, devrait a priori pouvoir garder ses trois opéras et ses théâtres, affirme M^{me} Anke Martiny, sénateur chargé de la culture à Berlin-Ouest. Mais les pro-

blèmes ne se résoudront pas d'un coup de baguette magique. M^{me} Martiny redoute les effets d'une réunification mal menée. Elle tente d'obtenir, des autorités de la RDA, une réduction des dépenses « pléthoriques » des établissements dont ils sont responsables, notamment en matière de personnel. Histoire de ne pas trop alourdir la facture après la réunification.

Le coût de celle-ci fait d'ailleurs l'objet de négociations avec Bonn. Le démantèlement du mur, les travaux d'infrastructure et la réfection des immeubles, à Berlin-Est, vont grever les budgets pour un bon moment. Bonn, qui a déjà annoncé la suppression d'un certain nombre de subventions liées à l'enclavement de la ville, se fait tirer l'oreille pour accorder des rallonges. « Berlin deviendra-t-elle la capitale de l'Allemagne unie ? demande M^{me} Anke Martiny. Si la réponse est négative, on ne voit pas comment on s'en sortira. »

VERS UNE HÉGÉMONIE CULTURELLE

Accapés par les problèmes quotidiens de la réunification, les divers responsables n'ont guère eu le temps de songer aux moyens nécessaires pour promouvoir leur ville au rang de métropole culturelle. M^{me} Irana Rusta, chargée de la culture à la mairie de Berlin-Est, compte sur la densité de son réseau associatif, sur la qualité des institutions culturelles implantées dans tous les quartiers et sur la présence de nombreux artistes : « La moitié de tous les créateurs de la RDA vit à Berlin-Est, souligne-t-elle, l'identité de cette ville repose sur la culture. C'est aussi, aujourd'hui, sa seule force d'intégration. Après quarante ans de séparation, il faut jouer sur les différences pour les rendre productives. »

Capitale ou non, les chances pour Berlin de retrouver une place éminente en Europe ne manquent pas. « L'équilibre du centre de l'Europe a changé. Berlin a de toute façon un nouveau poids, estime le professeur Wolf-Dieter Dube, responsable des Prussien Kulturbesitz. Berlin est de nouveau la première étape vers l'Est. Entre cette ville et Moscou, il n'y a pas d'autre grande bibliothèque, pas de centre intellectuel de dimension européenne. » L'installation de la capi-

tale de l'Allemagne réunifiée à Berlin résoudrait bien des problèmes, pense le professeur : « Le pouvoir attire l'argent et a besoin d'une vitrine. A Paris, le nouvel Opéra, la Pyramide du Louvre sont des « placements » politiques avant d'être des investissements culturels. » Mais un véritable développement ne peut s'effectuer en circuit fermé. L'avenir de Berlin, si elle acquiert le statut de capitale, « dépendra aussi des gens qui s'y installeront dans les prochaines années ».

L'argent arrive. Pas aussi vite peut-être que certains le souhaiteraient. Mercedes Benz, après bien des discussions au sein de la coalition des sociaux-démocrates et des alternatifs qui dirige le Sénat de Berlin-Ouest, vient de recevoir le feu vert pour installer, Potsdamerplatz, une nouvelle filiale, spécialisée dans les services sur un terrain de 60 000 mètres carrés. Rowolt, fleuron de l'édition littéraire ouest-allemande, débarque l'année prochaine. Les médias renforcent leur présence, suscitant un boom sur le marché immobilier, dont les prix montent en flèche.

Tout le monde n'apprécie pas ces bouleversements. Certains adeptes du « Berlin dans ses murs », plient bagages. Les sculpteurs américains Nancy et Edward Kienholz fuient déjà la mégapole future. Mais d'autres, arrivés, fascinés par cette ville au double visage, dont les deux moitiés doivent s'habituer à vivre ensemble. La ville sera officiellement réunifiée à la fin de l'année. Mais pour un bout de temps encore, deux mondes cohabitent : d'un côté, le luxe tapageur ; de l'autre, le charme de rues vieillottes et délabrées. On apprend à se connaître, on s'échange expositions, spectacles. L'Académie des arts de la RDA, qui vient de porter à sa tête le dramaturge Heiner Müller, tisse des liens avec l'Académie de Berlin-Ouest. Des personnalités de l'Ouest, aussi incontestables que Pina Bausch ou Wim Wenders, y ont été élus.

Passée l'euphorie de la découverte, il faudra dès lors s'habituer à la concurrence. Voir arriver sur le marché de l'Ouest ses artistes de l'Est (metteurs en scène, techniciens de cinéma et de télévision), dont la formation bénéficie d'une solide réputation. De ces confrontations et éventuellement de ces conflits, naîtra la nouvelle Berlin ?

DE L'ART N'A PAS LA COTE

rue Oderberger

trouvent confrontés à des préoccupations plus terre à terre : hausse des loyers et du coût de la vie, hostilité feutrée à l'égard des intellectuels, accusés d'avoir été les privilégiés du régime communiste. « Beaucoup de choses sont en miettes. »

De fait, aucun artiste de l'Est, sauf les grands noms, ne sait plus guère aujourd'hui quelle est sa cote. Le « sauve-qui-peut » est général. Attaqués pour leur attitude passée par médias interposés, les célébrités règlent leur comptes. D'autres essayent de couvrir leur retraite en décrochant des garanties financières et politiques et le maintien de possibilité de travail pour tous.

Sous le label « Pour une union culturelle », plusieurs regroupements d'artistes ont tenté, le 17 juillet dernier, d'organiser un grand meeting dans le quartier Nikolai de Berlin-Est, non loin du ministère de la culture. Leurs mots d'ordre : prise en compte de la culture dans le deuxième traité d'Etat, actuellement discuté par les deux gouvernements allemands pour sceller la réunification, maintien des institutions culturelles, locaux à prix modérés, poursuite d'une politique de subventions active. « Il s'agit, estime Hans Peter Egli, secrétaire général de la Fédération des associations d'artistes du spectacle, de faire en sorte que le passage à l'économie de marché se fasse de manière supportable et d'obtenir une sorte de charte sociale pour que l'on puisse créer librement, sans avoir à se demander comment on va acheter, demain, son pain. »

DE L'ARGENT OU DES PROJETS ?

Mais aucune personnalité marquante de la vie culturelle est-allemande n'a assisté à la manifestation. Les gens ont d'autres soucis en tête. Notamment celui de s'adapter à la nouvelle société.

Co-organisateur de la manifestation du 17 juillet, Egli est musicologue, employé de l'Union du jazz. Fin août, il sera au chômage. Dans les circonstances actuelles, il a bien peu de chance, de retrouver un poste. « Beaucoup ont monté leur propre agence, affirme-t-il. Il y en a trop maintenant. Alors quoi faire ? Apprendre un autre métier ? »

« Tout le monde pleure pour avoir de l'argent, il faudrait peut-être commencer par avoir des projets, »

desiderées », s'indignait un professeur de musique de Berlin-Ouest. La tentation est forte, chez les politiques, d'aider, ne serait-ce que pour l'exemple, les projets qui sortent du cadre de l'ancien système. Les responsables de la culture du gouvernement et de la ville de Berlin-Est encouragent ainsi toute une série de projets qui utilisent d'anciens bâtiments désaffectés. Un groupe a occupé, en avril dernier, un cinéma à moitié démolé, au bord de la Friedrichsstrasse, au cœur de la ville, pour en faire un centre de rencontres culturelles, avec salle de projection, ateliers, etc. Une trentaine de personnes s'y activent pour tenter de rafistoler les lieux en attendant des sponsors. On trouve là des vétérans des squats de Berlin-Ouest, et même un Australien, égaré de Los Angeles.

Un autre projet du même ordre, dans une ancienne brasserie, attend le feu vert de la ville pour contraindre l'actuel occupant des lieux (un négociant de meubles) à déguerpir.

Christoph Tannert, plasticien, critique d'art, est l'une des têtes de Turc de l'ancien régime, co-organisateur de l'exposition des artistes indépendants est-allemands à la grande halle de La Villette, en janvier dernier. Avec trois de ses confrères, Tannert a monté la première galerie indépendante professionnelle de peintures. Il dit que l'avenir des artistes est-allemands est sombre : « L'art de la RDA se replie. Les artistes est-allemands ne sont pas prêts à accepter les règles internationales. Leur attitude est frileuse, autodestructrice. Ils refusent la nouvelle situation. Peu de jeunes s'intéressent aux nouvelles tendances. Personne ne dit : je vais aller étudier la vidéo, me battre pour obtenir une bourse. La plupart sont tristes et se sentent frustrés. » Il y a pourtant des ténéraires. Dans son atelier de la rue Oderberger, qui s'ouvre sur la rue, Wolfgang Krause vit depuis ces derniers mois dans la hantise permanente des groupes de skinheads qui hantent le quartier. Pour lui, l'ouverture du mur a tout changé. Après quinze années passées à Dresde et à Berlin-Est, il pense désormais à sculpter et à peindre à une tout autre échelle : « Finies les œuvres traditionnelles, clame-t-il. Je suis tellement content et soulagé que tout cela soit passé. Pour moi, le retour en arrière est impossible. »

Dossier établi par : HENRI DE BRESSON



Studios en péril

Le cinéma est-allemand a surtout fait parler de lui, ces dernières années, grâce à ses metteurs en scène de documentaires. Dans les dernières années du régime, en dépit de la censure, ils avaient permis de donner une image de la réalité sociale en RDA. Aujourd'hui, tout le monde s'intéresse sur l'avenir de l'énorme machine, constituée au fil des ans par les autorités pour alimenter de ses propres productions les programmes de cinéma et de télévision.

La, comme ailleurs, dégraisage, réduction massive d'emplois et chute d'activités sont à l'ordre du jour. La DEFA (1), qui cofinait la production et la distribution, pour le cinéma comme pour la télévision, est en pleine restructuration. Les heures de tournage se sont raréfiées. Les contrats passés autrefois par les chaînes télévisées et les entreprises ont été, pour la plupart, annulés. On se contente de terminer les derniers projets engagés. L'avenir de l'entreprise, dans l'Allemagne réunifiée, est pour le moins problématique.

Le ministère de la culture est-allemand essaie de sauver ce qui peut l'être. Mais l'appétit des multinationales occidentales de la production, attirées par les dépouilles de l'empire, est grand. Ces dépouilles ne sont pas négligeables. En particulier, les immenses studios de Babelsberg, le Hollywood est-allemand, sur le territoire de Potsdam : 38 hectares, 2 200 employés, d'immenses halls de production et une collection de costumes uniques au monde. Le tout, néanmoins, dans un état de fonctionnement qui est loin de correspondre aux standards occidentaux. Quant aux archives cinématographiques de Berlin-Est, qui remontent au début du cinéma, elles pourraient être confiées à une fondation.

Les responsables de l'Union du cinéma, notamment les réalisateurs Elka Misselwitz et Rolf Richter, élus en février dernier, espèrent éviter un démantèlement trop radical de la DEFA. Ils ont fait appel à leurs collègues ouest-allemands pour tenter de trouver des solutions. Ils ont même l'intention d'aller plaider leur dossier à Bruxelles et, pourquoi pas, à Paris, auprès de Jack Lang. Ils ont d'ores et déjà suggéré la création d'un Institut allemand du cinéma qui pourrait prendre en charge les studios, les installations de production et les archives de la DEFA.

(1) Deutsche Film Ag = société allemande par actions.

كتاب من الأمل

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Mercredi 1^{er} août

Couperin
Leçons de ténérailles
Mozart
Monique Zanetti,
Agnès Mellon (soprano),
Kacô Uemura (viola de
gambes),
Christophe Rousset (orgue).

Deux enregistrements ont popularisé les Leçons de ténérailles de Couperin, ceux de François Couperin, ceux d'Hugues Cuénod (le disque fétiche de Stravinsky) et de Janine Collard. Tous deux sont supprimés des catalogues. C'est sans doute dommage, car aucun des interprètes qui les ont suivis n'aura su aussi bien qu'eux en exprimer la beauté plastique d'une ligne vocale en apesanteur. Ce soir, peut-être...

Jeudi 2

Schubert
Quatuor à cordes n° 12
« Quartettsatz »
Quatuor Rosamonde.

Dvorak
Quatuor n° 12 op. 96
« American »
Quatuor Vitti.

Le Quatuor Vitti s'était fait connaître. Il y a cinq ans, en publiant chez Erato un disque consacré à Mendelssohn. Quelques problèmes d'ensemble, d'infimes écarts de justesse n'empêchaient pas leur jeu de s'épanouir dans une musicalité chaleureuse. Le concert s'achève sur le Quatuor « américain » de Dvorak, une œuvre plus vigoureuse et joyeuse que le sombre Quartettsatz de Schubert. Les auditeurs partiront le cœur léger.

Dimanche 5

Gounod
Libert
Ravel
Roussel
Reinold
Alfred
Nicolas Rivenc (baryton),
Bruno Gussert (piano).

Nicolas Rivenc est à l'aise dans le répertoire baroque, comme dans le répertoire romantique, dans l'opéra comme dans la mélodie. Il le prouve cette fois encore en consacrant sa soirée à des mélodies françaises connues et inconnues. Maisonne-Lefèvre, Châtelet, 17 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.

Mozart

Quatuor à cordes KV 458
« La Chasse »

Schubert
Quatuor Rosamonde

Wabern
Quatuor à cordes op. 28
Quatuor Ysaye.

Retrouvailles avec le Quatuor Ysaye, dans la belle acoustique de l'Orangerie du château de Sceaux. Leur programme est exigeant, à la mesure de l'ambition musicale du quatuor français le plus en vue.

Lundi 6

Francis
Prélude, fugue et variation
Fantaisie en la majeur
Deuxième concert en sol mineur

Bach
Prélude BWV 523
Fugue BWV 534
Bernard Foccroulle (orgue).

Avant de prendre ses fonctions de directeur du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, Bernard Foccroulle visite une fois encore Paris et l'une de ses plus belles tribunes d'orgue. Il jouera Francis et Bach, dans la fraîche pénombre de l'une des plus anciennes églises de Paris.

Mardi 7

Brahms
Quatuor pour piano et cordes n° 3

Schubert
Quintette pour piano et cordes « La Truite »

Jacques Cazauran (contrebasse),
Quatuor Kandinsky.

« Un régal ? Non merci ! Je préfère donner un concert de musique de chambre », ainsi s'est exprimé Claire Désert lorsque le directeur artistique du Festival d'été de Paris lui a lancé son invitation. Les choix de cette jeune pianiste sont nets, comme son jeu est limpide. Ils témoignent aussi du changement de mentalité qui est en train de gagner les jeunes musiciens français, plus soucieux que jamais d'être à l'écoute des autres. Avec Philippe Aïche (violin), Nicolas Bône (alto) et Nadine Pierre (violoncelle), ses amis du Quatuor Kandinsky, Désert joue le troisième et dernier quatuor pour piano et trio à cordes de Brahms. Le contrebasiste



RÉGIONS

Montpellier

Bach
Partita pour violon en mi majeur, transcription de Bachmann

Scriabine
Préludes pour piano op. 11
Études op. 8

Balakirev
Islemy

Prokofiev
Quatre pièces pour piano op. 4
Sonate pour piano n° 7
Frédéric Chiu (piano).

Arrivé en France, il y a deux ans, Frédéric Chiu n'a pas tardé à se faire un petit nom dans le monde du piano.

Répertoire étendu, fantaisie débridée, désinvolte et dandy, sérieux de l'approche musicale, il serait le prototype du pianiste des années 90. Ni rive à la lettre du texte comme ceux des années 70, ni excentrique comme certains « virtuoses » d'aujourd'hui.

Le 1. Corum, salle Pasteur, 19 heures. Tél. : 67-60-43-08, 60 F.

Nice

Mahler
Kindertotenlieder

Bruckner
Symphonie n° 4
Christa Ludwig (mezzo-soprano),
Gustav Mahler Jugendorchester,
Claudio Abbado (direction).

Le Gustav Mahler Jugendorchester et Claudio Abbado sont les invités de l'Académie d'été de Nice, une sorte de super-conservatoire dont le succès va grandissant. Un concert prestigieux qui vaut plus encore pour l'art magistral de Christa Ludwig que pour les œuvres jouées. Les Kinder totenlieder, de Mahler, la Quatrième Symphonie, de Bruckner, nous aurons encore de multiples occasions de les entendre. Pas Christa Ludwig dont les débuts remontent à 1946.

Le 2. Acropolis, 21 h 30. Tél. : 83-82-84-80. De 100 F à 200 F.

Le 4 août à 21 h 30, au théâtre antique d'Orange (concert reporté au 5 août en cas de mauvais temps).

Saint-Bertrand-de-Comminges

Titelov
Concerto alme sidarum, trois versets

Berger
Concerto alme sidarum, six versets

Robert Day
Fugue douzième

Une des œuvres pour piano de Ravel les plus sereines, l'une des rares qui puissent, sans rien perdre de sa beauté, passer du piano aux seuls instruments à vent du Quintette Moragues. La transcription n'est pas de Ravel, bien sûr, mais de David Walther, le hautboïste du quintette. Un excellent arrangeur à qui l'on doit déjà

Frederic

Canzone dopo l'epistola

Bach
Fugue n° 1 du 2^e livre du clavier bien tempéré BWV 878
Partita sur « Sei poquesset »,
Jesu Christ « BWV 768 »
Prélude et fugue BWV 544

Böhlly
Fugue en ré majeur
Fugue à trois voix
Michel Chapuis (orgue).

On n'accusera pas Michel Chapuis de charmer son public ! Son programme de récital est, en effet, austère et de grande tenue. Il prouve la mobilité technique et psychologique d'un organisme qui voyage insensiblement à travers trois siècles de musique.

Le 6. Cathédrale Saint-Bertrand-de-Comminges, 21 h 30. Tél. : 61-88-32-00. De 40 F à 100 F.

Saint-Céré

Beethoven
Ouvre pour vents, transcription

Villa-Lobes
Quintette pour instruments à vent « en forme de chœurs »

Barber
Summer Music op. 31

Ravel
Le Tombeau de Couperin, transcription
Quintette Moragues.

Avec son articulation nette, son classicisme retrouvé, le Tombeau de Couperin est

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à partir de 21 h 30.

Clarinetiste, saxophoniste, compositeur, Louis Sclavis fait exactement la carrière qu'il faut : sans compromis, sans malédiction, sans l'émiettement, librement. Il est à lui seul la preuve d'une idée du musicien d'aujourd'hui : séduction, intelligence et humour, bien sûr, mais surtout une aisance de ton qui s'affirme dans la technique comme dans son oubli. Il joue le 2 août avec son Festival de La Seyne-sur-Mer à

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (dans le supplément Arts-spectacles, soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles).

Rodolphe Bressin

Un maître de l'eau-forte, rêveur et visionnaire, ignoré de ses contemporains, ce qui d'ailleurs le faisait parfaitement indifférent. Une soixantaine de planches parmi les cent cinquante qu'il a laissées composent l'exposition-dossier proposée par le Musée d'Orsay.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermée le lundi. Jusqu'au 7 octobre, 27 F.

André Kertész

En deux cents clichés et documents provenant des archives de la donation, pour la plupart inédits, l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936. On le prometteur Kertész photographia les scènes de rue, les cafés, les jardins, réalise de nombreux portraits d'artistes.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-52. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 20 août, 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

Choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations

et des environnements de Carl André, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-52. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre, 22 F.

Andy Warhol

Un substantiel complément à la rétrospective du Centre Pompidou. Y sont proposés les dessins, portraits, illustrations de livres et publicités de la première carrière de Warhol, les estampes, des films et des photos évoquant le Velvet Underground.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 septembre, 35 F.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 septembre.

RÉGIONS

Albi

Robert Combas

Robert Combas, l'un des héros, sinon le héros, de la peinture française des années 80, a été invité quelque temps à Albi, chez Lautrec. Ce qu'il a tiré de cette rencontre ? Des tableaux bien sûr, beaucoup de tableaux juteux, que les prud'hommes d'aujourd'hui qualifieraient d'obscènes et scandaleux, comme ceux d'hier devant les grands écuries du comte Henri.

Musée Toulouse-Lautrec, 81003. Tél. : 63-54-14-09. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Angers

Bernard Moninot

Un dessinateur raffiné, qui travaille sur le noir, le blanc, la transparence et les reflets, et qui aime fixer sur verre ses puissantes de graphites et ses lavés d'encre de Chine, rouges à rayons, ondes, spirales, et autres constructions spatiales autrement plus complexes que les vitrines et les serres de ses débuts, il y a vingt ans.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49100. Tél. : 41-85-64-65. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 septembre, 5 F.

Arlès

Aleksinsky

Lorsqu'un peintre du Nord émigre vers le Sud, c'est pas forcément pour brasser la couleur du ciel. A preuve Aleksinsky, qui, lors de ses séjours artistiques, s'est employé à relever à même la rue les plaques d'égout, ces autres bouches du Rhône. Pour avoir un aperçu complet des allées et venues de l'artiste dans le Midi, il faut d'Arles, ou d'ailleurs, faire un saut à Albi, où le Musée de l'Édition Pierre-André Benoit présente les fruits de sa collaboration avec le peintre.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-45-37-58. Jusqu'au 30 septembre.

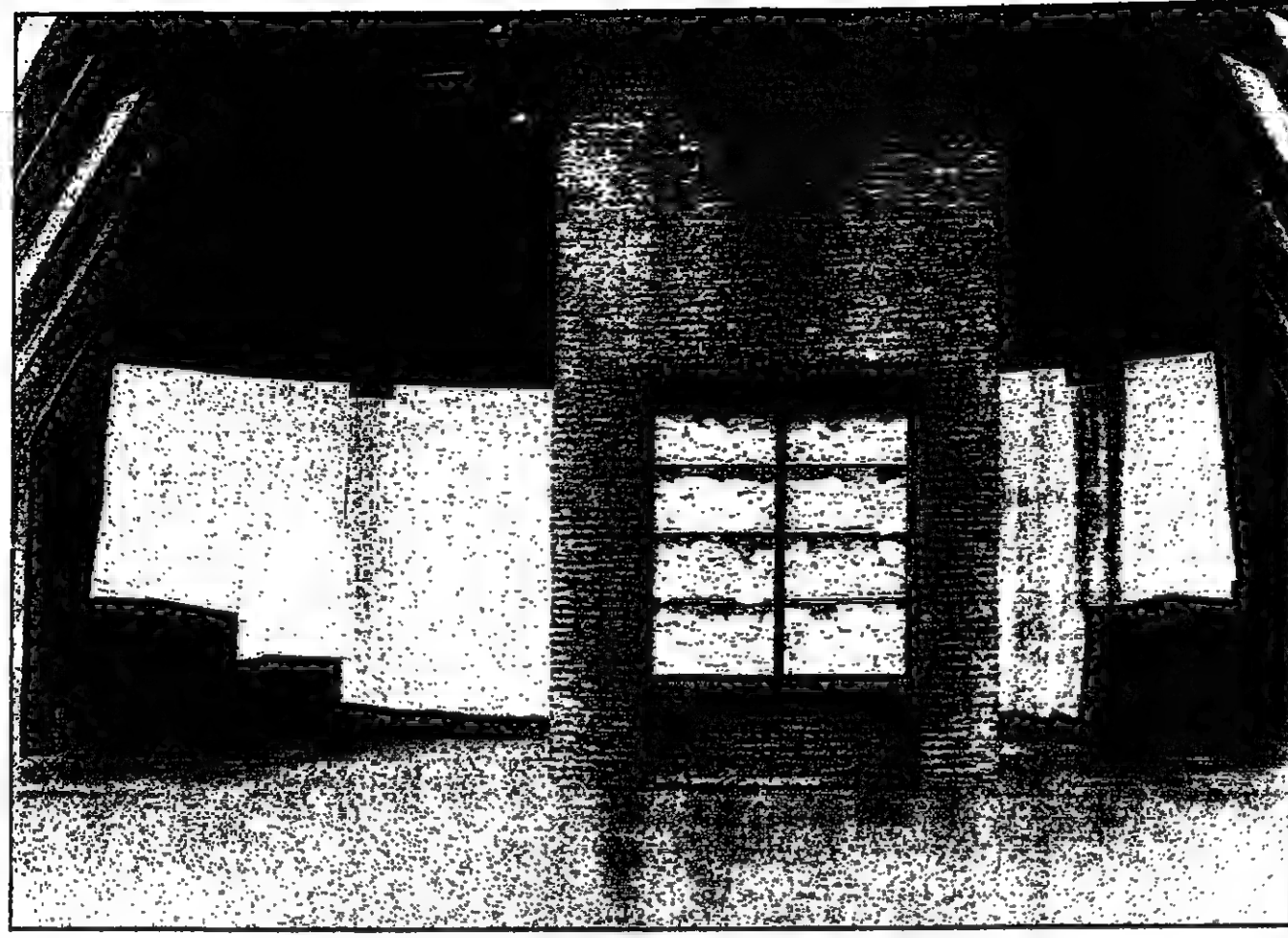
Raymond Depardon

Seul, en camping-car, Raymond Depardon a parcouru 15 000 kilomètres, qui l'ont mené à Berlin, Prague, Bucarest. Son reportage est un des points forts des Rencontres. Espace des Arènes, 28, rond-point des Arènes, 13200. Tél. : 90-56-76-06. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 août, 20 F.

Biron

Henri Laurens

On la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture claire qui a mûri au fil des décennies, gagnée en souplesse, en rondeurs suggérées par le corps de la femme, mais non perdue de sa



Non, cette photo de draps étendus dans un vieux grenier n'est pas tirée d'un film. C'est une vue de la pièce maîtresse de l'exposition Boltanski-Messager au château de Rochechouart. Un environnement troublant, secret, chargé d'images rituelles, que l'on traverse en frôlant les tissus blancs.

rigueur. Une rigueur tout droit venue du temps du cubisme, dont Henri Laurens fut l'un des plus dignes représentants. Une importante rétrospective.

Château de Biron, 24540. Tél. : 53-22-82-01. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 septembre, 22 F.

Caen

Les vanités dans la peinture au 17^e siècle

Au Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref, s'occuper d'icologie, par exemple de l'allégorie de la charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre, 6 F.

Céret

Joan Brossa

La Musée d'art moderne de Céret et le Musée de Collioure ont pris l'habitude de coproduire une exposition d'été. Elle est consacrée cette fois à l'œuvre de l'Espagnol Joan Brossa, dont les activités multiples de poète, dramaturge et artiste conceptuel sont mal connues en France.

Musée d'art moderne de Céret, 4, rue Joseph-Parayre, 66400. Tél. : 66-87-27-76. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Colmar

Collages, collections des musées de province

Une bonne idée du Musée d'Unterlinden, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province, et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins, depuis les papiers collés des cubistes jusqu'aux œuvres des artistes d'arte povera.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre, 22 F.

Fécamp

Georges Braque

Une importante rétrospective de l'œuvre gravé en cent soixante pièces. On voit que le matériau dicte la forme à l'artiste, qui n'est plus peintre lorsqu'il manipule encres, planches et acides.

Centre culturel du palais Bénédicte, 110, rue Alexandre-le-Grand, 76400. Tél. : 35-28-00-06. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre.

Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz depuis 1963. Qui en a fait son cheval de bataille pour un art de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 50) et le lieu d'un « expressionnisme formel ».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

Lyon

Louise Bourgeois : rétrospective

Louise Bourgeois, qui est d'origine parisienne, vit à New-York depuis un demi-siècle. Elle y passe pour une des principales figures de la sculpture américaine de l'après-guerre. En France, elle est à peine connue. Le Musée d'art contemporain de Lyon se propose de combler cette lacune en accueillant une rétrospective de son œuvre qui circule en Europe.

Musée d'art contemporain, 18, rue Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-66. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 août.

Montauban

Gérard Titus-Carmel

Cent deux œuvres tirées de plus de vingt séries, pour suivre le cheminement très personnel de l'artiste. Depuis les dessins minutieux de tissus noués autour de bâtons de 1975, jusqu'aux grandes peintures dégonflantes des intérieurs et des Extraits et Fragments des Saisons de 1988-1990.

Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82000. Tél. : 63-20-11-62. Tous les jours de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. A partir du 1^{er} septembre (il faut lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre, 12 F.

Moriac

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guillevin, Camus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres de peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs, dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000. Tél. : 86-88-66-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre, 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableaux d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, fascine : cadre, espace, motif, couleurs et coups de brosse. Et qui le dit à sa façon, très persuasive.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nîmes

Nicola de Maria

En une cinquantaine d'œuvres, l'itinéraire, depuis 1975, du plus peintre des peintres ayant appartenu à la *transavanguardia* italienne, bien connue depuis quelque temps. Et dont il s'est tout naturellement démarqué, préférant exacerber les couleurs et la lumière plutôt que les images.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foix, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

Orléans

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Orléans accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Barthelemy à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Orléans, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la

guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Orléans, 79100. Tél. : 49-98-57-42. Tous les jours de 10 heures à 19 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre, 10 F.

Rochechouart

Christian Boltanski, Annette Messager

Voir notre photo légende.

Musée départemental, Château, 87000. Tél. : 55-45-10-18. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. A partir du 1^{er} septembre (il faut lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre, 8 F.

Saint-Paul

Joan Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines ténébreuses et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans filer dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Strasbourg

Charles Flieger

On connaît encore mal l'œuvre de ce symboliste épris d'absolu, qui fut l'un des voisins de palier de Gauguin au Pouldu, peignant avec conviction des scènes religieuses dans des paysages bretons, opta pour le classicisme, s'enferma, après 1900, dans la solitude et le mysticisme.

Musée d'art moderne, ancienne boucherie, 5, place du Château, 67000. Tél. : 88-32-49-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Toulouse

Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou losangiques, peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres, dessinés à l'emporte-pièce, caustiques enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des Degas dans la maison Teller.

Centre d'art contemporain du château de Tautou, 83430. Tél. : 66-76-76-35. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre, 10 F.

Troyes

Sculpture contemporaine espagnole

Gonzales, Picasso, Chillida, Gargallo, Miró, Oteiza. Soit le noyau classique-moderne de la sculpture espagnole contemporaine, que la région de Champagne-Ardenne a entrepris d'exposer et de présenter à Troyes (Musée d'art moderne, Cadran solaire et Passages), à Reims (Palais du Jeu et FRAC), à Val-de-Vieille (Centre SICA), à Charleville-Mézières (Musée Rimbaud).

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Vimoutiers

Chasseur de vérité, guetteur de vie

Le voyageur en pays d'Auge est invité à passer par le prieuré Saint-Michel de Crouettes. Un bel endroit où, autour d'une citation de Rodin, sont réunies des sculptures de Nicolas Alquin, Peter Briggs, James Brown, Eugène Dodeigne, Bernard Pages et Irigard Sige.

Prieuré Saint-Michel, Crouettes, 61120. Tél. : 33-35-15-15. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breuerette, Sélection « Photo » : Patrick Koeglers

Galerie Art 4
César
à la Défense
16 PLACE DE LA DÉFENSE, LA DÉFENSE 4
93 000 15 96

NON, LES FILMS NE SONT PAS VIEUX !

Après le succès de nos deux précédents festivals d'été, «Le 70 mm de Ben-Hur à E.T.» et «Quinze ans d'aventure, d'action et de science-fiction», nous nous sentons un peu tristes. Parce qu'ils n'étaient pas les seuls «grand spectacle», presque jamais en Dolby, souvent en noir et blanc, nous n'avons jamais osé vous montrer tous les films que nous rêvions de voir sur l'écran du Max. Cette fois, s'est fait : une vraie bouillie de cinéma, presque une cinémathèque idéale où se côtoient Coppola et Renoir, Jarmusch et Lubitch, un bonheur !

Truffaut choisit remarquer que nous disions facilement : «J'ai été voir un vieux film d' Hitchcock, un vieux Lubitch ou bien encore un vieux Capra» alors que personne n'oserait cette formule : «J'ai relu un vieux livre de Victor Hugo ou de Flaubert».

Les films vieillissent-ils plus vite que les livres ?

Nous espérons qu'en les montrant comme ils étaient projetés le jour de leur sortie, c'est-à-dire dans une grande salle et sur un écran immense, ce qui peut-être vous surprendra c'est précisément leur incroyable jeunesse.

LE MAX LINDER PANORAMA FAIT SA CINEMATHEQUE

100 films réunis sur écran géant, en V.O. et en THX sound, du 25 juillet au 4 septembre.

MAX LINDER PANORAMA
CHAPLIN, ANTONIONI, MESSIAN, POLANSKI, GANCE, BERGMAN, KUROSAWA
PROGRAMME : 48.24.88.88
24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. : prix moyens de repas - J.-L. H. : ouvert jusqu'à 2 heures

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES
16, rue Coquillière, 1^{er} 43-36-74-24
DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, fœte gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

ARTOIS ISIDORE F/sem. midi et dim. 13, rue d'Artois, 8^e 42-25-01-10
CUISINE TRADITIONNELLE : POISSONS, coquille St-Jacques, CONFIT, magret, FOU GRAS FRAIS de canard, GIBIER en saison. Bar. 250 F. OUVERT LE SAM. SOIR.

RIVE GAUCHE
RESTAURANT THOUIMIEUX 47-05-49-75
Spécialité de coq au vin et de canard au coulis de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.

RIVE DROITE

سكزا عن زلازل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

CULTURE

Les réactions après la mort de Michel Guy

Une conversation de seize ans

La mort de Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat à la culture, directeur du Festival d'automne, a provoqué de nombreuses réactions. C'est dans la plus stricte intimité qu'il doit être incinéré. Une messe réunira ses amis au mois de septembre.

par Jérôme Clément

Michel Guy n'est plus. Vendredi dernier, je lui rendis une dernière visite. Il me reçut dans sa chambre, altéré, très affaibli. Autour de lui, des tableaux de Bram Van Velde, des sculptures de ses journaux, des objets familiers, des journaux, le téléphone. Je pressentais que c'était notre dernière rencontre.

Pendant une heure, malgré la fatigue, nous avons poursuivi une conversation entamée il y a seize ans : les spectacles d'Avignon, d'où je revenais, l'exposition consacrée à René Char à laquelle il tenait beaucoup et qu'il espérait pouvoir visiter dans quelques semaines. Curieux de tout, comme à l'habitude, il m'interrogeait sur mes rencontres à Avignon et à Aix, sur la fête, ses difficultés, ses succès et me demandait ce qu'il pouvait faire. Je lui répondais que nous avions toujours besoin de lui, de ses conseils, de ses interventions.

Dans un souffle, il m'interrogea : « Croyez-vous que je sois encore utile ? » Je lui serrais la main aussi affectueusement, aussi fort que je le pouvais, en lui redonnant le pas de la porte, très long, tendre et déjà lointain, un signe de la main. Je restais, indécis, hésitant à partir. Nous nous sommes quittés sur ce long échange muet. Comment exprimer tant de sentiments et de combats communs, tout ce que l'on ressent aux derniers instants, quand lui le sait, quand je le sais ?

Nous nous sommes connus quand il était ministre en 1974. Tout nous séparait. Il avait été nommé par Giscard d'Estaing, Chirac étant premier ministre. J'étais fonctionnaire, responsable du budget du ministère, et socialiste. Il le savait, cela l'amusait beaucoup. Et encore plus de me demander de lui expliquer les finances publiques, auxquelles il ne connaissait rien. Un feuille à la main sur un grand tableau, dans son bureau, je faisais de mon mieux.

Nous avons beaucoup ri. La situation était cocasse. Une amitié est née. Au-delà des clivages politiques, il y avait un regard commun sur les artistes, la création, la culture qui était sa vie, le sentiment qu'au-delà des enjeux politiques, la recherche du beau et de l'art transcende toutes les situations et que rien, au fond, n'a d'importance. Cette recherche d'humanité qui était notre sujet de conversation favori.

Jamais, depuis, nous ne nous sommes perdus de vue. Puissant ou déchu, ministre ou non, avec ou sans pouvoir. C'était un homme d'une extrême distinction, d'une courtoisie non affectée qui témoignait d'un profond respect de l'autre, d'une dignité admirable dont il a fait preuve en particulier

tous ces derniers mois, sans jamais parler de ses épreuves, avec courage, tenant pour négligeables les souffrances et la menace qui pesait sur lui.

Michel Guy était un homme d'une rare qualité. Sensible, intelligent, fin et d'une grande délicatesse. Son humour et son intelligence des situations lui avaient permis de prendre les distances nécessaires pour ne plus avoir d'autres ambitions que les seules qui comptent vraiment, les projets qui lui permettaient de réaliser ce, à quoi il tenait le plus : mettre en rapport les grands créateurs et le public.

Il tenait au Festival d'automne, sa création personnelle, et il y mettait une passion qui, en toute circonstance, faisait qu'on l'aidait toujours. D'autres que moi en parleront mieux.

Une télévision au service de la création

Il tenait à La SEPT dont il était, auprès de Georges Duby, le vice-président du conseil de surveillance, car il avait toute sa vie pensé que la télévision devait être au service de la création et de la culture et qu'il était impensable qu'un outil de cette nature puisse être utilisé à d'autres fins que celles définies autrefois par André Malraux : rendre accessibles au plus grand nombre les plus grandes œuvres de l'humanité.

Son combat militant pour cette cause fut sans faille et jusqu'à son dernier souffle, l'en témoigne, il se battit, téléphonant, écrivant, me relançant sans cesse pour savoir comment évoluaient les différents éléments de cette cause paradoxale, difficile, à laquelle il avait consacré tant d'énergie et de dévouement. Il était de tous les grands combats culturels.

Nous étions de bords différents sur le plan politique. Combien de fois en avons-nous parlé ! Et en même temps, jamais je n'ai senti autant l'artificialité des faux différends. Sa sincérité, son goût profond des artistes, sa curiosité et son immense culture ont fait de lui un homme qui restera présent parmi nous. Ministre, amateur d'art, de tous les arts, mais aussi, et surtout, ami fidèle et toujours attentif, disponible, humaniste au sens le plus noble du terme.

Vendredi dernier, je lui demandai pourquoi il n'écrivait pas et s'il ne pensait pas utile de raconter et de faire profiter les autres de ses expériences. « Je ne sais pas écrire et n'ai pas de talent », me répondit-il. Je lui précisai que son plus grand talent était de savoir révéler ceux des autres, et que peu d'hommes en étaient capables.

Ainsi restera-t-il dans ma mémoire. Modeste et immense. Parce que son vrai talent était de savoir dévoiler celui des autres, les comprendre et vouloir les faire aimer. Il y a réussi plus qu'aucun autre et je veux lui rendre cet hommage, pleurant avec sa mort la perte d'un ami et d'un homme que j'aimais.

► Jérôme Clément est président du directoire de La SEPT.

« M. Jack Lang : « J'apprends avec émotion la disparition de Michel Guy. Son action et son œuvre font corps avec la vie culturelle et artistique de ces trente dernières années. Par sa passion et sa combativité, il a contribué à donner pleinement droit de cité à l'art vivant dans notre société. Nos relations furent parfois tumultueuses. Elles n'ont jamais empêché l'admiration personnelle que je portais à son imagination constructive. Sa personnalité originale et forte marquera durablement de son empreinte les arts et la culture d'aujourd'hui. »

« M. Alain Crombecq (directeur du Festival d'Avignon) : « La [à Avignon], comme ailleurs, il a fait montre de l'ensemble des qualités qui demeurent dans toutes les mémoires et qui ont fait de lui un être d'exception : une extrême tolérance politique, une vraie liberté et une authentique générosité accompagnées d'une passion et d'une avance artistique, qui, jusqu'à sa dernière heure, ne lui ont jamais fait défaut. »

« M. Raymond Barre : « La mort de Michel Guy m'a tristesse profondément. Il a été mon collègue de gouvernement et j'ai pu apprécier les

qualités humaines de cet homme de culture et de goût. Il était un ami fidèle qu'aucun de ses amis n'oubliera. »

« M. Jacques Chirac : « Ce grand professionnel doué d'une culture incomparable (...) a profondément marqué la vie de notre capitale. Grâce à lui, les plus grands créateurs de notre temps ont présenté leurs œuvres à Paris. L'hommage que nous lui rendons aujourd'hui est la juste reconnaissance envers un homme qui a su si bien conjuguer une curiosité culturelle insatiable et sans exclusive avec le souci constant d'amener le plus grand nombre à la connaissance des arts. »

« M. Valéry Giscard d'Estaing : « Parmi les ministres de la culture libéraux, depuis André Malraux, Michel Guy mérite un hommage particulier. Il ressentait d'instinct la double mission de la culture : conserver les œuvres du passé et encourager la création artistique. De Michel Guy restera le souvenir d'un homme attaché à servir deux causes dont chaque Français rend compte ce sont les plus grandes : la culture et la liberté. »

Le Monde DES LIVRES

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F film à éviter ; M on peut voir ; N ne pas manquer ; C chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 1^{er} août

TF 1	
20.35	Téléfilm : Condorcet (3 ^e partie).
22.05	Feuilleton : Le gérard (3 ^e épisode).
23.30	Feuilleton : La rive de Caïn (3 ^e épisode).
0.25	Journal, Météo et Bourse.
A 2	
20.40	Carte blanche à Gérard Holtz. L'air du temps, avec Jack Lang. Variétés : Les Gipsy Kings, Dick Rivers, Les enfoirés, Bill Benter, Mori Kame, Francis Cabrel...
21.40	Magazine : Fruits de la passion. Les meilleurs moments.
23.30	Journal et Météo.
23.45	Magazine : Du côté de chez Fred. Teresa Berganza.
FR3	
20.35	Variétés : Palmiers de la chanson. Grand prix des accords de Fernandel.
21.50	Journal et Météo.
22.15	Concert : Duo Dizi Gillespie et Max Roach. Spectacle enregistré dans le cadre du Festival Barbeaux bleues en mars 1989, filmé par Frank Cassenti. Diffusé en simultané et en audio sur France-Inter.
23.05	Documentaire : Mémoire des siècles, mémoire des mots. D'Alain Jomy.
23.30	Documentaire : Histoire de l'art. 6. La porte de l'enfer, de Rodin.
23.45	Musique : Carnet de notes.

Consolation n° 3, de Liszt, par France Clidat, piano.	
CANAL PLUS	
20.30	Cinéma dans les salles.
21.00	Cinéma : Morts en eau trouble. Film américain de Matthew Chapman (1989).
22.30	Flash d'informations.
22.35	Cinéma : La femme de mes amours. Film franco-italien de Gianfranco Mingozzi (1988). Avec Philippe Noiret, Ornella Muti, Nicole Farron.
LA 5	
20.35	Téléfilm : Au-dessus de tout soupçon.
22.20	Série : Arabesque.
23.10	Une ballade dans le corps (rediff.).
0.00	Journal de minuit.
LA 6	
20.35	Téléfilm : Cas de conscience.
22.10	Série : Les Jurons de la Révolution. Teyssand, de Vincent de Brus, avec Stéphane Freiss, Laurent Grevil.
23.45	Six minutes d'informations.
23.50	Série : Portraits crachés.
0.15	Documentaire : Portraits d'artistes. Loutra.
2.00	Rediffusions.
LA SEPT	
20.30	Documentaire : Ateliers contemporains

(Naples revisitée, par Ernest Pignon-Ernest). De Jean-François Chaput et Laurence Drummond.	
21.00	L'or du diable (3 ^e épisode). De Jean-Louis Fournier.
22.00	Série : c'est notre univers.
22.30	Documentaire.
23.00	Documentaire. Propagande, l'image et son pouvoir (5).
FRANCE-CULTURE	
20.50	Le roman du Rhin.
21.05	Les rencontres de Pétrarque. Les nationalismes nient-ils toujours au désastre ?
22.20	Le bestiaire enchanté et sans oubli. Les anguilles.
22.40	Musique : Nocturne. Quatuor n° 2, de Bartok ; Quatuor n° 11 en fa mineur, op. 122, de Chostakovich ; Quatuor n° 4, de Bartok, par le Quatuor Emerson (Eugène Drucker, Philip Serzer, violons, Lawrence Dutton, alto, David Finckel, violoncelle).
0.05	Du jour au lendemain.
0.05	Musique : Nuits bleues. Robert Johnson (1 ^{re} partie).
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
21.30	Avant-concert.
22.00	Concert (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Le prince Igor, de Borodine ; Concerts pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur, op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 8 en sol majeur, op. 88, de Dvork, par l'Orchestre symphonique de la Radio autrichienne, dir. Ivan Fischer, François-René Duchâble.
00.00	Nuits chaudes. Voyage d'un rêveur éveillé : de l'Adriatique à la mer Egée.

Jeudi 2 août

TF 1	
14.25	Série : Tribunal.
14.55	Club Dorothée vacances.
18.55	Tiercé à Deauville.
17.00	Série : Chips.
17.50	Série : Hawaii, police d'Etat.
18.35	Jeu : Une famille en or.
19.05	Feuilleton : Santa-Barbara.
19.30	Jeu : La roue de la fortune.
20.00	Journal.
20.35	Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête. De Jean Sagols (5 ^e épisode).
22.10	Série noire : Chantons en cœur. De Maurice Dugowson.
23.40	Journal, Météo et Bourse.
A 2	
14.05	Magazine : Eté show. Présenté par Michel La-Rosa, aux Arcs. Invité : Marie Mercadier.
14.10	Série : Larry et Baldi.
14.35	Magazine : Eté show (suite).
14.40	Feuilleton : Le village sur la colline (3 ^e épisode).
16.20	Magazine : Eté show (suite).
17.35	Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot.
18.00	Magazine : Giga.
19.05	Série : Mac Gyver.
20.00	Journal et Météo.
20.40	Jeu : Jeux sans frontières. Emission présentée par Georges Baller et Marie-Ange Nardi. Equipes : Noceto (Italie), Figuera de Foz (Portugal), Archidona (Espagne), Skopje (Yougoslavie), Montegardino (San-Marin), Toulouse (France).
22.00	Concert : Madonna. Blond Ambition Tour 90.
0.00	Journal et Météo
FR 3	
14.00	Chut, les parents se reposent.
15.00	Série : Mission casse-cou.
15.50	Magazine : 40 ^e à l'ombre de la 3. En direct de Collioure.
18.00	Feuilleton : Sixième gauche.
18.30	Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19 h 10 à 19 h 30, le journal de la région.
20.00	Jours : La classe.
20.35	Cinéma : Rapport confidentiel. Film américain de Milton Katzels (1975).
22.20	Journal et Météo.
22.45	Documentaire : Ciné-regards. De Catherine Laporte et Michel Minaud. Richard Brooks ; John Huston.
23.40	Documentaire : Histoire de l'art. D'Alain Ferran.

	7. La petite danseuse de quatorze ans, de Degas.	
23.55	Musique : Carnet de notes. Rhapsodie hongroise, de Liszt, par France Clidat, piano.	
CANAL PLUS		
15.35	Cinéma : Périgord noir. ■ Film français de Nicolas Ribowski (1989). Avec Roland Giraud, Jean Carmet, Lydia Gailin.	
17.10	Documentaire : Métiers de chiens. De Barbara Jampal.	
17.58	Cabou cadin.	
	<i>En clair jusqu'à 20.30</i>	
18.30	Cabou cadin.	
19.20	Top album.	
19.55	Flash d'informations.	
20.00	Magazine : Scrupules.	
20.29	Flash d'informations.	
20.30	Cinéma : L'enfant de l'hiver. ■ Film français d'Olivier Assayas (1988). Avec Clotilde de Bayser, Michel Feller, Marie Matheron.	
21.50	Flash d'informations.	
21.55	Cinéma : MAL-Mutant aquatique en liberté. ■ Film américain de Sean S. Cunningham (1988).	
23.30	Cinéma : Les cow-boys. ■ Film américain de Mark Rydell (1972) (v.o.).	
LA 5		
15.10	Les enquêtes du commissaire Maigret.	
16.30	Docteurs en folie (rediff.).	
17.00	Papa et moi (rediff.).	
17.30	Dessins animés.	
18.50	Journal Images.	
19.00	Série : L'enfer du devoir.	
19.45	Journal.	
20.30	Drôles de sports.	
20.35	Téléfilm : Au-dessus de tout soupçon (2 ^e partie).	
22.15	Série : Deux filles à Miami.	
23.15	Magazine : Désir.	
23.50	Spécial Tour de France à la voile.	
0.00	Journal de minuit.	
LA 6		
14.40	Documentaire : Les chemins de la guerre. La France.	
17.15	Informations : M 6 info.	
17.20	Série : Laredo.	
18.10	Série : Cher oncle Bill.	
18.35	Feuilleton : Paul et Virginie.	
19.00	Série : Chacun chez soi.	

Audience TV du 31 juillet 1990 (BAROMETRE Le Monde / SOFRES/NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	38,4	Santa Barbara 14,5	McGyver 7,8	Actual. rég. 10,6	Top 50 1,2	Enfer devoir 3,0	Chacun... 1,1
19 h 45	40,2	Roue fortune 18,2	McGyver 9,1	19-20 Infos 9,3	Top 50 1,7	Journal 2,5	De donc... 1,6
20 h 18	45,6	Journal 19,2	Journal 9,4	La classe 7,9	Scrupules 1,1	Journal 4,4	M* est servie 3,8
20 h 55	48,5	Stencieux... 20,3	Grand Pardon 14,1	Hautecolonne 5,0	Bore... 2,0	Justicier... 4,6	Toby... 3,4
22 h 08	46,8	Silencieux... 20,1	Grand Pardon 14,8	Soir 3 4,0	Bende ann. 0,8	Le voyageur 2,3	Toby... 5,7
22 h 44	35,8	Histoires... 9,4	Grand Pardon 17,7	Histoires... 2,4	Pelle... 0,6	Dom Juan 4,0	Coplan... 2,7

AGENDA

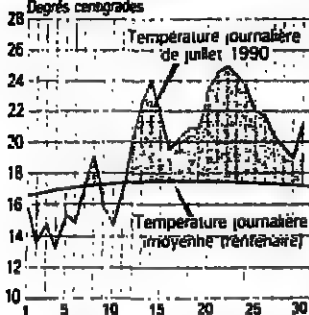
MÉTÉOROLOGIE

La vague de chaleur et de sécheresse en France

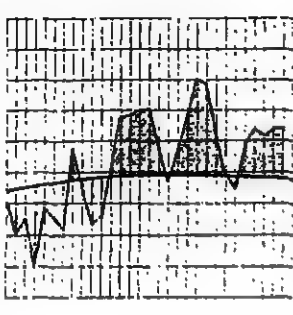
Les fantaisies d'un mois de juillet hors normes

TEMPÉRATURES

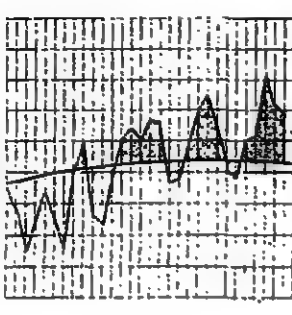
QUEST



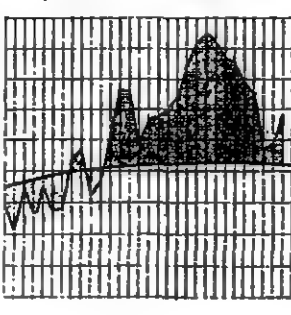
NORD



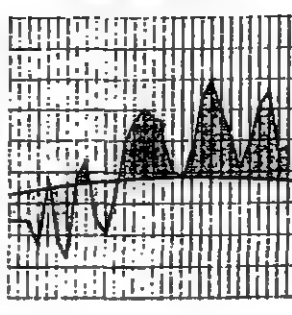
NORD-EST



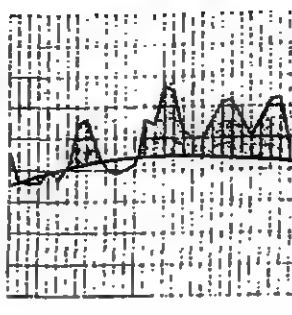
SUD-OUEST



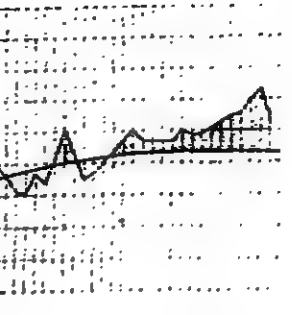
CENTRE-EST



SUD-EST

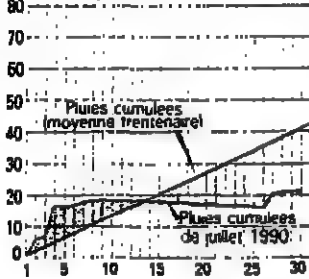


CORSE

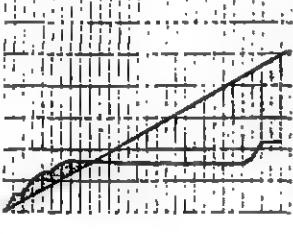


PRÉCIPITATIONS

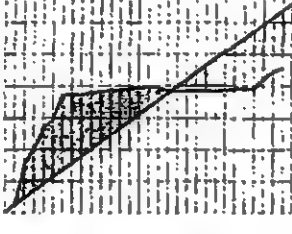
QUEST



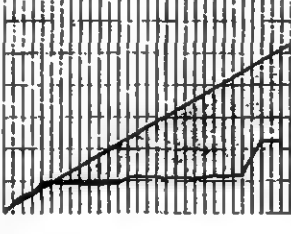
NORD



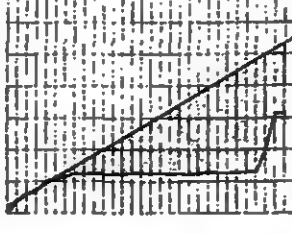
NORD-EST



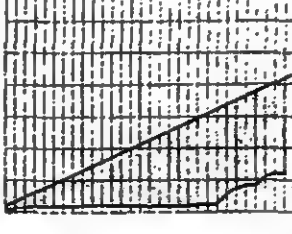
SUD-OUEST



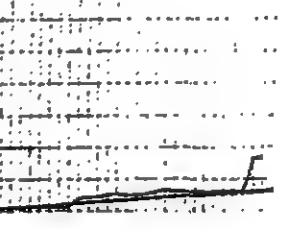
CENTRE-EST



SUD-EST



CORSE



Juillet a été un mois remarquable, d'une part par les sautes de températures, d'autre part par le déficit des précipitations. Ces caractéristiques sont communes aux sept régions météorologiques (voir ci-dessus les graphiques de la Météorologie nationale). Mais rien n'indique qu'un changement des climats de la Terre soit en cours.

Ces graphiques sont régionaux, c'est-à-dire qu'ils ont été dressés en faisant les moyennes des mesures journalières des pluies et des températures relevées dans quatre, cinq ou six stations situées dans chacune des sept régions. Ils ne rendent donc pas compte des variations locales, même importantes.

En revanche, ils traduisent parfaitement les tendances régionales du mois qui vient de s'achever et

permettent de situer celles-ci par rapport aux « normales » quotidiennes établies en faisant la moyenne des mesures relevées tout au long des treize années écoulées de 1951 à 1980. Les moyennes trentennaires servent en effet de références pour apprécier la variabilité journalière, mensuelle, saisonnière ou annuelle du temps qu'il fait.

Dans cinq des six régions du « continent », les douze ou treize premiers jours de juillet ont eu des températures sensiblement inférieures aux normales. A ceci près que, selon les régions, ces températures fraîches ont été plus ou moins accentuées et interrompues à une ou plusieurs reprises par des remontées spectaculaires et brèves du thermomètre. Après le 12 ou le 13 juillet, les températures ont atteint des hauteurs tout à fait remarquables, cette canicule ayant été, sauf dans le Sud-Ouest, interrompue vers le 18 et le 19 juillet

par une descente aussi brusque que courte du thermomètre.

Ce schéma est légèrement différent sur le Sud-Est et la Corse. A noter que, dans ces deux régions, les plus chaudes par définition, le thermomètre a moins dépassé qu'ailleurs les moyennes régionales normales. Les courbes des pluies quotidiennes cumulées montrent que la sécheresse a été générale, sauf en Corse où le cumul des précipitations dépasse un peu la moyenne normale cumulée.

Dans le Nord-Est, les sept premiers jours du mois ont été très arrosés : les pluies cumulées dépassent largement la moyenne. Dans l'Ouest, les précipitations n'ont été très abondantes que jusqu'au 5 juillet. Dans le Nord, le surplus de pluie des sept premiers jours du mois a été limité ; dans le Sud-Ouest et le Centre-Est, les précipitations des cinq premiers jours de juillet n'ont pratiquement pas dépassé la courbe des pluies cumu-

lées normales, et le déficit des pluies y était déjà important en 1989. Quant au Sud-Est, elle n'a presque pas eu de précipitations jusqu'au 24 juillet.

Effets limités des orages

Certes, il est tombé des pluies d'orage très importantes le 28 ou le 29 juillet (27 mm à Châteauroux, 46 mm à Grenoble et à Lannemoran, 50 mm à Saint-Girons et à Gaillac, 71 mm à Castres, etc.). Mais ces déluges, très limités dans l'espace et le temps, n'ont guère changé les moyennes régionales des pluies cumulées. Une petite pluie superficielle du sol a certainement absorbé une petite partie de cette eau enfin tombée du ciel. Mais le reste s'est évaporé rapidement et n'a donc pu ni éteindre la soif des cultures, ni recharger les nappes souterraines proches de la surface.

Rappelons qu'il ne faut pas

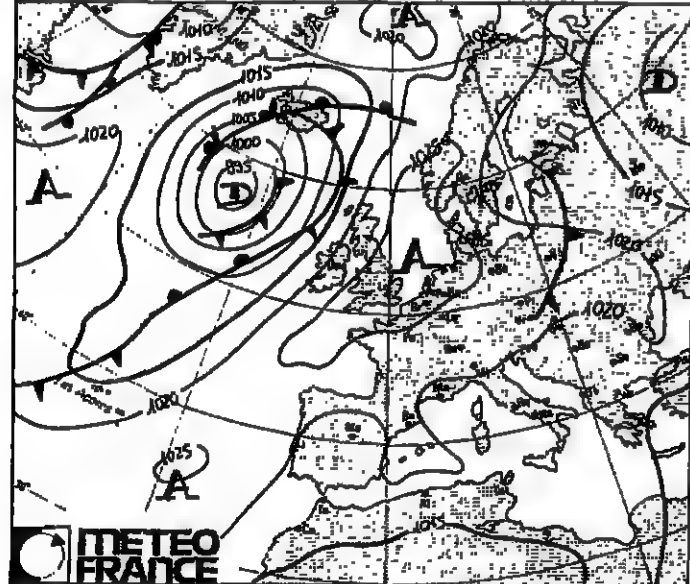
confondre variabilité naturelle de la météorologie et climat. La première ne suit jamais fidèlement les moyennes « idéales » et s'écarte parfois beaucoup de celles-ci. Le climat, lui, traduit pour de longues périodes (de quelques siècles à plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'années) les tendances générales de températures et de précipitations qui affectent de grandes régions du globe. Plusieurs années plus sèches ou plus humides, plus froides ou plus chaudes, ne doivent jamais faire dire que le climat est en train de changer.

Certes, le climat oscille toujours autour de valeurs idéales qu'il ne suit jamais. Mais rien ne permet de dire que nos climats — qui se sont établis il y a quelque dix mille ans après la fin de la dernière période glaciaire — sont en train de changer. Même si on est sûr que la teneur en gaz carbonique, en méthane et en quelques autres gaz

augmente régulièrement depuis cent cinquante ans et que ces gaz sont des facteurs importants pour l'effet de serre (le Monde du 27 juillet).

Les climats de la Terre se réchaufferont donc vraisemblablement dans un avenir plus ou moins proche. Mais la variabilité normale du temps est telle qu'en l'état actuel des connaissances rien ne permet de dire si le réchauffement de la planète a déjà commencé. Et d'autant moins que les statistiques météorologiques — longues de cent cinquante ans dans les meilleurs des cas — conservent le souvenir d'années au moins aussi sèches et aussi chaudes que 1990. La mémoire humaine, elle, est tout à fait infidèle pour tout ce qui concerne les conditions météorologiques, même des années récentes.

YVONNE REBEYROL

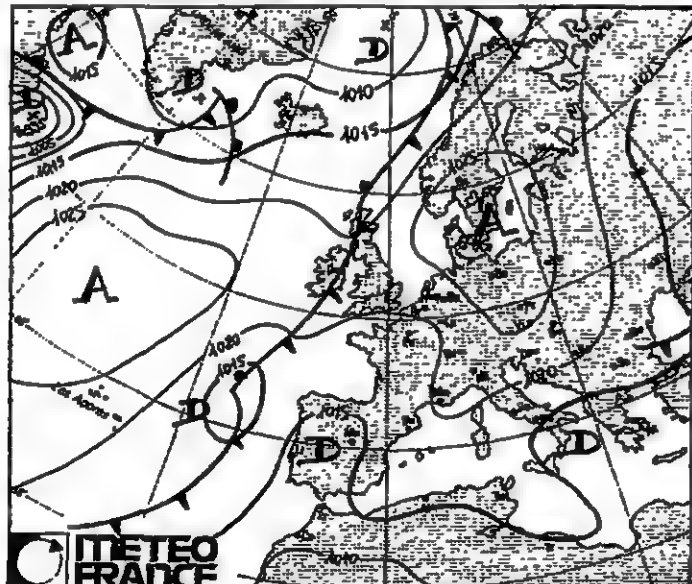
SITUATION LE 1^{er} AOÛT 1990 A 0 HEURE TU

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1^{er} août à 0 heure et le jeudi 2 août à 24 heures.

Mis à part un peu d'instabilité sur le Sud et la Corse, les conditions anticycloniques persistent. Les températures continueront de monter.

Juillet : soleil et canicule. — Le soleil brülait partout le matin sur la France. En l'après-midi, des nuages se

PRÉVISIONS POUR LE 3 AOÛT A 12 HEURES TU



développeront sur la Corse et les Alpes du Sud et pourront donner de rares pluies.

Les températures minimales seront de l'ordre de 17 degrés à 20 degrés

localement, 20 degrés à 23 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales seront très élevées : 33 degrés à 35 degrés sur la moitié nord, 35 degrés à 37 degrés dans la moitié sud.

PARIS EN VISITES

JEUDI 2 AOÛT

« Hôtels et jardins du Marais », 11 heures, métro Saint-Paul.
« Les salons de l'Hôtel de Ville : histoire de la Ville de Paris, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (P.-Y. Jasté).
« Une heure place de la Concorde », 11 heures et 15 heures, métro Assemblée nationale (V. de Langlade).
« La Musée Picasso : Picasso et la peinture du vingtième siècle », 14 h 15, entrée, 5, rue de Thorigny (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Monument : cités d'artistes, ruelles et jardins », 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lannier).
« Le jardin du Luxembourg, de Marie de Médicis aux sculpteurs du dix-neuvième siècle », 14 h 30, métro Luxembourg, sortie Jardin du Luxembourg, dans le jardin (Connaissance de Paris).
« Le Palais Bourbon, l'Assemblée nationale », 14 h 30, 33, quai d'Orsay (Tourisme culturel).
« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régulation du passé).
« Au Musée de Cluny, la vie au Moyen Age », 15 heures, entrée, place Paul-Paray (Paris et son histoire).
« Le quartier juif du Marais et ses petites synagogues », 15 heures, métro Saint-Paul.
« Les Carrières : des carrières à l'ossuaire », 15 heures, entrée, place Denfert-Rochereau.
« L'Hôtel de Sully, siège des Archives nationales », 15 heures, 80, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

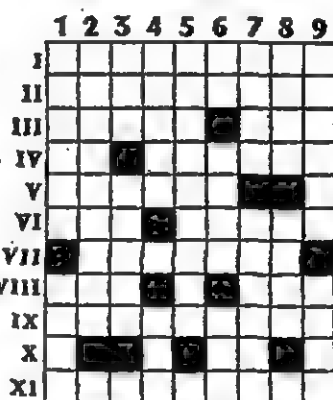
EN BREF

Graville à la mode. — Graville, dans la Manche, célèbre la mode dans la première quinzaine d'août. 150 documents remis par l'Union française des arts du costume seront présentés. Jacques Faujour exposera des photographies sur le monde des bains de mer. Lucien Rudaux, « enfant » de Graville (1874-1947) et connu aux Etats-Unis comme pionnier de « l'art astronaute », sera évoqué à travers des documents écrits et audiovisuels.

Du 4 au 12 août (14 h à 20 h) au casino de Graville (Manche). « La mode rencontre la photographie, l'astronomie rencontre la peinture ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5316



HORIZONTALEMENT

I. C'était un bouchon de mauvaise qualité. — II. Est évidemment moins solide que l'armoire. — III. Un nez vulgaire. Assuré pour Molière. — IV. Saint. Utile pour donner le jour. — V. Nom qu'on donnait au minet. — VI. Roue. Évoquant un ancien Empire. — VII. On le fait bouillir parce qu'il nous fait suer. — VIII. Fait sauter. Bang, au Vietnam. — IX. Qui ne craint pas les coups. — X. Terme musical. — XI. Faire des paquets de livres par exemple.

VERTICALEMENT

1. Avoir une allure de charmeuse. Peut se reconnaître à la loupe. — 2. Nom qu'on peut donner à un bleu. — 3. Sa mouille. Obstacles pour les coureurs. — 4. Le poète d'une société mondaine antique. Coule en Asie. — 5. Est ouvert la nuit. — 6. Pronom. La civilisation celtique. Pas annoncés. — 7. Massif boisé. Remplissaient des bourses. — 8. Aussi familial. Pris pour aller plus loin. — 9. Presque cravés. Distraire en ravissant.

Solution du problème n° 5315

Horizontalement

I. Chignoles. — II. Rêleur. Naïf. — III. Etote. Eau. — IV. Set. Tilt. — V. Etendue. — VI. Et. Emu. — VII. Molaires. — VIII. Détails. — IX. hern. — X. Va. Ooort. — XI. Alun. Nana.

Verticalement

1. Crépus. Diva. — 2. Hété. Métal. — 3. Note. Ote. — 4. Gel. Téléphon. — 5. Nue. Etai. — 6. Or. Tr. Léon. — 7. Elders. Ra. — 8. Enclume. Van. — 9. Sautaise. Ta.

GUY BROUTY

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs continues relatives entre le 31-7-90 à 6 heures TU et le 01-8-90 à 0 heures TU

FRANCE	TOURS	LOUS ANGELES	24	17	D
AIACCIO	26	20	D	D	D
BIARRITZ	25	19	D	D	D
BORDEAUX	23	17	D	D	D
BOURGES	22	16	D	D	D
BREST	21	15	D	D	D
CABEN	20	14	D	D	D
CHERBOURG	22	15	D	D	D
CLERMONT-FER.	20	14	D	D	D
DIJON	20	14	D	D	D
GRENOBLE-SH	21	15	D	D	D
LILLE	20	14	D	D	D
LIMOGES	20	14	D	D	D
LYON	20	14	D	D	D
MARSEILLE-MAR.	21	15	D	D	D
NANCY	20	14	D	D	D
NANTES	20	14	D	D	D
NICE	20	14	D	D	D
PARIS-MONTS	21	15	D	D	D
PAU	21	15	D	D	D
PERPIGNAN	20	14	D	D	D
RENNES	20	14	D	D	D
ST-ETIENNE	20	14	D	D	D
STRASBOURG	20	14	D	D	D

A : averse, B : brume, C : ciel couvert, D : ciel dégagé, E : ciel nuageux, O : orage, P : pluie, T : temps, S : neige.

TEMPERATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs continues relatives entre le 31-7-90 à 6 heures TU et le 01-8-90 à 0 heures TU

FRANCE	TOURS	LOUS ANGELES	24	17	D
AIACCIO	26	20	D	D	D
BIARRITZ	25	19	D	D	D
BORDEAUX	23	17	D	D	D
BOURGES	22	16	D	D	D
BREST	21	15	D	D	D
CABEN	20	14	D	D	D
CHERBOURG	22	15	D	D	D
CLERMONT-FER.	20	14	D	D	D
DIJON	20	14	D	D	D
GRENOBLE-SH	21	15	D	D	D
LILLE	20	14	D	D	D
LIMOGES	20	14	D	D	D
LYON	20	14	D	D	D
MARSEILLE-MAR.	21	15	D	D	D
NANCY	20	14	D	D	D
NANTES	20	14	D	D	D
NICE	20	14	D	D	D
PARIS-MONTS	21	15	D	D	D
PAU	21	15	D	D	D
PERPIGNAN	20	14	D	D	D
RENNES	20	14	D	D	D
ST-ETIENNE	20	14	D	D	D
STRASBOURG	20	14	D	D	D

A : averse, B : brume, C : ciel couvert, D : ciel dégagé, E : ciel nuageux, O : orage, P : pluie, T : temps, S : neige.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BILLET

L'appel au secours de la RDA

L'unification économique entre les deux États allemands est plus difficile que prévu. Mardi 31 juillet, plusieurs responsables de RDA ont lancé des appels au secours en direction de Bonn. Les deustchemarks viennent à manquer. La crise est sociale, industrielle et financière.

La situation sociale est « explosive », n'a pas hésité à déclarer à la presse, mardi à Berlin-Est, M. Regine Hildebrandt, le ministre est-allemand du travail. Estimant que le nombre des chômeurs était déjà, un mois après l'unification monétaire, de 250 000, elle a expliqué que « aucun emploi n'avait été créé ». Pour éviter que « 150 000 personnes ne manifestent violemment sur l'Alexanderplatz » et qu'un massif mouvement d'émigration vers l'Ouest n'intervienne, elle demande une aide financière supplémentaire à la RFA. Le ministre a affirmé ne disposer actuellement que de 80 millions de DM (300 millions de francs) pour le paiement des indemnités de chômage, montant qui ne lui permettrait d'assurer que 100 000 chômeurs environ.

Crise industrielle ensuite. Mardi 31 juillet, le président de Trouhandanstalt, le holding chargé de privatiser les huit mille sociétés d'Etat est-allemandes, M. Reiner Maria Gohlke, a fait part à la presse de son inquiétude sur l'état des entreprises est-allemandes. Selon lui, aucune, ou presque, n'est compétitive. Il a, lui aussi, lancé un appel au gouvernement et aux banquiers de RFA. Les aides en trésorerie accordées par l'Ouest (près de 10 milliards de DM) auraient déjà toutes été absorbées par les entreprises d'Etat de RDA.

Plus généralement, les finances du pays sont gravement malades. M. Dieter Rudolf, secrétaire d'Etat au ministère des finances est-allemand, a expliqué, mardi toujours, à l'agence Reuters que Bonn avait sous-estimé l'ampleur du déficit budgétaire de la RDA. Berlin-Est aurait besoin, d'ici à la fin de 1990, de 10 milliards de DM supplémentaires (33 milliards de francs). L'Allemagne de l'Est a déjà reçu du gouvernement fédéral 8 milliards de DM et a déjà tiré l'ensemble des fonds (10 milliards de DM) levés sur le marché financier en RFA dans ce but. Décidément, l'union est un combat... pour quelques milliards de deustchemarks supplémentaires.

E. L.

Engagés dans des négociations internationales

Les cadres de Framatome souhaitent une solution rapide au problème d'actionnariat

Les cadres de Framatome ont exprimé, mardi 31 juillet, leur souhait qu'une solution soit rapidement apportée au problème d'actionnariat de leur entreprise afin de mener à leurs termes un certain nombre de négociations internationales importantes, en Europe et aux États-Unis.

Les discussions se poursuivent pour mettre sur pied un nouveau tour de table au sein de Framatome qui donnerait la majorité au secteur public, conformément aux vœux du président de la République. La dernière solution envisagée serait que la CGE abaisse de 52 % à 44 % sa participation. Sur ces 8 %, 2 % iraient au personnel, qui porterait ainsi sa part de 3 % à 3 %. Son fonds commun de placement dispose de 200 millions de francs pour effectuer cette opération, ont indiqué les cadres de Framatome, lors de leur rencontre avec la presse mardi à Paris. L'actionnariat public serait ventilé entre le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) : 35 %, la Cogéma

(filiale du CEA) : 10 %, et le Crédit lyonnais : 6 %, ont précisé les cadres. Mais, dans ce schéma, ils ont critiqué le rachat par la Cogéma des 10 % détenus jusqu'ici par EDF « au moment où l'Europe électrique se construit ». « Ce serait une erreur que EDF, qui nourrit de grands projets à l'Est (Hongrie et RDA, notamment), « dénoue ses liens avec les industriels », ont-ils fait remarquer.

Les inquiétudes des cadres portent sur un autre point : le maintien à 44 % de la participation de la CGE dans leur tour de table. Ils craignent que le groupe présidé par M. Pierre Suard reste « en position d'embuscade », en attente éventuelle d'une évolution de la situation, par exemple à la faveur d'un changement de majorité politique.

Aussi souhaitent-ils une présence forte (à 20 %) dans leur actionnariat de Schneider, leur partenaire historique. Outillant les questions du passé, ils affirment que ce groupe a plus de synergies industrielles avec le leur que CGE-Alstom, la filiale énergétique de la CGE. Pour étayer la nécessité d'une

solution durable, les cadres ont mis en avant les négociations internationales auxquelles Framatome est associé : cet été, le constructeur discutera avec l'allemand Siemens la conception d'un modèle commun de réacteur nucléaire, dans le cadre de son association dans leur société commune NPI (Nuclear Power International). Mais, Framatome et Siemens prévoient aussi d'élargir à l'américain Babcock leur alliance, via leurs filiales aux États-Unis. Ils estiment en effet nécessaire d'avoir un partenaire américain pour attaquer le marché outre-atlantique, qui devrait, selon certains observateurs, donner le coup d'envoi à un redémarrage du nucléaire dans le monde. Ce ticket américain pourrait permettre de proposer un nouveau réacteur adapté au marché américain dérivé du futur modèle franco-allemand. « Nous sommes en ce moment engagés dans des négociations internationales très importantes. Il est difficile de le faire avec un bonnet aux pieds », ont fait valoir les cadres de Framatome.

F. V.

Naissance d'un nouveau géant mondial du tracteur

Fiat et Ford fusionnent leurs activités de fabrication matériel agricole

L'accord faisait figure de serpent de mer. Maintes fois engagées et maintes fois gelées, les discussions entre le groupe Fiat et l'américain Ford sur un éventuel rapprochement de leurs activités mécanisme agricole ont enfin abouti. Fiatagenech et Ford New Holland, filiales spécialisées des deux groupes, vont en effet apporter leurs tracteurs, machines agricoles et engins de chantier à un nouvel ensemble dont la constitution a été annoncée mardi 31 juillet à Turin.

Volonté de désengagement pour Ford, soucieux d'acquiescer rapidement une taille mondiale pour Fiat : les motivations qui ont présidé à cette fusion ne sont pas les mêmes. Ford confirme son intention de se recentrer sur son métier de constructeur automobile. Le géant de Detroit qui a cédé il y a quelques jours sa filiale aéronautique Ford Aerospace, ne détient que 20 % du capital de la nouvelle entité, contrôlée pour les 80 % restant par le groupe italien. Fiat qui pilotera donc cette société commune s'ouvrira grâce à cette opération les portes d'un marché américain

redevu dynamique après la terrible crise qui a frappé le secteur du machinisme agricole au milieu des années 80.

Ce rapprochement va en effet donner naissance à un acteur de poids. Le chiffre d'affaires combiné de Ford New Holland et de Fiatagenech est légèrement supérieur aux 5 milliards de dollars (27,5 milliards de francs). La nouvelle entité, qui emploiera près de 31 000 salariés, se positionne d'emblée parmi les principaux titulaires du secteur.

Distancée par le numéro un mondial du tracteur, l'américain John Deere (6,2 milliards de dollars, soit 36,3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989), le tandem Ford-Fiat est équivalent en taille à un autre spécialiste du machinisme agricole, le groupe Case, ex International Harvester. A eux deux, Ford et Fiat ont vendu l'an passé 93 000 tracteurs, auxquels s'ajoutent 30 000 unités produites sous licence ou dans le cadre de joint-ventures. Un score égalé par les autres constructeurs du secteur.

Baisse des revenus de 22 % en juin

Le tourisme espagnol est en crise

Le soleil et la plage ne sont-ils donc plus la panacée guérissant tous les maux de l'économie espagnole ? On commence à le craindre à Madrid au vu des derniers résultats du secteur touristique qui viennent d'être rendus publics : les dépenses en devises des visiteurs ont baissé de 22 % en juin 1990 par rapport au même mois de l'an dernier.

MADRID

de notre correspondant

La chute spectaculaire enregistrée ne fait que confirmer, tout en l'accroissant, une tendance plus générale. En 1989, le tourisme espagnol avait connu un premier reflux, avec une baisse des revenus de 3 %. Pour l'ensemble du premier semestre de l'année en cours, le recul est de 8 %. La subite aggravation du mois de juin donne en outre à penser que c'est le tourisme de type estival qui est plus particulièrement touché, et que les résultats des prochains mois risquent dans ces conditions de ne pas être non plus très étonnants.

Le temps des vaches grasses semble bien révolu. Les rentrées en devises assurées par le tourisme avaient pourtant encore augmenté de 48 % en 1986, de 22 % en 1987, de 12,5 % en 1988. Une manne qui permettait à l'époque de combler un déficit commercial devenu chronique. Aujourd'hui, les dépenses des visiteurs ne suffisent plus et la balance des paiements courants est à son tour franchement déficitaire. Lorsque le tourisme espagnol s'essouffit, c'est

done toute l'économie nationale qui manque d'air, d'autant qu'il s'agit d'une activité qui contribue directement à la formation de 9,5 % du PNB et qui fait vivre près de 10 % de la population active.

Un moins bon rapport qualité-prix

A la base de cette stagnation, une évidence que personne ne conteste : l'Espagne est aujourd'hui beaucoup moins compétitive que par le passé en termes de rapport qualité-prix. C'est ce que souligne M. Alexander Paschke, qui fut durant dix ans, jusqu'à septembre dernier, le président de la Fédération internationale des tours-opérateurs, et qui représente aujourd'hui en Espagne une agence allemande. « Les prix ont augmenté à toute allure et la qualité des services n'a pas suivi, observe-t-il. Il y a dix ou quinze ans, si le niveau des prestations était déficient, le client l'acceptait de plus ou moins bon gré parce qu'il savait que les prix étaient très bas. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : les prix sont devenus européens, mais les services sont encore loin de l'être ».

La hausse des prix est d'autant plus sensible pour le visiteur étranger que la monnaie espagnole, la peseta, dopée par des taux d'intérêt particulièrement faibles, joint d'une instantanée bonne santé, et n'a cessé de se révaluer, lentement mais régulièrement, par rapport à la plupart des monnaies européennes. A cela s'ajoute une inflation actuellement proche de 6,5 %, nettement supérieure, donc, à la moyenne communautaire. Dans ces conditions, l'Espagne éprouve de plus en plus de difficul-

tés à faire face à la concurrence d'autres pays méditerranéens offrant le soleil à meilleur marché, comme la Grèce, la Yougoslavie ou la Turquie. Dans les milieux hôteliers, on ne nie pas l'existence d'un tel décalage entre l'évolution des prix et celle de la qualité de l'offre. Mais l'on fait valoir que la forte augmentation des coûts du secteur liée à l'inflation a joué son rôle.

Et l'on ajoute que s'ils veulent améliorer leurs services, il faut bien que les hôteliers gagnent de l'argent. « Cette année, les tours-opérateurs ont signé avec nous des contrats prévoyant une croissance zéro de nos prix, dit en se lamentant M. José-Maria Carbo, président de la Fédération espagnole d'hôtels. Comment voulez-vous que nous finitions les investissements nécessaires pour rénover nos installations si nous ne disposons pas d'une marge bénéficiaire suffisante ? ».

Du côté des autorités, on affirme ne disposer que d'une marge de manœuvre limitée pour intervenir. « Nous sommes dans un système de marché, et nous ne pouvons évidemment pas bloquer les prix », souligne M. Luis Arranz, directeur général de Turespaña, l'organisme officiel chargé de « vendre » l'Espagne aux touristes étrangers. « C'est la stabilisation de la demande elle-même qui convaincra les hôteliers de ne pas augmenter inconsidérément leurs prix ».

« Diversifier notre offre touristique »

Il est vrai que la stagnation enregistrée à partir de 1989 a déjà contribué à modifier le rapport de forces. Fini le temps où, comme le rappelle M. Paschke, « la loi de l'offre et de la demande permettait aux Espagnols de forcer d'énormes augmentations de prix en sachant que les touristes viendraient de toute manière ». Désormais, dans certaines régions, l'offre est devenue nettement excédentaire, comme aux Canaries, où, après des années de croissance incontrôlée, les hôteliers en sont venus à brader les prix. D'autant qu'à l'offre officielle s'ajoute sur l'archipel celle, anarchique, de logeurs plus ou moins clandestins qui occupent une part importante du marché et font une concurrence déloyale aux hôteliers.

Face à la crise, chacun s'accorde en tout cas désormais sur un impératif : celui de la qualité. Ce qui suppose, notamment, de veiller à la formation professionnelle du personnel. « Nous en sommes tout à fait conscients », reconnaît M. Carbo, et c'est pour cela que nous venons de signer un accord en ce sens avec la Société suisse hôtelière de Lausanne. » Un préalable si l'Espagne veut attirer un nouveau type de visiteurs, différent de celui du tourisme de masse en quête exclusive de soleil et de plage. « Nous savons que notre climat constitue un de nos grands avantages, et il s'agit évidemment de continuer à en profiter », souligne M. Arranz. Mais cela ne doit pas nous empêcher de diversifier désormais notre offre touristique ».

C'est là un objectif sur lequel, des autorités aux tours-opérateurs en passant par les hôteliers, chacun

s'accorde aujourd'hui au sud des Pyrénées. L'Espagne entend désormais faire connaître à l'étranger, non seulement son soleil, mais aussi sa culture (sa densité monumentale est sans doute la plus élevée d'Europe après celle de l'Italie), ses montagnes, ses terrains de golf, ses réserves de chasse, ses parcs naturels, sa gastronomie. Il s'agit, en somme, de « vendre » différemment l'Espagne à l'extérieur, de démontrer que ses attraits résident tout autant, voire toujours davantage, dans la qualité de son offre que dans ses bas prix. Et à cet égard, le défi auquel fait face aujourd'hui le secteur touristique n'est en fin de compte pas différent de celui de l'économie espagnole tout entière.

THIERRY MALINIAK

En Italie aussi...

L'Italie aussi ne séduit plus les touristes comme autrefois. En juin, selon la Faia, qui regroupe les fédérations italiennes de l'hôtellerie, la fréquentation n'a « augmenté » que d'un petit 0,1 % : l'augmentation des réservations des étrangers (+ 7,5 %) a juste compensé la baisse (- 5,3 %) des italiens.

Depuis plusieurs années, le tourisme en Italie souffre des prix relativement élevés ; l'an dernier les stations de l'Adriatique avaient été victimes de la prolifération des algues qui découragent les baigneurs. Cette année, loin d'attirer des visiteurs, la Coupe du monde de football a plutôt découragé le tourisme traditionnel dans de grandes villes d'art comme Florence (baisse de 14,8 % des réservations pour les étrangers et de 21,1 % pour les italiens) et Rome (- 7,2 % et - 17,4 % respectivement).

Ouvert en février 1989

Le parc aquatique Océade de Rouen est menacé de fermeture

ROUEN

de notre correspondant

Le parc aquatique Océade de Rouen (Seine-Maritime), ouvert en février 1989, pourrait fermer ses portes à la fin de l'été, après avoir dépensé son bilan le 19 juillet. La société Océade, qui exploite un parc du même type à Strasbourg (Bas-Rhin), n'a pas obtenu les résultats escomptés en Normandie.

Le parc n'a enregistré que 110 000 entrées sur les dix mois de 1989, alors qu'elle en attendait 280 000 pour sa première année d'exercice, et la société a perdu 1,8 million de francs pour un chiffre d'affaires de 4,5 millions. Un plan de relance étudié par Océade et ses partenaires, la Caisse d'épargne de Rouen, la société de développement régional de Normandie, le Crédit industriel de Normandie (groupe CIC), prévoyait un lien commercial avec le centre nautique municipal contigu.

Les dirigeants d'Océade font valoir qu'ils ont participé à la remise en état du bassin olympique, qui était hors d'usage depuis l'été 1986, lorsqu'ils ont mis au point leur projet. « La municipalité avait donné un accord verbal pour créer un grand centre nautique commun, public et privé. Cela ne s'est pas fait », regrette un des partenaires financiers. Aujourd'hui, il est évident que la piscine municipale, qui demande 10 francs par entrée contre 55 francs pour le parc nautique, fait à celui-ci une concurrence déloyale. « Tant l'espoir de rétablir les contacts ».

Mais M. Jean Lecanuet, maire de Rouen, a réjeté catégoriquement l'éventualité d'une cession de la gestion du centre nautique municipal. Le déficit total avoisinant les 7 millions de francs avec les frais financiers et les dettes envers les actionnaires, la tâche sera délicate pour l'administrateur judiciaire. Trois hypothèses sont envisagées : une fermeture totale, une reprise par un autre opérateur, ou la création d'une société d'économie mixte pilotée par la ville de Rouen, qui, selon un proche du maire, serait « prête à tenter le coup ».

ETIENNE BANZET

Pour pouvoir importer des céréales

L'URSS va accélérer ses ventes d'or et de diamant

Pour financer ses achats de céréales à l'Ouest, l'URSS va accélérer ses ventes d'or et de diamant sur le marché mondial, a annoncé, mardi 31 juillet, la télévision soviétique. D'ors et déjà, Moscou qui a signé il y a quelques jours un accord avec le groupe sud-africain De Beers pour la commercialisation de sa production de diamant (le Monde du 27 juillet), a fortement accru, depuis le début de l'année, ses cessions d'or.

Problèmes de transport et de stockage

L'accélération annoncée mardi fait suite au refus des États-Unis d'accorder de nouvelles facilités d'achats à l'URSS. D'après la télévision soviétique, si la moisson s'annonce bonne cette année, les problèmes de transport et de stockage menacent une nouvelle fois le résultat des récoltes.

D'après une publication du Crédit suisse, l'URSS a déjà livré 300 tonnes d'or durant les cinq premiers mois de l'année à Londres et à Zurich (où est réceptionnée la quasi-totalité de l'or soviétique), soit autant que pendant toute l'année 1989. Le Crédit suisse, qui

estime la production annuelle soviétique d'or à 300 tonnes et ses stocks à 2 500 tonnes, souligne que l'accélération des ventes par l'URSS en période de bas prix tend à prouver que Moscou « n'est plus en mesure de tenir compte de la situation des cours lorsqu'elle met son or en vente ». — (AFP.)

ALBANIE : légalisation des investissements étrangers. — L'Albanie a annoncé mardi 31 juillet la légalisation des investissements étrangers, nouveau signe de l'abandon graduel de sa politique d'isolement après quarante ans d'autarcie. L'agence officielle ATA, captée à Vienne, rapporte que le président de l'Assemblée du peuple, réuni sous la présidence du chef du Parti communiste albanais et numéro un du pays, Ramiz Alia, a approuvé deux décrets aux termes desquels les investisseurs étrangers pourront rapatrier en devises leurs bénéfices. Ces décrets vont établir « des formes de coopération plus avancées et assurer les partenaires étrangers des garanties légales nécessaires », ajoute ATA. — (Reuters.)

Le champignon de Paris en péril

Les professionnels français du champignon de couche, plus connus sous l'appellation de champignon de Paris, demandent des mesures de protection contre les importations de produits, frais ou transformés, en provenance des pays tiers, notamment de Pologne.

Ils viennent de sonner l'alarme auprès du ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, pour qu'il déclenche la procédure de sauvegarde prévue par la CEE pour mettre un coup d'arrêt aux importations. « Nos prix s'effondrent », s'inquiète M. Jacques Mikilchansky, directeur de la Fédération nationale des conserves coopératives, chargé du dossier par une profession aux abois. Les importations polonaises sont passées de 4 000 tonnes en 1984 à 37 000 tonnes l'an dernier.

Les végétaux polonais sont surtout utilisés aux Pays-Bas, et, selon les professionnels français, il s'agit d'un détournement de la réglementation communautaire. La France produit 220 000 tonnes par an, et la CEE affiche le titre enviable de premier producteur mondial de champignons, avec un chiffre d'affaires annuel de 8 milliards de francs. Un record à conserver...

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt de la cour d'appel de Paris, du 6 novembre 1989, la cour a rendu la décision suivante :

« Et considérant que la FÉDÉRATION DES MUTUELLES DE FRANCE ne saurait être fondée à soutenir que les termes et images litigieuses ne relèvent pas de sa part de la volonté de discréditer les sociétés d'assurances et qu'au contraire ceux-ci avaient comme objectif de mettre en valeur les qualités spécifiques des mutuelles et de permettre aux consommateurs d'opérer un choix en toute connaissance de cause » ;

« Considérant en effet que ces termes et images présentent notamment les sociétés d'assurances ou bien comme assimilant l'assuré à une « voiture », à une « bagnole », à mettre à la « casse » ou à jeter au « rebut », ou bien, comme lui appliquant les mêmes modalités de garantie qu'à une voiture ou bien comme l'excluant de la garantie lorsque la probabilité de la survenance du risque à garantir est importante ou bien comme lui faisant payer des surprimes : qu'en ce faisant la F.M.F., outre que certaines de ses allégations sont controuvées telle l'exclusion des personnes âgées de plus de 60 ans, avait la volonté manifeste de dénigrer les sociétés d'assurances dans le domaine de la protection sociale complémentaire, d'une part, en passant sous silence les services qu'elles dispensent et, d'autre part, en leur attribuant comme motivation non pas l'intérêt de l'assuré, mais la recherche du profit ; qu'elle a à l'évidence dirigé ses attaques dans l'intention de nuire à la réputation dans le public des sociétés visées et sous le couvert du discrédit devant nécessairement en résulter de détourner leurs assurés existants ou potentiels au profit d'organismes mutualistes ; que si confirmation est nécessaire il suffit de se reporter à la déclaration publiée dans un organe de presse aux termes de laquelle le président d'une union départementale des Mutuelles de la Haute-Vienne se félicitait de ce qu'à la suite de la campagne publicitaire en cause, de nombreuses personnes avaient adhéré aux mutuelles ».

« Confirme les dispositions du jugement du tribunal de grande instance de Paris du 18 janvier 1989 ayant condamné la Fédération des Mutuelles de France « F.M.F. » à payer à la Fédération Française des Sociétés d'Assurances « F.F.S.A. » et à la Fédération Nationale des Syndicats d'Agents Généralistes d'Assurances « F.N.S.A.G.A. » la somme de 1 franc à titre de dommages et intérêts pour avoir fait publier dans le public des propos dénigrants à leur égard ».

ÉTRANGER

Malgré des résultats flatteurs

Les perspectives des sociétés d'eau britanniques restent moroses

Conformes aux prévisions des analystes, les résultats financiers que viennent de publier les dix sociétés régionales d'eau sont encore supérieurs à ceux du « prospectus » de privatisation de décembre dernier. Mais les investissements massifs nécessaires pour améliorer la qualité de l'eau et les incertitudes politiques pèsent sur l'avenir.

LONDRES

correspondance

Les grandes sociétés d'eau britanniques se portent bien. Les bénéfices imposables de Severn Trent, deuxième société régionale d'eau, s'élèvent à 130 millions de livres (environ 1,3 milliard de francs) pour le dernier exercice, terminé fin mars, contre 97,5 millions pour le précédent, et 9 % de plus que ne prévoyait son « prospectus ». Northwest a annoncé une hausse de 70 % de son bénéfice imposable. Welsh Water (pays de Galles) affiche 39,5 millions de livres, 10 % au-dessus des prévisions; Southern, avec 60 millions de livres, fait 5 % de plus. Même Anglian, la seule des dix sociétés privatisées avec des dettes à son bilan, peut se targuer d'une progression de 17 %.

Ces résultats, conformes aux prévisions des analystes du secteur, n'ont guère surpris. « Deux tiers des revenus de ces sociétés proviennent de la distribution d'eau, dont les tarifs ont été fixés pour dix ans. La stabilité des recettes est assurée. L'impact sur les bénéfices d'un service de la dette plus lourd que prévu est négligeable », explique Lakis Athanasiou, expert du secteur pour le courtier UBS-Phillips & Drew. Mais, ajoute-t-il, « il faut attendre deux à trois ans pour se prononcer ». Deux incertitudes pèsent en effet sur l'avenir des « dix » : le mon-

tant réel des investissements futurs et les perspectives politiques.

La City estime à 2,5 milliards de livres (plus de 25 milliards de francs) par an les investissements nécessaires pour améliorer la qualité de l'eau et se mettre en conformité avec les normes européennes (tant pour l'assainissement, notamment sur le littoral, que pour l'eau potable). Les sociétés privatisées doivent en effet renouveler des infrastructures qui datent en grande partie de l'ère victorienne. Le calendrier des dépenses est très précis, en raison de la volonté du gouvernement de désarmer l'opposition d'une grande partie de l'opinion à la cession au secteur privé d'une « richesse nationale ».

Pour M. Athanasiou, « le bénéfice annuel des sociétés ne peut couvrir les énormes capitaux dont elles ont besoin. Elles vont donc devoir s'endetter dans les deux ou trois ans. Prévoir les taux d'intérêt à cette échéance relève de la divination ». Seule une amélioration de la productivité par l'introduction de technologies nouvelles permettra de réduire les coûts. Jusqu'ici une seule société, Northumbrian, est parvenue à économiser sur les investissements.

L'attitude négative des autorités

En quête de recettes nouvelles, les sociétés peuvent accélérer leur diversification, à l'instar de la Welsh, qui investit dans le téléphone portable. De Thames, qui s'oriente vers la plomberie, ou d'Anglian, qui cherche à commercialiser les résidus d'épuration (et vient d'acheter une société spécialisée). La nécessité de maintenir des « synergies » avec ces activités nouvelles, les réticences de la City à l'égard des nouveaux managers, qui n'ont pas encore fait leurs preuves, limitent leurs marges de manœuvre. Pas question pour elles de suivre l'exemple des grands groupes français

en jouant la carte de la croissance et de la puissance que confère la taille.

Les incertitudes politiques expliquent aussi la morosité du « water package », cet index regroupant un millier d'actions de ces dix compagnies. Les sondages donnent aux travaillistes une avance d'une dizaine de points sur les conservateurs au pouvoir, en cas d'élections générales (qui doivent avoir lieu au plus tard en juin 1992). Or le Labour a promis de renationaliser l'eau, dont la cession au privé a rencontré beaucoup de résistance dans l'opinion, malgré le succès de la souscription – plus fort que pour les autres privatisations sauf celle de British Gas.

L'interventionnisme « musclé » de M. Nicholas Ridley, ministre de l'Industrie et du Commerce jusqu'à sa récente incartade, a aussi tempéré l'enthousiasme initial. Son successeur, M. Peter Lilley, est de la même veine. Les réticences manifestées jusqu'ici au projet de fusion de trois petits distributeurs d'eau privés de la région londonienne en un nouvel ensemble (les « Trois vallées ») contrôlé par le groupe français Générale des eaux, la demande de réduction de la participation de celle-ci dans une petite société du Sud-Ouest, Mid-Kent, attestent de la volonté des pouvoirs publics de limiter la part des intérêts étrangers, mais aussi de figer la situation actuelle.

Dans un tel contexte, les dirigeants des sociétés privatisées redoutent qu'une période de stagnation ne succède à la phase d'expansion provoquée par la privatisation. Se faisant l'écho des craintes de ses confrères, l'un d'eux résume : « La structure actuelle de la distribution d'eau est le résultat d'une longue évolution. On peut craindre que l'attitude négative des autorités à l'égard des fusions ou des acquisitions ne bloque le développement du secteur ».

MARC ROZEN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Ces titres n'ont pas été enregistrés sous le « Securities Act » de 1933 et ne peuvent être ni offerts ni vendus aux États-Unis en l'absence d'enregistrement ou d'une dispense appropriée. Ces titres ayant été précédemment vendus, cette annonce ne paraît qu'à titre d'information seulement.



Compagnie Générale d'Electricité

6,750,000 American Depositary Shares

Representing

1,350,000 Ordinary Shares

\$22.83 an American Depositary Share

These securities were sold pursuant to Rule 144A under the Securities Act of 1933.

MORGAN STANLEY & CO.

DILLON, READ & CO. INC.

LAZARD FRERES & CO.

GOLDMAN, SACHS & CO.

S.G. WARBURG SECURITIES

ARNHOLD AND S. BLEICHROEDER, INC.

WILLIAM BLAIR & COMPANY

C.J. LAWRENCE, MORGAN GRENPELL INC.

OPPENHEIMER & CO., INC.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

July 26, 1990

Après le scandale des narcodollars et l'affaire Kopp

La Suisse renforce sa législation contre le blanchiment de l'argent sale

BERNE

de notre correspondant

Conséquence du scandale des narcodollars et de l'affaire Kopp, une nouvelle norme pénale destinée à réprimer le blanchiment de l'argent sale est entrée en vigueur mercredi 1^{er} août en Suisse. Principale innovation de cette révision du code pénal approuvée par le Parlement fédéral, une peine de prison de trois ans au plus ou une amende sont désormais prévues pour toute entrave à l'identification de détenteurs de valeurs patrimoniales ou le manque de vigilance en matière d'opérations financières. Dans les cas graves, la peine peut même aller jusqu'à cinq ans

d'emprisonnement. Autre nouveauté, les sanctions envisagées ne s'appliquent pas seulement aux banques, mais à toutes les personnes qui exercent une activité dans le secteur financier, c'est-à-dire également les « parabanques », les fiduciaires, les agents de change, les conseillers en placement, les marchands de métaux précieux et les avocats d'affaires. Selon le département de justice et la police, la Suisse disposera ainsi de l'une des législations les mieux adaptées aux exigences de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le gouvernement helvétique n'entend cependant pas en rester là. Parmi d'autres mesures à l'étude pour compléter la norme pénale, il

propose l'introduction d'une déclaration obligatoire pour l'importation d'argent liquide, certaines restrictions en matière de visa ou encore une réglementation du commerce des billets de banque.

De plus, un groupe de travail examine la révision des prescriptions relatives à la confiscation des valeurs patrimoniales provenant d'une infraction. Enfin, les autorités suisses sont en train d'élaborer des dispositions sur les organisations criminelles, la responsabilité pénale des entreprises et le droit des rufes financiers de dénoncer les transactions douteuses. Autant d'initiatives visant à redorer le blason de la Suisse et de sa place financière.

JEAN-CLAUDE BUHRER

« Sureffectif qualitatif » chez Citroën

Suite de la première page

Au cours du premier semestre 1990, 294 personnes ont déjà été embauchées à Aulnay (31 employés et agents de maîtrise, 107 ouvriers professionnels et 156 non-professionnels) et autant devraient l'être au second semestre car les prévisions tablent sur un effectif de 6 300 personnes en fin d'année, soit 620 salariés supplémentaires en un an.

En outre, dans le cadre de l'opération dite de réduction du « sureffectif qualitatif » (le Monde du 30 mars), il faudra remplacer plus de 500 personnes. Début juillet, 450 salariés avaient fait part de leur intention de quitter l'entreprise : 435 en sollicitant une préretraite FNE (1), une vingtaine en répondant aux offres de départ volontaire avec, à la clé, une prime de 20 000 à 25 000 francs.

En revanche, les aides au retour n'ont jusqu'à présent séduit aucun travailleur immigré (parmi la population ouvrière, on compte 67 % de salariés d'origine étrangère, dont 2 044 non-Européens et 1 762 Maghrébins). La direction évalue à un effectif de 6 300 personnes les départs supplémentaires qui devraient intervenir d'ici au mois de mars 1991, date d'échéance de ce plan social fondé sur un « strict volontariat ». Dans ces conditions, le remplacement de 900 salariés d'ici au mois de mars, avancé lors du lancement du plan social, n'est plus présenté que comme un objectif « indicatif ».

Si l'on ajoute les recrutements effectués indépendamment du plan social, c'est par conséquent plus d'un millier de recrutements qui devraient théoriquement intervenir sur l'ensemble de l'année 1990. Une ambition que les obstacles rencontrés sur le marché du travail risquent fort de compromettre.

« La main-d'œuvre qualifiée que nous recherchons est très précieuse. Les

autres établissements industriels installés dans le nord de Paris connaissent des difficultés similaires et certaines PME se livrent à une surenchère sur les salaires d'embauche », constate M. Jean-Marie Grossmann, responsable du personnel ouvrier et agent de maîtrise d'Aulnay. Aussi, Citroën s'apprête à mettre la barre un peu plus bas. La limite d'âge (trente ans) appliquée jusqu'ici va être revue et il n'est désormais plus question de se limiter aux seuls CAP de la métallurgie. « D'autres CAP nous intéressent également. Ce qui importe, c'est d'abord la capacité d'évolution des nouveaux venus », considère M. Grossmann.

Des ouvriers « inaptés »

Ces difficultés relancent les critiques déjà formulées par certains syndicats. A la CFDT, on cite à l'appui « l'accord à vivre » signé par les cédistes de la région Renault, qui comporte un plan de professionnalisation de 25 000 ouvriers non qualifiés sur cinq ans. « Tous les salariés sont adaptables à condition de leur proposer une évolution de carrière satisfaisante et d'investir dans la formation. Chez Citroën, celle-ci atteint 4 % de la masse salariale mais profite surtout aux plus hautes qualifications », estime M. Didier Dumontier (CFDT). Selon lui, « on cherche aujourd'hui à se débarrasser d'immigrés que l'on n'a jamais vraiment cherché à former ».

Chez Citroën, on rétorque qu'il serait vain de croire que l'on peut remettre à niveau tous les agents les moins qualifiés. En dépit des 180 000 heures de formation dispensées à Aulnay en 1989, les évolutions technologiques, plaide le constructeur, ne sont pas compatibles avec le profil sociologique de la population ouvrière

de l'usine qui, construite en 1973, a accueilli ces dernières années de nombreux salariés des anciens établissements de la région parisienne (Clichy, Levallois, Saint-Ouen, Nanterre). Sa pyramide des âges en a ressenti les effets : les moins de trente-cinq ans représentent 13,6 % des effectifs, contre 51,8 % pour les plus de quarante-cinq ans. En outre, parmi les 4 400 ouvriers, 3 177 sont sans qualification et 1 200 d'entre eux sont jugés « inaptes à tenir un poste plus complexe » par Citroën.

La méthode choisie à Aulnay, affirme par conséquent la direction, est la mieux adaptée pour mener à bien la réorganisation de la production qui s'accompagne d'opérations « d'enrichissement des tâches ». Néanmoins, cette modernisation ne pourra progresser au rythme prévu car Citroën, qui escomptait ne conserver à court terme que 300 emplois peu qualifiés à Aulnay, devra en maintenir davantage. Certaines fonctions nouvelles exigent de la part du personnel des efforts de mémorisation accrues devant être fractionnés.

« Les problèmes d'adaptation de la main-d'œuvre dureront encore une décennie, mais les plus grosses difficultés sont derrière nous. Aulnay dispose d'un potentiel de développement important », assure M. Grossmann. Reste que cette opération de substitution entre ouvriers peu qualifiés et jeunes mieux formés, considérée par ses promoteurs comme plus efficace que les tentatives – socialement moins abruptes – d'adaptation du personnel en place, se trouve aujourd'hui entravée par un déficit de main-d'œuvre qualifiée.

La situation actuelle, si elle perdure, risque de rendre nécessaires des dépenses accrues de formation pour les nouveaux arrivants et des efforts supplémentaires sur les salaires d'embauche.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) : A condition d'être âgé de plus de cinquante-six ans et deux mois avant le 1^{er} mars 1991.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1844

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président

Françoise Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

Micheline Orléans, directrice du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél. 45-55-94-70 - Société filiale

du journal Le Monde et Éditions Presses SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tappez LEMONDE

ou 38-15 - Tappez LM

Imprimé en France

12, rue de Valenciennes

95011 NOYON Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-22-20-20

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (voir norme y compris CEE et non)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

55210101

ÉCONOMIE

PÊCHE

Un conseil des ministres

M. Mellick présente une réforme de l'organisation interprofessionnelle

M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, a présenté au conseil des ministres mercredi 1^{er} août un projet de loi sur l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes, des élevages marins (aquaculture) et de la conchyliculture (culture des moules, des huîtres, des palourdes).

Il s'agit pour l'essentiel de mettre à jour un dispositif juridique et législatif qui date d'un décret de janvier 1952 et d'une ordonnance d'août 1945. Or depuis, et notamment à partir de 1983, une politique européenne des captures et d'organisation des marchés très rigoureuse a été mise en œuvre, et les différents métiers de la pêche doivent, comme les autres secteurs économiques, améliorer leur compétitivité.

Le projet de loi, qui comprend dix-neuf articles prévoit la création d'un organisme national interprofessionnel et de comités régionaux et locaux. Le ministre de la mer a cherché à améliorer la représentation des différents métiers intervenant dans la pêche (pêcheurs, salariés, artisans, entrepreneurs, transformateurs, négociants, organisations de producteurs), à accroître la place faite aux coopératives, à faire en sorte que toutes les régions de pêche (notamment la Méditerranée) soient présentes dans l'organisme national et à généraliser le principe de l'élection pour la désignation des membres des comités locaux et du comité national.

Ces comités disposeront d'un véritable pouvoir réglementaire et les ministres de la mer et du budget pourront, par arrêté, rendre obligatoires certaines délibérations pour tous les membres des professions qui, éventuellement, en contesteraient le bien-fondé.

L'une des dispositions essentielles autorise les organisations professionnelles à prélever auprès de leurs membres des cotisations obligatoires qui sont des sortes de taxes parafiscales. Cette mesure constitue une innovation par rapport à l'ordonnance de 1945. Il est en effet apparu nécessaire de conférer à ces organismes dotés de larges pouvoirs les moyens d'une véritable action d'intervention et d'organisation générale de l'ensemble de la filière (de la capture à la consommation), tant pour la pêche proprement dite que pour l'aquaculture.

F. Gr.

Une décision de M. Michel Charasse

Les vivres emportés à bord par les pêcheurs seront exonérés d'impôts

A la suite d'une intervention personnelle du président de la République, M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, vient d'accepter d'exonérer du revenu imposable les vivres que les pêcheurs emportent sur leurs navires et que les employeurs mettent gratuitement à la disposition des marins.

En théorie, comme il s'agit d'avantages en nature, ils sont soumis, selon des règles anciennes du droit fiscal, à des cotisations sociales dans un guide de 1984, à l'impôt et aux cotisations sociales dans les conditions de droit commun.

Les services des impôts avaient constaté que, dans de nombreux cas, les marins, qu'ils soient artisans ou employés d'armateurs industriels, ne déclaraient pas les sommes en question et, du coup, ils avaient procédé aux rectifications à compter du 1^{er} janvier 1988. Pour tenir compte à la fois des traditions maritimes et de la situation souvent difficile des marins pêcheurs et de leurs familles (notamment après les tempêtes de cet hiver), M. Charasse s'est résolu à abandonner les redressements fiscaux qui avaient été enclenchés.

« Une telle imposition ne pouvait être perçue par les pêcheurs que comme une injustice faite à une catégorie sociale souvent dévalorisée », a estimé pour sa part le ministre de la mer, M. Jacques Mellick.

□ Première réunion de comité mixte franco-espagnol. — Le comité mixte franco-espagnol relatif à la police de la pêche a tenu sa première réunion le mardi 31 juillet à Paris. Selon le ministre français de la mer, cette rencontre a permis de rechercher les moyens de mieux identifier les navires espagnols qui pêchent dans le golfe de Gascogne de manière frauduleuse, notamment en dissimulant leurs numéros d'immatriculation. La prochaine réunion aura lieu avant la fin de septembre à Madrid.

AUTOMOBILE

BMW 850 I : une vitrine pour gens fortunés

« BMW a cherché avec ce modèle à atteindre le maximum qu'un constructeur puisse offrir à un client riche. » C'est en ces termes que le président du directoire de BMW-France, M. Didier Metret, a présenté voici quelques jours la dernière

du conducteur, sinon celle d'avoir les moyens financiers d'utiliser la machine sans réserve. L'électronique est largement mise à contribution dans l'ensemble du véhicule : outre les vérifications habituelles que



4 988 cm³, 300 chevaux pour 25 CV fiscal

née de la firme allemande, la 850 I, superbe bête de route tournée vers le grand tourisme plus que vers le sport.

Cette nouvelle vitrine de la marque vise en effet les quarante-cinq-soixante ans, sans soucis de revenus ou d'avantages attachés à la fonction, dont les ambitions routières sont avant tout inspirées par le luxe, le confort et le prestige. C'est sans doute pour cela que le constructeur allemand a délibérément limité la performance maximale du moteur à... 250 km/h, par rupture de l'allumage (à 5 200 t/min). C'est une technique connue qui ne trompe personne mais peut surprendre au moment d'un dépassement opéré sur route (fermée, bien sûr).

Avec ses 300 chevaux rangés sous son capot et son couple (45,9 m/kg à 4 100 tours au moteur) le V12 ne présente guère de faiblesses dans quelque situation que ce soit. D'autant plus que la boîte de vitesses à six rapports et large plage en permet une exploitation aisée. C'est sans doute là d'ailleurs la principale qualité de la mécanique qui ne réclame aucune disposition particulière de la part

permet cette technique, un contrôle automatique de la stabilité, une régulation du couple moteur et donc du couple de freinage, une commande automatique de l'amortissement, constituent des domaines plus rarement explorés et particulièrement efficaces ici. Un pont arrière original a été par ailleurs monté, qui procède d'une suspension à cinq bras (trois triangles obliques, un bras longitudinal et un bras de liaison). L'ensemble de ces données assurent à la route un comportement sain et neutre qu'une insonorisation poussée complète.

Tous les équipements livrés font du poids. Ceci justifie cela, la 850 I, comme on le disait plus haut, est d'autant plus destinée au grand tourisme qu'elle ne l'est pas à la conduite dite « sportive ».

Quoi qu'il en soit, cinq cents commandes ont, pense-t-on, déjà été prises en France, pour des livraisons probables cette année à deux cents exemplaires.

C. L.

► Prix : plus de 600 000 F. Livraison en septembre.

EN BREF

□ Propriété urbaine : Saur s'implante en Grande-Bretagne. — Deux filiales britanniques de Saur (groupe Bouygues) viennent d'obtenir leurs premiers contrats dans la propriété urbaine. Stalwart Environmental Services, joint-venture constituée avec la société régionale britannique Southern Water, a obtenu le ramassage des déchets à Harrow (200 000 habitants), au nord de Londres, à partir du 1^{er} octobre avec un chiffre d'affaires annuel de 4,5 millions de francs. Cambrian Environmental Services, joint-venture avec Welsh Water, va effectuer le nettoyage des rues dans le comté de Glamorgan-Mid et à Stratford-upon-Avon, avec un chiffre d'affaires total de 7,5 millions de francs.

□ Nouvelle menace de saisie pour le Centre médical du 4-septembre. — Par voie d'huissier, le 26 juillet, les responsables du Centre médical du 4-septembre ont appris que la Caisse interprofessionnelle de retraite CIRIC avait ordonné la vente du matériel du dispensaire, le 7 septembre, à 8 h 30, en paiement de 113 000 F d'arriérés de cotisations. Le centre a demandé de surcroît à cet à saisie-vente jusqu'à ce que la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris ait statué sur l'éventuel conventionnement de l'établissement, envisagé depuis l'intervention du ministère, le 12 juillet, après une première menace de saisie.

□ Accord franco-britannique plurinational pour la desserte des lignes de ferries sur la Manche. — La Société nouvelle d'armement transmanche (filiale de la SNCF) et son partenaire britannique Sealink viennent de signer un accord de coopération pour la desserte des lignes de ferries sur la Manche. Cet accord s'appliquera jusqu'au 31 décembre 1995, c'est-à-dire bien au-delà de la mise en service du tunnel sous la Manche. Les accords antérieurs étaient annuels. Les deux partenaires s'engagent sur une politique coordonnée d'amélioration de l'offre (fréquence, capacité, régularité) et sur la qualité des prestations à bord des navires.

□ Banques populaires : accord sur la formation et l'emploi. — La chambre syndicale des Banques populaires, qui rassemble les 31 banques régionales du groupe, vient de signer avec la CFDT, la CFTC et le SNB-CGC un accord national sur l'emploi et la formation. Proche de la gestion prévisionnelle de l'emploi, cet accord vise à anticiper les données sur l'emploi dans une démarche prospective, à réunir et à développer les compétences de demain par la perfectionnement et la promotion du personnel, et à favoriser les évolutions professionnelles par l'adaptation et la mobilité. S'appuyant sur les salaires actuels pour évoluer, les signataires vont renforcer le suivi de la formation.

NOMINATION

M. Henri Carsalade directeur général du CIRAD

M. Henri Carsalade a été nommé au conseil des ministres du 1^{er} août directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

[Né le 27 janvier 1943 à Latrape (Haute-Garonne), M. Carsalade, ancien élève de l'Institut national agronomique, est ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts. Il a été en poste à plusieurs reprises outre-mer : à la Martinique (1969-1972), aux Comores (1972-1975), en Polynésie française (1975-1978). Il a aussi rempli diverses fonctions au ministère des DOM-TOM et à celui de la recherche et de la technologie (1978-1983) et a été, de 1983 à 1987, conseiller pour la science et la technologie près l'ambassade de France à Madrid. En 1988, il devient directeur scientifique du CIRAD, dont il est nommé directeur général adjoint en décembre 1989. M. Carsalade a été membre de plusieurs conseils internationaux spécialisés dans la recherche agronomique et il a été souvent envoyé en mission, aussi bien dans des pays industrialisés qu'en voie de développement que dans des DOM-TOM et auprès d'organisations internationales.]

CARNET DU Monde

Naissances

— Jean-Pierre SERGENT et Pascale COLLONGUES, Jeanne et Paul SERGENT, sont heureux de faire part de la naissance de

Guillaume,

le 20 juillet 1990.

47, rue de l'Aqueduc, 75010 Paris.

Mariages

— Avec leurs parents, Sandrine BOURSIER et Gilles TASSIN,

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 4 août 1990, en l'église Saint-Michel de Montmartre, à Crétail.

Décès

— Anne, Claire, Thierry et Bertrand, ses enfants, Elodie, sa petite-fille, Marie-Léone, Yves, Odile, Hubert, Joël, Julie, ses frères et sœurs, Isidore, Jean, Michel, Monique, Josette, Arsène, ses beaux-frères et belles-sœurs, Les familles Bouchet et Mathelier, ont la douleur de faire part du décès de

François BOUCHET,

survenu accidentellement à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Derval (Loire-Atlantique), le vendredi 3 août 1990, à 15 heures.

18, rue du Bois-du-Boschet, Le Grand Clos, 44590 Derval, 2, allée de la Charbonnière, 78430 Louveciennes.

— Le président Et les membres du conseil d'administration.

Le directeur Et les membres du comité de direction. Le personnel de l'Institut technique des céréales et des fourrages (ITCF), ont la tristesse de faire part du décès brutal de leur collègue et ami

François BOUCHET,

chef du département production,

survenu le 30 juillet 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le 3 août, à 15 heures, en l'église de Derval (Loire-Atlantique).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le personnel du CEREQ a le regret de faire part du décès de

M. Gabriel DUCRAY, fondateur et premier directeur du CEREQ de 1970 à 1981, officier de la Légion d'honneur,

le 29 juillet 1990.

CEREQ, 8, rue Sextius-Michel, 75013 Paris.

(Le Monde du 1^{er} août.)

— M^{me} Etienne Gout, son épouse, Michèle Gout, Mathieu et Marion Lemerle, Catherine et Hervé Bichat, Philippe, Paul, Jean-Marie Bichat, Jean-Pierre et Marie-Claude Gout, Jérôme, Juliette, Antoine, Alain Gout, Xavier et Hélène Gout et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants, neveux et petits-neveux, M. et M^{me} Max Fay et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne GOUT,

ancien élève de l'École polytechnique, ancien directeur de la Caisse nationale de la sécurité sociale, président d'honneur de l'UIF et UGIMO, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le lundi 30 juillet, au cimetière du Montparnasse.

Des dons pour la recherche contre le cancer peuvent être adressés à l'Institut Gustave-Roussy, rue Camille-Desmoulins, 94804 Villejuif.

27, avenue du Picard, 92270 Châtigny-Malabry, 51, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. 4, rue de la Sablière, 92410 Ville-d'Avray, 12 bis, avenue du Général-Leclerc, 78430 Louveciennes, 108 bis, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

— L'Association des anciens éclaireurs et éclaireuses a le regret de faire part du décès de

Jacques-Olivier GRANDJOUAN, (Rabat),

à Vallauris, le 7 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

— Michel GUY, officier de la Légion d'honneur, ancien ministre de la culture, est décédé lundi 30 juillet 1990, à Paris, à l'âge de soixante-trois ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité de sa famille.

Une messe sera célébrée à Paris, en septembre.

De la part de Marie-Hélène Le Mignot, née Guy, sa sœur, Jean-Jacques Le Mignot, son beau-frère, Pierrette Guy, André et Nicole Guy, ses oncle et tante, leurs enfants, Daniel et Danielle Guy, Daniel et Marie-France Faucher, et leurs enfants, Igor Eimer, Tous ses amis proches.

5, rue Palatine, 75006 Paris.

— Janine Alexandre-Debray, présidente, Et les membres du conseil d'administration du Festival d'automne à Paris, Marie Collin, Et Joséphine Markovits, directrices artistiques, Michèle Vailly, Et tous les collaborateurs du Festival d'automne à Paris, ont la profonde tristesse de faire part du décès, le lundi 30 juillet 1990, à l'âge de soixante-trois ans, de

Michel GUY, officier de la Légion d'honneur, ancien ministre, directeur général du Festival d'automne à Paris.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Festival d'automne à Paris, 156, rue de Rivoli, 75001 Paris.

— Le président du conseil de surveillance de la SEPT, Georges Duby, Le président du directoire, Jérôme Clément, Et l'ensemble du personnel et des collaborateurs, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Michel GUY, vice-président du conseil de surveillance.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

La SEPT, 35, quai André-Citroën, 75013 Paris.

(Lire page 15 et le Monde du 1^{er} août.)

— Aix-en-Provence.

M^{me} André LASSAIGNE, Ses enfants, Et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André LASSAIGNE, officier de la Légion d'honneur, ancien administrateur au ministère des PTT, président général honoraire de la MGPPT.

Les obsèques ont été célébrées le mercredi 1^{er} août, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

— Eretat.

M^{me} Charles LASSIRE, son épouse, M. et M^{me} Gilles LASSIRE, ses enfants, La famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Charles LASSIRE, PDG de la SA Lessor et C^o, à Abidjan (Côte d'Ivoire),

survenu le 31 juillet 1990, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 3 août, à 15 heures, en l'église Notre-Dame d'Eretat.

34, rue Guy-de-Maupassant, 76790 Eretat, 01 BP 142 Abidjan, 01 République de Côte d'Ivoire, PFA Michel Hamel, 76790 Eretat, Tél. : 35-27-08-29.

— M^{me} Jean Paulme, Ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PAULME, inspecteur général de l'administration, ministre de la culture, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, chevalier des Arts et des Lettres,

survenu le 28 juillet 1990, dans sa soixante-sixième année.

14, avenue Jean-Perrin, 92330 Suresnes.

— Frédéric et Guillaume Rebuffat, M. et M^{me} Armand Rebuffat, Maurice et Mireille Bellemain et leurs enfants, Jean et Marline Rebuffat et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de

Jacques REBUFFAT, administrateur général du théâtre Mogador,

survenu le 28 juillet 1990,

et rappellent le souvenir de

Jacques MIZRAHI, ingénieur concepteur,

décédé le 16 décembre 1985.

— M. et M^{me} Pierre Steintal, son frère et sa belle-sœur, Philippe et Edouard, ses neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Eve STEINTAL, dite Dessaire,

journaliste et écrivain,

survenu le 27 juillet 1990, à Issy-les-Moulineaux, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 1^{er} août, dans la plus stricte intimité, à Clamart.

53, rue Jean-Jaurès, 91300 Massy.

— M^{me} Paul Vauclair, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul VAUCLAIR, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1940, ancien député, président d'honneur de la Fédération mondiale des maîtres tailleurs,

survenu le 26 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Joseph de Clamart, le lundi 30 juillet, dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation au cimetière intercommunal de Clamart, dans le caveau de famille.

Remerciements

— M. Michel Solanet, son fils, M^{me} Auguste Laplagne, sa sœur,

Tous leurs parents et alliés, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Pierre SOLANET,

survenu à Nice, le 23 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-trois ans,

précient toutes les personnes qui, par leur présence, messages et envois de fleurs, se sont associés à leur douleur, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— En ce cinquantième anniversaire de leur mariage à Dieu, Nicole et Marie-Noëlle Piert, leurs filles, prient tous ceux qui ont apprécié et aimé

Lucienne et Paul PIETRI

de conserver vivante leur mémoire.

— Pour le vingtième anniversaire de la mort du

docteur Jean SUTTER.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Voici un an, le 1^{er} août 1989, le

docteur Pauline WALDÉ

quittait les siens dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 1^{er} août 1990 :

UNE LOI

— N^o 90-689 du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles redevus pour la détermination des bases des impôts directs locaux.

UN DÉCRET

— N^o 90-670 du 31 juillet 1990 relatif à la constitution et à l'organisation du corps de défense de la sécurité civile et fixant les modalités d'accomplissement du service national dans ce corps de défense.

UNE LISTE

— Des candidats admis au concours d'entrée à l'Ecole militaire interarmes en 1990.

ABONNEMENT

هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 2 août 1990 21

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
-----------------------	--	-------------------------------

PARIS

2^e ARRONDISSEMENT

2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5 140 + 848
---	------------------------------------	----------------

9^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	9 800 + 2 045
5 PIÈCES 128 m², 5 ^e étage sans ascenseur	3, rue Hippolyte-Lebas AGF - 42-44-00-44	11 500 + 1 250

11^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Park., 71 m² 2 ^e étage	4, rue Moufle LOC INTER - 47-45-19-97	6 857 + 589
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	Home Piazza Nation HOME PLAZZA - 40-09-94-00	5 500 + 825
2 PCES MEUBLÉ 50 m² sur jardin	Home Piazza Bastille HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275

12^e ARRONDISSEMENT

4 PIÈCES Park., 74 m² 4 ^e étage	7/15, rue Sid-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	6 385 + 658
3 PIÈCES Park., 76 m² 6 ^e étage	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	7 200 + 608
2 PIÈCES Park., 52 m², 3 ^e étage	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	4 570 + 424

13^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Park., 63 m², 7 ^e ét. + terrasse 19 m²	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	6 300 + 814
2 PIÈCES Park., 57 m², 6 ^e étage	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	4 700 + 798

14^e ARRONDISSEMENT

4 PIÈCES Park., 91 m² 4 ^e étage	90, avenue du Maine SOLVEG - 40-67-06-99	7 918 + 1 280
3 PIÈCES Park., 68 m² 2 ^e étage	8, rue de l'Ouest AGIFRANCE - 43-20-54-53	6 350 + 811

15^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES 79 m², 2 ^e étage	82, rue de la Fédération AGF - 42-44-00-44	8 500 + 1 220
---	---	------------------

16^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES 104 m², r.-de-ch.	8/10, rue Oswaldo-Cruz SAGGEL - 47-42-44-44	11 500 + 1 379
3/4 PIÈCES 132 m², r.-de-ch. jardin priv.	17, chaussée de la Muette SAGGEL - 47-42-44-44	14 500 + 1 754
4 PIÈCES 70 m², 5 ^e ét. sans ascenseur	7, rue Vial AGF - 42-44-00-44	7 500 + 900

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
-----------------------	--	-------------------------------

17^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES 70 m², 7 ^e étage + chbre de service	9, rue des Dardenelles GCI - 40-16-28-71	7 159 + 1 223
---	---	------------------

18^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES 59 m², 2 ^e étage	40, rue des Abbesses AGF - 42-44-00-44	5 500 + 190
---	---	----------------

19^e ARRONDISSEMENT

4 PIÈCES Park., imm. neuf 82 m², 2 ^e étage	48, rue de Mouzats SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 1 017
3 PIÈCES Park., imm. neuf 76 m², 3 ^e étage	48, rue de Mouzats SAGGEL - 42-66-61-05	6 650 + 859
2 PIÈCES Park., imm. neuf 84 m², 4 ^e étage	48, rue de Mouzats SAGGEL - 42-66-61-05	5 300 + 710

20^e ARRONDISSEMENT

4 PIÈCES Park., 82 m² 5 ^e étage	19/21, rue d'Amam AGF - 42-44-00-44	6 570 + 1 210
3 PIÈCES Park., 70 m², 2 ^e étage	19, rue des Balkans AGIFRANCE - 43-67-05-36	4 480 + 775

60 - OISE

5 PIÈCES Park., 108 m² 1 ^e étage	CHANTILLY 15, av. Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-19-97	3 987 + 1 240
---	--	------------------

78 - YVELINES

4 PIÈCES Park., 87 m² 7 ^e étage	POISSY 5, av. des Ursulines AGIFRANCE - 30-74-32-14	4 000 + 1 114
--	---	------------------

91 - ESSONNE

4 PIÈCES Park. en sus 80 m², 11 ^e étage	MASSY 7, sq. Yves-du-Manoir AGF - 42-44-00-44	3 680 + 1 100
--	---	------------------

92 - HAUTS-DE-SEINE

4/5 PIÈCES Imm. neuf, park. 105 m², 3 ^e étage	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 300 + 1 238
3 PIÈCES 74 m² 2 ^e étage	BOULOGNE 53, rue Pierre-Granier SAGGEL - 47-42-44-44	4 514 + 1 297
2 PIÈCES Park., imm. nf, 50 m² 2 ^e étage	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36	4 000 + 532
3 PIÈCES Park., imm. nf, 73 m² Rez-de-chaussée	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36	5 100 + 711
4 PIÈCES Park., imm. nf, 99 m² 1 ^e étage	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL - 46-08-80-36	6 300 + 908
4 PIÈCES Park., 113 m², 7 ^e ét.	LEVALLOIS ILE-JATTE 7, allée Claude-Monet AGF - 46-37-17-06	14 800 + 900

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
-----------------------	--	-------------------------------

92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)

6/7 PCES DUPLEX 3 park., imm. nf, 3 ^e ét. 144 m² + 66 m² terr.	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	17 000 + 2 011
3 PIÈCES Park., imm. neuf 70 m², 2 ^e étage	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	6 100 + 928
3 PIÈCES Park., 85 m², 2 ^e ét.	NEUILLY 7 bis, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-19-97	6 939 + 566
3 PIÈCES Park., 68 m² 1 ^e étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	4 900 + 750
3 PIÈCES Park., 70 m² 4 ^e étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	5 500 + 790
4 PIÈCES Park., 79 m² 3 ^e étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	6 300 + 950
4 PIÈCES Park., imm. neuf 88 m², 3 ^e étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	6 400 + 1 313
5 PIÈCES Park., imm. neuf 107 m², 4 ^e étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	7 600 + 1 582
4 PIÈCES Park., imm. neuf 93 m², 2 ^e étage	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	6 800 + 1 373

94 - VAL-DE-MARNE

2 PIÈCES Park., 49 m² 4 ^e étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	3 748 + 606
3 PIÈCES Park., 68 m² 3 ^e étage	CHARENTON 150, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	4 657 + 831
5 PIÈCES Park., imm. neuf 106 m², 7 ^e étage	JOINVILLE 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7 800 + 835
2 PIÈCES Park., 57 m² 4 ^e étage	NOGENT-SUR-MARNE 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	3 384 + 500
4 PIÈCES Park., 98 m² 3 ^e étage	SAINT-MANDÉ 2, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	9 047 + 949
5 PIÈCES Park., 95 m² 2 ^e étage	SAINT-MANDÉ 25, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	7 356 + 980
5 PIÈCES Park., 108 m², loggia 3 ^e étage	SUCY-EN-BRIE 1, rue des Trois-Epis AGIFRANCE - 47-42-17-61	4 536 + 1 081
3 PIÈCES Park., 74 m² 2 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit AGF - 48-08-78-48	6 900 + 800
4 PIÈCES Park., 85 m² 1 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit AGF - 48-08-78-48	7 100 + 900
2 PIÈCES Park., 60 m² 3 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit AGF - 48-08-78-48	5 300 + 600

MARCHÉS FINANCIERS

Le billet vert au plus bas depuis deux ans et demi

Le ralentissement de l'économie américaine provoque une forte baisse du dollar

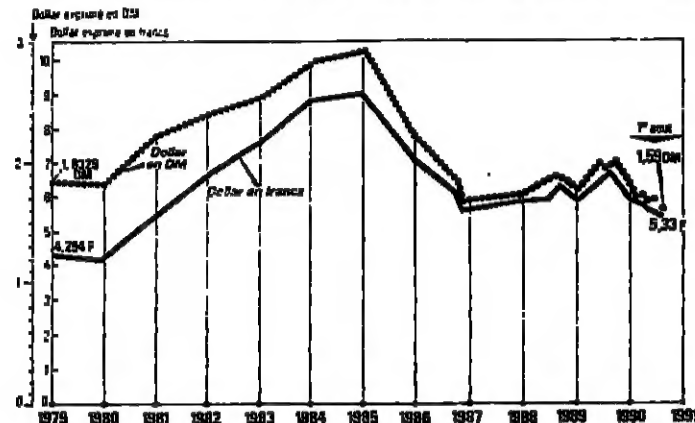
Après la forte chute du dollar, mardi 31 juillet, sur toutes les places financières, la monnaie américaine a regagné un peu du terrain perdu mercredi 1^{er} août. Retrouvant ses niveaux de début 1988, le billet vert est désormais proche de son plus bas niveau historique vis-à-vis du deutschemark. Il cotait, mercredi 1^{er} août, 1,59 DM, 146 yens et 5,33 francs français.

L'Europe attire, le dollar souffre. Stable au cours des premiers mois de l'année, pour le plus grand malheur des cambistes, l'effacement de la monnaie américaine a provoqué de violentes fluctuations des changes, le cours de la monnaie américaine s'affaiblissant depuis plusieurs semaines, et sa chute s'est accélérée depuis quelques jours. Les marchés s'inquiètent du ralentissement de l'économie américaine, et le mot tabou de récession — après plus de sept ans de croissance ininterrompue — est de plus en plus souvent prononcé. Il semblerait surtout qu'un

seurs ont peu de raison de se placer sur le billet vert. D'ailleurs, l'annonce d'un accord sur le relèvement du prix du pétrole par les pays de l'OPEP, la semaine dernière à Genève, n'a eu que peu d'effets sur le marché. D'aucuns s'attendaient pourtant à une réaction immédiate, car un relèvement du prix du baril provoque une demande accrue pour le billet vert et gonfle les importations de brut des États-Unis. Mais tous les regards sont actuellement tournés vers la Réserve fédérale, responsable de la politique monétaire américaine, dont on attend un assouplissement du crédit. Pourrait-elle relancer l'activité économique sans provoquer une poussée d'inflation?

Les Occidentaux satisfaits

Les banques centrales ne sont pas intervenues afin de stopper, ou du moins d'accompagner la glissade du dollar. Pourtant, lorsque la devise américaine était tombée à des niveaux identiques, dans les derniers jours de 1987, les instituts d'émission



étaient présents presque quotidiennement sur les marchés afin de tenter de corriger les cours. Les responsables monétaires des grands pays s'étaient réunis et avaient décidé d'agir immédiatement, et de concert, pour enrayer la tendance. Rien de tout cela aujourd'hui. Pas un mot ou presque, dans les discussions du sommet de Houston, à propos des cours de changes.

La situation économique et surtout politique a radicalement changé. La faiblesse du billet vert n'est pas sans effet bénéfique sur les grandes économies. Elle renforce le cours du mark, à un moment où les autorités monétaires allemandes en charge du fardeau de la RDA s'inquiètent encore plus qu'à leur habitude des tensions inflationnistes; elle donne un peu de vigueur au yen, ce qui pourrait permettre de retarder un relèvement des taux d'intérêt nippons, jugé inévitable, mais auquel Tokyo ne tient pas; elle stimule les exportations américaines, ce qui pourrait se répercuter positivement sur les résultats commerciaux des États-Unis dans quelques mois.

Les cambistes traduisent-ils, à leur manière, la perte d'importance des États-Unis et la montée en puissance de l'Europe? Leur raisonnement n'est certainement pas aussi global. À peine s'inquiètent-ils du climat politique international, de la détérioration de la situation économique en URSS ou des difficultés de l'Allemagne à concrétiser son unification, qu'ils pourrissent trouver de nouveaux attraits à la monnaie américaine.

FRANÇOISE LAZARE

Les difficultés des sociétés de Bourse parisiennes

Le déficit de Meeschaert-Rousselle en diminution au premier semestre

Les mesures de redressement prises chez Meeschaert-Rousselle, autrefois une des plus importantes charges d'agent de change de la place de Paris, semblent commencer à porter leurs fruits. Pour le premier semestre de 1990, le déficit d'exploitation de cette société de Bourse ne s'élève plus qu'à 12,2 millions de francs, contre 43,3 millions pour les six premiers mois de 1989.

D'après M. Hubert Glorieux, secrétaire général de la société (filiale du groupe Axa-Midi), cette réduction des pertes a été rendue possible par la « chasse au gaspillage », qui a permis d'éliminer 18 millions de francs de frais généraux (-15 %) et de réduire d'environ 40 % les charges financières. Des économies de personnel ont également été réalisées : Meeschaert-Rousselle n'emploie plus que 190 personnes, au lieu de 233 en début d'année. A cet égard, M. Glorieux a laissé entendre que dix autres postes pourraient être supprimés d'ici à la fin de l'année, quand les travaux d'apurement des suspens seraient terminés.

Pour l'exercice 1990, Meeschaert-Rousselle pourrait, toujours selon M. Glorieux, afficher un déficit limité à 10 ou 15 millions de francs. Le secrétaire général de la société estime que « nous avons réussi, dans un marché défilant, à limiter les dégâts ».

Les difficultés financières auxquelles les sociétés de Bourse sont confrontées forcent celles-ci à sortir de leur réserve et à se montrer plus bavardes sur leurs comptes. Pour la publication de ses résultats, Meeschaert-Rousselle en suit de près quelques autres.

Filiale de la BNP, Du Bouzet avait annoncé la semaine dernière un bénéfice net semestriel de 9 millions de francs, en baisse de 25 %. Plus heureuse, la société Pinatton affichait un résultat en forte progression : 4,67 millions de francs (+ 248 %). De son côté, Meunier de La Fournière annonçait un déficit compris entre 8 et 10 millions de francs pour le premier semestre et le probable licenciement d'une quarantaine de personnes sur un effectif total de 110.

NEW-YORK, 31 juillet

Tassement

Après moutillations, la Bourse new-yorkaise s'est orientée mardi à la baisse. Très irrégulière une bonne partie de la journée, la tendance s'est en effet légèrement adoucie en fin de séance. Toutefois, l'indice des Industriels, qui un instant avait perdu près de 39 points, a réduit la marque en clôture pour s'établir à 2 906,45, soit à 11,87 points seulement en dessous de son niveau de la veille.

Le bilan général de la séance a même été légèrement meilleur que ce résultat. Sur 1 984 valeurs traitées, 799 ont monté, 715 ont baissé et 470 n'ont pas varié.

Indécis, hésitant, résistant? Difficile d'attribuer un qualificatif au marché américain. Manifestement les opérateurs restent suspendus aux nouvelles sur la situation économique. Beaucoup autour du « Big Board » attendent la publication ce mercredi du dernier indice composite des principaux indicateurs économiques ainsi que l'enquête mensuelle des directeurs d'achat sur l'industrie manufacturière. Ajoutons que la baisse rapide du dollar n'est pas faite non plus pour les inciter à grande des positions dans l'immédiat. Michael Metz, analyste chez Oppenheimer and Co., résume ainsi la situation : « Dans le doute, abstenons-nous ».

L'événement du jour a été la baisse de 11 % environ de l'action UAL, à la suite d'informations sur les difficultés éprouvées par le personnel de la compagnie pour réunir les fonds nécessaires à son rachat évalués à 4,4 milliards de dollars.

VALEURS	Cours du 30 juillet	Cours du 31 juillet
Alcoa	59 5/8	59 1/2
AT&T	58 1/2	57 3/4
Boeing	58 5/8	57 3/4
Chrysler	19 1/8	19 1/8
Du Pont de Nemours	41 3/8	41 3/8
Eastman Kodak	38 5/8	38 1/4
Exxon	51 1/2	51 1/2
Ford	41 1/2	41 1/2
General Electric	72 1/2	71 3/4
General Motors	40 1/2	40 1/2
Goodyear	27 3/4	26 1/2
IBM	112 3/8	111 7/8
ITT	112 1/2	112 1/2
Motor Oil	59 1/8	58 1/4
Polar	73 5/8	73 1/2
Rockwell	118 1/8	117 3/4
Texas	63 1/4	63 1/4
U.S. Corp. of Alaska	158 7/8	158 1/2
Union Carbide	34 1/4	34 1/4
USX	34 3/8	34 3/8
Westinghouse	38 1/2	38 1/2
Zenith Data	45 1/4	45 1/2

LONDRES, 31 juillet

Hausse

L'élection marquée par Wall Street mardi s'est ouverte à Londres par une nette réduction des gains à la Bourse de Londres qui a néanmoins terminé la séance sur une note positive. L'indice Footsie des cent principales valeurs a gagné 9,7 points à 2 326,2, sur un marché qui est resté peu actif avec seulement 300,4 millions de titres échangés contre 340,5 millions lundi.

L'avertissement lancé par le patronat sur une possible récession a également contribué au ralentissement de la progression des cours.

De nombreux commentaires ont surgi du terrain, notamment les mines, les compagnies d'eau, les industries textiles et les pétroliers, dans le sillage du virage des cours du brut.

Des recommandations à l'achat par la maison de conseil Kilmort Gerson ont soutenu Cadbury et Unilever.

Des prises de bénéfices ont pesé sur les titres du conglomérat Poly Pack et de la brasserie Bass.

Les fonds d'Etat ont terminé en léger repli, tandis que les mines d'or se sont améliorées.

FAITS ET RÉSULTATS

o Pertes pour Swissair au premier semestre. — Swissair a enregistré au premier semestre 1990 une perte de 59 millions de francs suisses (390 millions de francs français), après amortissements, le bénéfice brut étant tombé de 215 millions de francs suisses pour la même période de 1989 à 70 millions. La compagnie explique ce résultat par la hausse du prix du carburant et l'augmentation des frais de personnel, qui ont entraîné une hausse des dépenses de 10,3 % par rapport au premier semestre de 1989, et le haut niveau du franc suisse, qui a réduit les recettes à l'étranger : celles-ci ont augmenté de 3 % par rapport à la même période de 1989. Swissair a décidé de geler les embauches pour limiter les coûts.

o Co-op va vendre 400 magasins à Rewe. — Le distributeur ouest-allemand Co-op continue ses ventes. Après ses magasins hétéroclites d'un groupe est-allemand et les Plaza vendus au français Promodès (le Monde du 31 juillet), il va vendre 400 magasins dans le sud et le sud-ouest de la RFA, employant 6 800 personnes et ayant réalisé 1,8 milliard de deutschemarks (environ 9 milliards de francs) de chiffre d'affaires en 1989, au groupe coopératif ouest-allemand Rewe (20,5 milliards de DM de chiffre d'affaires, soit environ 80 milliards de francs), qui était candidat au rachat de la totalité de Co-op.

o Rohr : commande d'un milliard de dollars pour des nacelles d'Airbus. — Le constructeur aéronautique européen Airbus Industrie a passé à la société américaine Rohr une commande de 1 milliard de dollars (près de 5,5 milliards de francs) pour la fourniture de 800 nacelles de réacteurs pour 400 avions A 320 et A 321. Rohr, qui compte dix usines

PARIS, 1^{er} août

Perplexité

Tandis que la candelie commençait mercredi à disséquer l'aplatissement des trois mois parisiens, la Bourse de Paris, privée de tout soutien extérieur, a manifesté un grand embarras pour savoir quelle attitude adopter. La journée avait assez mal commencé avec, dès l'ouverture matinale, un repli des valeurs françaises de 0,32 %. Cependant, après s'être un peu crispé, l'écart allait par la suite tendre à se réduire et vers 13 heures, l'indice CAC-40 s'élevait à 2 916,45, soit un retard de 0,09 % sur la veille, il devait se maintenir à quelque 0,15 % en dessous de son niveau de la veille.

Embarrassé, perplexé, indécis, hésitant? Nul ne savait trop quel qualificatif accoler au marché pour décrire son état. Pour commencer, en ce premier jour du mois d'août, l'activité, déjà faible fin juillet, s'était réduite comme une peau de chagrin. Et comme c'est très souvent le cas en pareille occasion, l'effacement fut au menu. Mais le manque d'affaires n'explique pas tout. En fait l'opinion négative de Wall Street la veille a également quelque peu chagriné les opérateurs, qui, en l'absence de tout élément moqueur, ne savent plus vraiment à quel saint se vouer. La baisse des taux d'intérêt? Beaucoup le jugent, à tort ou à raison, inévitable. Reste à savoir quand elle se produira. D'autre part, si le bulletin de santé de l'économie française reste généralement satisfaisant, nul ne s'attend pour l'instant à de très grandes nouvelles de ce côté-là.

Finalement, l'événement, si tant est qu'il puisse y en avoir, ne peut venir que de la publication du dernier indice composite américain des principaux indicateurs économiques. Beaucoup caressaient le secret espoir, sinon que ce dernier bannisse les risques de récession, du moins qu'il laisse assez de place à un optimisme raisonnable sur les possibilités d'amélioration courtoise-Atlantique en liaison avec les prévisions sur un renforcement de la croissance durant la seconde moitié de l'année.

TOKYO, 1^{er} août

Baisse en clôture

Ferme dans la première moitié de la séance, la Bourse de Tokyo a viré à la baisse par la suite, cédant 0,6 % à la clôture avec un repli de Nikkei à 30 837,99 yens soit un repli de 197,67 yens.

A la mi-séance, le Nikkei affichait un gain de 236,20 yens soit 0,8 %. Une vague de ventes liées aux contrats à terme sur indices a remis en cause le bon sentiment de la séance. En effet, les contrats à terme sur indice ont baissé dans le sillage des obligations en yens, les arbitragistes déduisant des positions au comptant en raison de la réduction des écarts entre les contrats de septembre et le comptant.

En début de journée, les investisseurs s'intéressaient aux valeurs à forte capitalisation et aux titres liés à la consommation intérieure, grâce à la hausse des taux d'intérêt et du yen, indiquant les opérateurs.

VALEURS	Cours du 31 juillet	Cours du 1 ^{er} août
Alcatel	967	967
Asahi	1 607	1 607
Cannon	1 750	1 750
Fuji Bank	2 400	2 420
Hitachi	1 600	1 600
Mitsubishi Electric	2 020	2 020
Mitsubishi Heavy	824	811
Nissan	8 000	8 000
Toshiba Motors	2 200	2 190

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco Assoc.	429 90	425	ING	300	300
Amstel	105	105	LP 9 M	135	135
B.A.C.	215	215	Loca invest.	320	320
S. Denys Am.	575	575	Locatim	125	121 30
Bps Tamead	178 50	178 50	Mars Coma	172 80	172 10
B.L.C.M.	840	840	Mérol Média	210	210
Boston Int.	385	385	Mollet	230	230
Boston Lyon	252	252	Navale-Dumas	1185	1185
CBIS de Lyon	3520	3520	Oliver Logatim	580	580
CAL-de-Fr. (C.F.I.)	1298	1298	Ona. Gest. Fin.	618	618
Calsonic	510	515	Prud'homme	92	92
Centif	600	600	Prudence Assur.	550	550
C.E.E.	371	365	Publ. Fipacis	603	603
C.E.R.E.P.	280	280	Reclis	884	884
C.F.P.I.	280	290	Rhone-Alpes (S.I.)	330	330
Comet d'Origny	735	725	S.I.T. Mangro	255	255
Codator	1200	1167	S.C.E.P.M.	646	650
Comarag	283	285 30	Sigla (S.I.)	318	318
Comarag	350	350 20	Select Invest (S.I.)	108	108
Conforam	1120	1130	Serbis	520	520
Covis	570 50	580	S.I.T. Goupil	215	215
Dall	210 50	210	Supra	212	210
Dauphin	708	709	Supra	205	200
Desparre et Gail	282	280	TFI	291	290
Develay	1185	1185	Thomson H. S.I.	252	259
Dinville	470	470	Unilog	195 10	195 10
Durand	174	170	Union Fin. de Fr.	480	470
Editions Belfort	285	280	Viel et Ce	165	165
Eyres Invest	15 10	15 10	Y. St-Laurent Groupe	1060	1060
Europ. Population	415	418			
Financ.	185	185			
Gomer	885	885			
G.P.F. (S.I.)	458	460			
Grand Livr	470	475			
Geograph	250	247 90			
IGC	1170	1170			
IDA	260 30	260			
IDA	344 40	340			
IDA	182 10	182 10			
IDA	1255	1225			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 31 juillet 1990

Nombre de contrats : 16 868

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	640	48	34	20	—
CGE	640	18,50	—	—	—
EL-Aquitaine	640	61	—	—	—
Europ. SA-PLC	50	6,10	8,30	1,50	2,50
Exco Disneyland SC	—	—	—	—	—
Havas	637	—	—	33	—
Lafarge-Coppée	480	23,50	—	20	—
Michellin	110	—	3,50	16	16
MOI	1 300	—	—	—	—
Paribas	32	—	—	—	—
Paribas-Ricard	1 900	—	—	—	—
Pengent SA	720	28,15	43	31	—
Rhône-Poulenc CI	440	7	—	35,50	—
Saint-Gobain	560	5,50	20	48	—
Sauvage Perrier	1 300	30	—	15	18,50
Société Générale	2 300	30	—	—	—
Suez Financière	400	28	45	5	10
Thomson-CSF	110	4,50	9	—	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 juillet 1990

Nombre de contrats : 36 725

COURS	ÉCHÉANCES		
	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	183,18	183,30	183,22
Précédent	183,04	183,16	183,08

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
102	1,29	1,87	0,18	0,72

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,33 F ↓

Après avoir fortement chuté mardi 31 juillet à New-York, le dollar regagnait un peu de terrain mercredi 1^{er} août. Le billet vert cotait à Paris à 5,3395 francs contre 5,3415 francs la veille à la cotation officielle. Les opérateurs s'inquiètent de l'état de santé de l'économie américaine, et attendent la publication de plusieurs statistiques importantes cette semaine.

FRANCFORT 31 juillet 1^{er} août
Dollar (en DM) 1,918 1,918
Tokyo 31 juillet 1^{er} août
Dollar (en yen) 147,58 146,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (1^{er} août) 9 911,9 11 116 5 %
New-York (31 juillet) 8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

30 juillet 31 juillet
Valeurs françaises 93,70 94,20
Valeurs étrangères 93,20 93,90
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 524,82 526,83
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1 955,35 1 965,57

NEW-YORK (indice Dow Jones)

30 juillet 31 juillet
Industriel 2 917,35 2 905,45
LONDRES (indice Financial Times)

30 juillet 31 juillet
Industriel 1 838,10 1 844,59
Midi-Ost 185,50 185,10
Fonds d'Etat 79,70 79,63
TOKYO
Nikkei Dow Jones 31 835,66 30 837,99
Indice général 2 253 2 247

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-U.	5,3360	5,3380	+ 81	+ 91	+ 159	+ 496
\$ can.	4,6279	4,6337	+ 170	+ 139	+ 281	+ 671
Yen (100)	3,6393	3,6424	+ 68	+ 82	+ 116	+ 329
DM	3,3501	3,3528	+ 32	+ 55	+ 72	+ 284
Florin	2,9735	2,9763	+ 30	+ 42	+ 62	+ 180
FB (100)	15,8151	15,8394	+ 29	+ 129	+ 96	+ 512
FS	3,3438	3,3482	+ 13	+ 41	+ 39	+ 149
L (1 000)	4,5744	4,5800	+ 85	+ 46	+ 104	+ 392
£	9,9106	9,9196	+ 453	+ 414	+ 845	+ 2342

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	7	7/8	8	1/8	7	13/16	7	15/16	7	13/16	7	15/16	7	13/16	7	15/16
Yen	3	3/16	7	7/16	8	7/12	7	5/8	7	5/8	7	3/4	7	3/4	7	7/8
DM	8	1/8	8	1/8	8	1/8	8	1/4	8	1/4	8	1/4	8	3/8	8	1/2
Florin	3	1/8	8	3/8	8	3/16	8	5/16	8	3/16	8	5/16	8	3/8	8	1/2
F.S. (100)	9	1	9	1/2	9	1/2	9	5/8	9	1	9	1	9	1	9	1
E.S.	8	7/8	9	1/8	8	13/16	8	15/16	8	13/16	8	15/16	8	13/16	8	15/16
L (1000)	12	13	13	11/16	11	7/8	11	5/8	11	11	11	11/2	11	11/2	11	5/8
Z	14	13/16	15	1/16	14	1/8	15	1/8	14	15/16	15	1/16	14	15/16	15	1/16
Franc	9	5/8	9	7/8	9	5/8	9	3/4	9	11/16	9	13/16	9	13/16	9	15/16

Ces cours notations sur la monnaie italienne

BOURSE DU 1^{er} AOUT

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection) **31/7**

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - s : marché concerné

Après le feu vert des experts de l'Institut de la santé

Les premiers essais de thérapie génétique chez l'homme sont autorisés aux Etats-Unis

Au terme d'un long débat éthique et scientifique, un groupe d'experts américains de l'Institut national américain de la santé s'est prononcé, mardi 31 juillet, en faveur de la mise en œuvre prochaine de traitements génétiques sur l'être humain. Les dix-sept membres de la commission spécialisée de cet institut ont notamment donné leur accord pour deux programmes de thérapie génétique. Il s'agit d'une tentative de traitement d'une forme grave de cancer de la peau, par manipulation du patrimoine héréditaire des globules blancs, et d'un essai de traitement génétique d'une forme rare de maladie héréditaire (déficit en adénosine déaminase).

Dans le premier cas, les médecins américains cherchent à intégrer dans le génome des globules blancs des malades le gène dirigeant la synthèse d'une substance (le TNF ou

tumor necrosis factor) dont la présence dans l'organisme devrait améliorer les possibilités de lutte contre le cancer de la peau (mélanome). Dans le cas de déficit en adénosine déaminase, affection entraînant une chute massive des défenses immunitaires chez l'enfant, on cherchera à « greffer » dans les globules blancs des malades les gènes dirigeant la synthèse de l'enzyme manquante.

Évaluer l'efficacité

En dépit du caractère très restrictif des indications thérapeutiques retenues, la décision des experts américains (indispensable à la mise en route de ces projets expérimentaux) inaugure officiellement l'ère de la thérapie génétique humaine. Déjà, l'an dernier (le Monde du 24 mai 1989) une équipe américaine

(docteurs Steven Rosenberg, French Anderson et Michael Blaese-Institut national américain du cancer) avait tenté une expérience de manipulations génétiques sur un malade atteint d'une forme terminale de cancer de la peau.

Réclamée de longue date par les équipes spécialisées dans ce domaine, l'autorisation américaine devrait permettre à court terme d'évaluer l'efficacité de cette thérapie génétique qui ne semble plus soulever aujourd'hui les vives oppositions qui s'étaient manifestées dans les années 80. Il est toutefois acquis que cette thérapie génétique ne pourra être mise en œuvre que sur les cellules somatiques, et en aucun cas sur les cellules sexuelles où une manipulation du génome correspondrait à une modification du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine.

J.-Y. N.

Selon l'OMS

8 à 10 millions de personnes sont atteintes par le virus du sida

Durant les dix prochaines années, plus de dix millions d'enfants deviendront orphelins à cause du sida, prévoit l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans un rapport publié mardi 31 juillet à Genève. Elle publie également, pour la première fois, ses estimations concernant l'impact du sida sur les femmes et les enfants, et avance le chiffre de cinq cent mille porteur du virus.

Le sida s'est développé beaucoup plus rapidement qu'on le pensait, souligne-t-on à l'OMS, « particulièrement dans les pays en voie de développement ».

En juin, l'organisation estimait à sept ou huit millions le nombre de personnes contaminées par le virus du sida. Elle évalue désormais ce chiffre entre huit et dix millions, et prévoit que les porteurs de virus seront entre quinze et vingt millions d'ici à la fin de la décennie. — (Reuter)

CARTES POSTALES

Monseigneur le Cognac

Cet empire-là ne se livra jamais. Il se parcourt, s'effleure, se soupçonne comme un mystère quasi poétique. Aucun clair-obscur n'y manque, aucune fausse piste. Il s'entrouvre, fait mine de se dévoiler, mais, la visite achevée, se referme silencieusement derrière le visiteur. Pour une fois, les repartitions bredouilles de secrets, les Maigret de Yokohama et les Sherlock Holmes de Kyoto. D'ailleurs, observez-les à la sortie : ils sourient comme d'habitude. Mais, si l'on ose dire, jaune.

Pour une fois, ils sont tombés sur plus fort qu'eux. Que leur a-t-on concédé ? Quelques mots, un rêve de bouquet, des bribes d'une éphémère légende trois fois séculaire, déjà lue dans les guides, au cours du voyage en avion. Autant dire, rien.

Il est très cérémonieux, Monseigneur le Cognac. Il ouvre ses chais à la demande, aussi longuement qu'on le désire, déployant mille impériaux courtoisies. La tonnellerie, les vignes : on peut tout voir, à pied ou en petit train. On apprendra — le beau scoop ! — qu'il n'entre dans la fabrication des fûts, exclusivement en chêne du Limousin, pas un clou ni un atome de colle. Qu'à la fin du vieillissement, les meilleurs cognacs laissent au palais un arrière-goût de noix de coco.

Is verront des fûts, nos Maigret, ça oui. Et encore ? Des fûts. Et pour finir ? Des fûts. Des fûts neufs presque scintillants pour les jeunes eaux-de-vie, de vieux fûts patinés — des tierçons — seuls dignes d'accueillir

les alcools vénérables. Des fûts somnolents dans le noir, ou sur lesquels se déchaînent des projecteurs dignes des meilleurs sons et lumières. Des marcheurs aux tambours, toute une armée de fûts plongée dans le sortilège de la Belle au bois dormant.

Et entre les fûts, immobiles, tremblants quand passe le petit train dans le vacarme polyglotte des visites, de scintillantes toiles d'araignée, comme une sorte de certificat de paix éternelle.

Donc, ils verront des fûts. Autant dire qu'ils ne verront rien. Car le vrai mystère de l'empire est enfoui en d'autres lieux, et d'autres saisons. Il faudrait aller le chercher tout au long du printemps et de l'été, dans ce lumineux dialogue de la folle blanche et du colombar, cépages rois, avec le ciel limpide et nacré des Charentes. Ciel atlantique à nul autre pareil, dont chaque bouteille, sans doute, renferme une parcelle.

Il faudrait le poursuivre dans la pénombre complexe des chais, en épiant à longueur de siècle cette interminable étreinte de l'eau-de-vie et des planches de chêne. Quelles tendresses se chuchotent ici, les lourdes portes refermées ? Quelles offrandes érotiques savent-ils trouver, les grands arbres du Limousin, pour que la liqueur se révèle ainsi à elle-même ? Seules les araignées, qui tiennent la chandelle toute l'année, pourraient trahir le secret. Heureusement, elles ne parlent pas japonais.

De Cognac (Charente) DANIEL SCHNEIDERMAN

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Les élections au Monténégro

Victoire relative du PC 3

Les troubles à Trinité-et-Tobago

Les rebelles musulmans ont libéré le premier ministre 4

POLITIQUE

Polémique à Bordeaux

Le FN menace d'entrer en guerre contre le maire 6

COMMUNICATION

Production audiovisuelle

L'inevitable concentration des indépendants 6

SOCIÉTÉ

Découverte australienne

Diagnostic du sexe d'un fœtus à partir d'un prélèvement sanguin de la mère 7

Fécondation « in vitro »

Des trinités à l'Assistance publique de Paris 7

Sécheresse

Les fantômes d'un mois de juillet hors normes 16

Police

Mécontentement entre services : trois inspecteurs des RG ont été un moment soupçonnés par la brigade criminelle de « enlèvement » d'un pasteur homosexuel à Paris 7

ARTS • SPECTACLES

Berlin, le saut dans le vide

espoirs et inquiétudes des artistes dans l'Allemagne réunifiée • Cinéma : Cry Baby : John Waters délire toujours • Musiques : Mozart règne sur les opéras d'Europe • Arts : Henri Laurens, un cubiste en Dordogne, pages 9 à 14

ÉCONOMIE

Concentration dans le machinisme agricole

Ford et Fiat joignent leurs efforts 17

Tourisme

Baisse de l'activité en Espagne et en Italie 17

Services

Abonnements 18

Automobiles 19

Annuaire classé 20-21

Carnets 19

Marchés financiers 22-23

Météorologie 16

Mots croisés 16

Radio-Télévision 15

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde »

destiné à août 1990

a été tiré à 479 267 exemplaires.

Dernier conseil des ministres avant les vacances

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 1^{er} août à l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Il ne se réunira ni le 8, ni le 15 août. Au cours de ce dernier conseil d'avant vacances, a été approuvé un projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (lire pages 1 et 6).

M. François Mitterrand a évoqué la question de la coopération entre les communes, sujet de polémiques, en déclarant : « Ce projet n'a de sens que s'il incite : il n'en a pas s'il contraint ». Un autre projet relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture (lire page 19) a également été approuvé.

Le conseil des ministres a entendu deux communications en plus de celle, hebdomadaire de M. Roland Dumas sur la situation internationale : l'une de M. Michel Durafour sur la refonte de la grille des fonctionnaires (le Monde du 1^{er} août) ; l'autre de M. Jack Lang sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine cinématographique. Le ministre de la culture a proposé l'engagement d'un plan d'urgence pour restaurer en quinze ans les 250 000 bobines les plus fragiles, c'est-à-dire celles qui ont été produites avant 1954 sur support en nitrate de cellulose.

Cette action sera complétée par les mesures destinées à améliorer l'accès des chercheurs et du grand public au patrimoine cinématographique.

M. Chevènement défend l'adaptation du service national pour les Beurs

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'association Jeune pied-noir, M. Bernard Coll, et rendue publique mardi 31 juillet, M. Jean-Pierre Chevènement estime qu'il y a « urgence à prendre en considération séparément les jeunes Français d'origine maghrébine » pendant la durée de leur service national. Répondant aux critiques exprimées par cette association d'enfants de baskis, qui avait reproché au ministre de la Défense son « favoritisme pour les Beurs » appelés sous les drapeaux (le Monde du 28 juillet), M. Chevènement indique que les mesures proposées en faveur de ces jeunes « qui arrivent pour la plupart dans l'armée avec de lourds handicaps familiaux, linguistiques, scolaires, sociaux », ont pour seul objectif de leur offrir « des conditions de traitement égales » à celles des autres appelés, notamment pour ce qui est du respect des pratiques religieuses ou des habitudes alimentaires.

Dans sa « lettre-pétition », l'association Jeune pied-noir s'était interrogée sur la possibilité « d'intégrer des populations étrangères en les isolant dans une culture dont les valeurs sont souvent en complète opposition à celles de notre civilisation ». Rappelant que le service national doit remplir « une mission d'intégration », M. Chevènement ajoute : « L'identité de la France n'est pas immuable. Autour des valeurs du patriotisme républicain, il y a place pour tous ceux qui sont prêts à y adhérer ».

Le bulletin de santé de M. François Mitterrand

« Légère hypoglycémie »

Les examens médicaux, cliniques et biologiques, habituellement subis par le président François Mitterrand ont permis de mettre en évidence « une légère hypoglycémie, une hypotension plus volontiers orthostatique, s'accompagnant d'une petite augmentation de la vitesse de sédimentation : cela étant à mettre sur le compte de l'intense activité diplomatique du président au cours du premier semestre de cette année », a annoncé l'Élysée, mardi 31 juillet en précisant : « Tous les autres paramètres sont normaux ».

[Les quelques anomalies citées dans le communiqué de l'Élysée]

n'ont, a priori, aucun caractère de gravité. La « légère hypoglycémie » (baisse de la concentration du sucre dans le sang) et « l'hypotension orthostatique » (chute de la tension artérielle observée lors du passage en position debout) ne permettent pas d'évoquer de diagnostic précis. La « petite augmentation de la vitesse de sédimentation » (vitesse de la chute des globules rouges contenus dans le sang rendu incoagulable et placé dans un tube adéquat) n'évoque pas de pathologies particulières, ce phénomène pouvant être observé dans un grand nombre de maladies (maladies infectieuses, états inflammatoires, etc.) comme dans certaines conditions physiologiques (âge avancé).

ESPAGNE : au sein du gouvernement et du Parti socialiste

Les tensions s'exacerbent entre « technocrates » et « populistes »

De sérieuses divergences se font sentir dans les rangs du Parti socialiste espagnol et se manifestent au sein même du gouvernement. Mises en évidence par de récentes déclarations du ministre de la culture, elles risquent d'occuper une large partie des débats lors du congrès du parti, convoqué à l'automne prochain.

MADRID

de notre correspondant

« Il y a deux conceptions du socialisme démocratique au sein du gouvernement. L'une est disposée à assumer la fond des conséquences de la social-démocratie moderne et à choisir d'accepter les réalités de l'économie de marché. L'autre est celle de l'opportunisme de gauche, qui ne suit aucune ligne politique claire mais veut toujours donner l'impression d'être à gauche de la gauche, avec des accents populistes et démagogiques. » Le ministre espagnol de la culture, M. Jorge Semprun, est connu pour son franc-parler. Mais les déclarations fracassantes qu'il a faites le dimanche 29 juillet au quotidien el País n'en ont pas moins mis en émoi le petit monde politique madrilène. Elles ont

en effet confirmé que le torchon brûlait désormais pour de bon au sein du gouvernement espagnol. Et tout porte à croire que la bataille ne fera que gagner en intensité jusqu'au congrès que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) tiendra en automne prochain et qui s'annonce déjà comme des plus mouvementés.

Certes, M. Semprun n'a pas nommé directement cité cet « opportuniste de gauche » qu'il désigne à la vindicte publique. Mais chacun sait qu'il s'agit d'une allusion transparente au « numéro 2 » du parti et du gouvernement, le tout-puissant vice-président du gouvernement M. Alfonso Guerra. Un homme qui paraissait hier encore intouchable mais qui fait désormais l'objet de critiques de moins en moins voilées.

En juin dernier, le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, avait adopté du franc-parler, avait déjà jeté un pavé dans la mare en qualifiant publiquement de « monarchique » le principal organe de direction du PSOE, dont chacun sait qu'il est étroitement contrôlé par M. Guerra. Ce dernier avait toutefois vu venir à son secours plusieurs membres du cabinet, qui avaient qualifié d'abus de langage le propos du ministre de l'économie, et assuré que la direction du parti n'était nullement monarchique, mais tout simplement « homogène ».

Caton et les affairistes

Subtilités sémantiques à part, il est clair aujourd'hui que deux tendances s'affrontent au sein de l'administration socialiste. La première est représentée par M. Solchaga et groupe les technocrates socialistes qui ont modernisé l'Espagne ces dernières années pour tenter de mieux la préparer à affronter le défi européen. Ils n'ont pas hésité pour cela à rompre avec certains dogmes traditionnels de leur formation et à promouvoir son aggiornamento idéologique.

Ils se sont toutefois heurtés aux réticences de M. Guerra et de l'« appareil » du parti, désireux de maintenir contre vents et marées le discours populiste d'autant. Un discours pourtant de plus en plus dépassé par rapport à la politique modérée effectivement suivie par le PSOE depuis son arrivée au pouvoir. Ce n'est pas un hasard si, gardien du temple socialiste, M. Guerra est traditionnellement chargé de faire régner l'ordre et la discipline au sein du parti, qu'il contrôle d'une manière

quasi légitime. L'affrontement, désormais public, entre ces deux courants, couvait en fait depuis longtemps. Plus exactement depuis la grève générale qui paralysa l'Espagne en décembre 1988, l'une des épreuves les plus difficiles qu'ait eu à affronter le gouvernement socialiste. Profondément affecté par le succès du mouvement, M. Felipe Gonzalez avait alors songé à démissionner et à céder la place au ministre de la Défense, M. Narciso Serra, un des dirigeants de l'aile à « modernisme » du socialisme espagnol.

Si M. Felipe Gonzalez préfère finalement se réviser et rester aux commandes, il n'en provoqua pas moins une rébellion sans précédent au sein de l'« appareil » du PSOE. Celui-ci pouvait difficilement admettre qu'une décision d'une telle importance pût être prise sans même qu'il ait été consulté. Les dirigeants du parti, qui sentaient que le pouvoir leur échappait de plus en plus au profit du gouvernement, trouvèrent pourtant tout naturellement un allié de choix en son sein : M. Guerra, lui aussi inquiet face à la montée en puissance des « technocrates ».

La bataille larvée entre les deux courants allait se poursuivre durant toute l'année 1989. Elle allait connaître un nouveau rebondissement au début de 1990 avec le « scandale Juan Guerra », du nom du frère du vice-président accusé de trafic d'influence. L'affaire allait sérieusement affecter M. Alfonso Guerra, qui avait toujours voulu apparaître comme le Caton pur et dur de la politique espagnole, et se voyait désormais accusé d'avoir à tout le moins fermé les yeux sur l'affairisme de son proche parent.

Plusieurs ministres critiquèrent ouvertement la manière dont M. Guerra se défendit devant le Parlement. Le vice-président se contenta en effet de menacer ceux qui le critiquaient en laissant entendre qu'il disposait d'informations susceptibles de les compromettre eux aussi. En nette perte de vitesse, M. Guerra parvint toutefois à opérer un spectaculaire rétablissement en imposant, contre l'avis de la majorité du cabinet, le candidat de l'« appareil » aux élections régionales d'Andalousie de juin, et en y obtenant un excellent résultat. L'affrontement a donc pris désormais l'allure d'une véritable lutte pour le pouvoir. Une lutte dans laquelle s'est jusqu'ici abstenue d'intervenir M. Gonzalez, qui apparaît plus que jamais comme l'indispensable déno-

minateur commun entre les différents courants au sein de son parti. Le choix, pour lui, est difficile. Il n'entend nullement prendre ses distances vis-à-vis de M. Guerra, à qui l'unité des vieilles et solides amitiés. Mais il ne peut pas non plus ignorer que le président du parti aujourd'hui l'Espagne socialiste à l'étranger est avant tout dû à l'action des « technocrates » de son gouvernement. Le leader du socialisme espagnol (qui a laissé entendre qu'il en était à sa dernière législature) n'en sera pas moins forcé de se définir davantage lors du prochain congrès de sa formation, s'il ne veut pas que l'« après-Gonzalez » soit marqué au sceau des hutes intestines.

THIERRY MALINIAC

Grèves à Air Inter et dans les aéroports parisiens

Une nouvelle grève est toujours possible à Air Inter, vendredi 3 août (les syndicats CGT, UGICT-CGT et SNPTIT du personnel au sol ont déposé un préavis), malgré la réunion de négociation qui a eu lieu mardi dans la soirée et les discussions proposées par la direction. Celle-ci prévoit d'assurer 75 % des vols vendredi. Les passagers peuvent se renseigner à Paris au 45-39-25-25 ou au 46-75-11-11, en province dans les centres de réservation et les agences de voyages, ou par minitel 3615 Airminter.

Des grèves du personnel d'exploitation d'aéroports de Paris — à l'appel de FO et de la CFDT — perturbent depuis le début de la semaine les arrivées et les départs des passagers sur les aéroports parisiens de Roissy et d'Orly. Mardi 31 juillet et mercredi 1^{er} août au matin, ces arrêts de travail ont retardé les départs et les arrivées des avions à Roissy. Des négociations ont été entamées avec les syndicats.

En revanche, l'appel à la grève lancé par un syndicat d'électroniciens de la sécurité aérienne (qui effectuent la maintenance des appareils de contrôle) du 25 juillet au 7 août n'a guère été suivi que par une minorité, et dans le seul centre d'Aix-en-Provence : selon le ministère des transports, 2 % au maximum des électroniciens auraient fait grève.

Moscou

Tarcis remords